LES CAHIERS DE L'INSTITUT

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

4

DE LÉNINE À GORBATCHEV:
L'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest

par Paul Marantz

MAI 1988

88-05097/

[redacted]

Les Cahiers de l'Institut sont publiés par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales dans le but d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales. Les monographies, qui se veulent à la fois des documents d'érudition et des études sur des sujets d'actualité, abordent des thèmes relevant des domaines définis dans le mandat de l'Institut : la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits.

Les opinions exprimées dans le présent Cahier traduisent la pensée de l'auteur, mais elles ne représentent pas nécessairement celles de l'Institut et de son conseil d'administration.

Conseil de rédaction pour la série :
Nancy Gordon
Fen Osler Hampson
Roger Hill

Rédacteur en Chef :
Michael Bryans

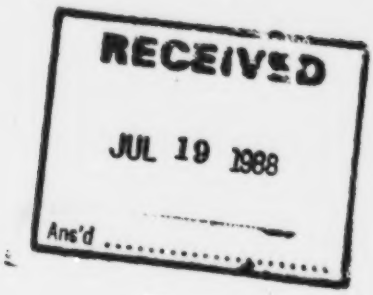
Rédactrices adjointes :
Hélène Samson
Mary Taylor

Conseil consultatif :
Timothy J. Colton
Robert W. Cox
Michael W. Doyle
Margaret Doxey
James Eayrs
Ronald J. Fisher
R.J. Lane
Richard Ned Lebow
George Lindsey
Sverre Lodgaard
Judith Maxwell
Gérard Pelletier
Condoleezza Rice
Douglas A. Ross
Louis Sabourin
Janice Gross Stein

NUMÉRO QUATRE
Mai 1988

DE LÉNINE À GORBATCHEV:
L'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest

par Paul Marantz



© L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1988.

Place de la Constitution
360, rue Albert, Bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7

Graphisme :
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Imprimé et relié :
Bradda Printing Services,
Ottawa

Version française :
Denis Bastien, Sogestran Inc.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Marantz, Paul, 1941-
De Lénine à Gorbatchev

(Les Cahiers de l'Institut ; nº 4).
Traduction de : From Lenin to Gorbachev.
Comprend des références bibliographiques.
ISBN 0-662-94921-8

1. U.R.S.S. — Relations extérieures — 1917-. 2. U.R.S.S. — Relations extérieures — États-Unis. 3. États-Unis — Relations extérieures — U.R.S.S. 4. U.R.S.S. — Relations extérieures — Europe. 5. Europe — Relations extérieures — U.R.S.S. I. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. II. Titre. III. Collection : Les Cahiers de l'Institut (Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales) ; nº 4.

DK66.M3714 1988 327.47 C88-090228-0

TABLE DES MATIÈRES

1
Condensé

4
Introduction

8
Lénine : un héritage ambigu

23
Staline : dogmatisme et rigorisme

35
La révolution doctrinale de Khrouchtchev

53
Conservatisme et consolidation sous Brejnev

64
Le discours nouveau de Mikhaïl Gorbatchev : un changement de forme ou de fond?

98
Conclusion

CONDENSÉ

Mikhaïl Gorbatchev a fait de son appel à "un nouveau mode de pensée" et à un "nouveau discours" la pierre angulaire de ses déclarations sur la politique internationale. Mais que faut-il en penser ? Assistons-nous au début d'une réévaluation historique des principes clefs du marxisme-léninisme, ou simplement à une adroite campagne de relations publiques ? Comme il est impossible d'évaluer le "nouveau mode de pensée" sans bien comprendre d'abord l'ancien, la présente étude essaie de répondre aux questions citées ci-dessus en analysant comment la doctrine marxiste-léniniste a évolué de Lénine à nos jours, relativement aux relations Est-Ouest.

Les principales conclusions de notre étude (et certaines remettent en question des points de vue fort répandus) sont les suivantes :

(1) Lénine, qui était surtout un activiste et non un théoricien, n'a pas légué à ses successeurs une théorie bien structurée sur les relations Est-Ouest. Ses opinions sur les relations internationales comprenaient des éléments contradictoires, car il cherchait à promouvoir la révolution mondiale et à consolider la révolution en Russie en améliorant les rapports commerciaux et les relations diplomatiques avec le monde capitaliste. Les points de vue contradictoires de Lénine se retrouverent dans une vaste gamme de politiques.

(2) C'est à Staline, lequel a utilisé très sélectivement la patrimoine légué par Lénine, qu'il faut surtout attribuer la perception catégorique du monde qui a tant prédominé dans les années 1930 et 1940. Staline était extrêmement suspicieux, craintif, anxieux et profondément pessimiste.

Selon lui, rien ne justifiait une coopération prolongée entre les États communistes et capitalistes. Ce pessimisme austère teintait toutes ses politiques.

(3) Khrouchtchev, quant à lui, a déclenché une révolution idéologique de proportions inégalées jusqu'alors. Il écarta les éléments clefs de la perspective staliniste du monde, et il adopta une ligne de pensée beaucoup plus prometteuse et assurée. Pour la première fois, on jetait les bases doctrinales d'une politique de coopération à long terme avec l'Occident. Cependant, l'optimisme débordant de Khrouchtchev avait aussi ses inconvénients. Ce dernier croyait que l'histoire évoluait en faveur du communisme, ce qui l'amena à sonder sans relâche les points faibles de l'Ouest. Les crises qui s'en sont suivies ont empêché Moscou d'améliorer de façon durable ses relations avec le monde extérieur.

(4) Brejnev a favorisé l'instauration d'un climat de détente au début des années 1970 ; ce fut le plus important dégel observé jusqu'alors dans les relations Est-Ouest. Mais ces progrès furent sans véritables lendemains, car Brejnev ne sut pas exploiter les innovations idéologiques introduites par Khrouchtchev ; en outre, il était convaincu, du fait qu'il adhérait inconditionnellement aux perspectives traditionnelles, que l'URSS devait s'efforcer de faire basculer l'équilibre des forces en sa faveur en accroissant considérablement sont potentiel militaire.

(5) L'ère gorbatchevienne commence à peine, et ses paramètres définitifs ne sont pas encore bien arrêtés, mais la nature et l'orientation de son "nouveau mode de pensée" justifient un optimisme prudent. Dans ses premières tentatives pour reformuler l'idéologie soviétique, Gorbatchev a fait preuve de réserve et de circonspection, mais ses démarches donnent à penser que le Kremlin s'interroge sérieusement à l'heure actuelle sur les hypothèses traditionnelles concernant la sécurité mondiale, la nature de la guerre et les occasions de favoriser la coopération internationale. Ce processus a déjà eu des effets tangibles sur la conduite quotidienne de la politique étrangère soviétique (ainsi, il a favorisé la conclusion d'un traité sur l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire, il a facilité l'acceptation par l'URSS d'inspections indiscrètes sur place dont l'objet est de vérifier l'observance des accords de limitation des armements, et il a

encouragé l'URSS à envisager de retirer ses forces présentes en Afghanistan). Si les tendances actuelles se maintiennent, Gorbatchev opérera peut-être une révolution doctrinale encore plus significative que celle dirigée par Khrouchtchev, une révolution qui pourrait jeter les bases d'une transformation véritablement historique des relations Est-Ouest dans l'avenir.

INTRODUCTION

La présente étude a pour objet de nous aider à mieux comprendre la façon dont les gouvernants soviétiques perçoivent et conceptualisent les relations Est-Ouest.[1] Elle examine les principaux éléments de la position officielle de l'Union soviétique à l'égard des pays capitalistes, ainsi que l'influence qu'ont eu sur cette position les différents événements qui ont marqué l'histoire du régime soviétique de 1917 à nos jours. Cette étude est fondée sur le postulat qu'il est impossible d'entretenir avec l'Union soviétique des relations harmonieuses à moins de bien comprendre la façon dont les dirigeants de ce pays perçoivent le monde extérieur. Que notre objectif soit d'améliorer les perspectives de la coopération Est-Ouest ou, tout simplement, de mieux contenir l'expansionisme soviétique, nous devons savoir quelle vision Moscou a du monde.

Ce souci revêt à l'heure actuelle une importance particulière. Secrétaire général depuis mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev a fait de la « réforme » de la conception soviétique des relations internationales l'un des principaux thèmes de sa plate-forme politique. Il a qualifié les théories traditionnelles de dangereusement inadaptées aux com-

[1] L'auteur tient à remercier les professeurs Robert O. Freedman et S. Neil MacFarlane pour les observations critiques qu'ils ont formulées sur certaines parties du manuscrit, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale pour son appui financier, et la Fondation Donner du Canada, pour l'appui financier qu'elle a accordé à l'Équipe de recherche sur les régimes internationaux, à l'Institut des relations internationales de l'Université de la Colombie-Britannique.

plexes réalités de l'ère nucléaire. Les déclarations de M. Gorbatchev ont suscité parmi les analystes occidentaux un débat des plus animés. Les uns prétendent que l'effervescence qui règne aujourd'hui en Union soviétique annonce une véritable volonté de changement. Les autres soutiennent que les discours de M. Gorbatchev s'inscrivent tout simplement dans le droit fil d'une longue série de campagnes de relations publiques orchestrées par les gouvernants pour tenter, une fois de plus, de créer une impression de modération et de souplesse alors qu'en fait, les positions fondamentales et les objectifs à long terme de l'Union soviétique n'ont pas vraiment évolué. Il nous faut donc, avant de pouvoir porter un quelconque jugement sur les initiatives de M. Gorbatchev, analyser plus en détail la nature et l'évolution de la pensée soviétique à l'égard des relations Est-Ouest.

Les Occidentaux ont souvent du mal à comprendre la façon dont les Soviétiques perçoivent la politique internationale. Ce phénomène est dû en grande partie au fait que l'élaboration de la politique étrangère se fait là-bas dans le plus grand secret, et, ce malgré tous les appels à la « transparence » (ou « *glasnost* ») lancés par M. Gorbatchev. La plupart des faits et documents de référence couramment invoqués pour analyser la politique étrangère d'autres pays sont pour ainsi dire impossibles à obtenir pour l'Union soviétique. Les portes des Archives soviétiques restent closes, les principaux représentants du gouvernement n'écrivent pas leurs mémoires, les conférences de presse sont rares, aucun parti d'opposition ne demande de comptes, les fonctionnaires mécontents ne laissent rien filtrer des documents confidentiels, la presse ne dit pas comment on est arrivé à telle ou telle décision, et ainsi de suite. La moindre déclaration portant sur les relations extérieures est strictement surveillée et soigneusement formulée, qu'elle émane de dirigeants politiques, de porte-parole désignés ou d'experts.

Et pourtant, cette situation peut faciliter dans une certaine mesure l'étude de la politique de l'URSS. Le régime soviétique étant fondé sur une idéologie rigoureusement codifiée, il existe en effet toute une doctrine officielle définissant avec autorité la perspective que le Parti est censé adopter face à tel ou tel aspect des relations internationales.

L'étude de cette doctrine nous permet de mieux comprendre le mode de pensée des dirigeants de l'URSS. Même si les opinions exprimées en privé par ces derniers ne correspondent pas mot pour mot aux termes de la doctrine publique officielle, l'étude de ce texte de référence et de son évolution en fonction des événements historiques peut nous aider considérablement à saisir les variations concomitantes des perspectives adoptées par les gouvernants. Pour reprendre les termes d'un spécialiste : « Aux yeux de l'observateur extérieur, la doctrine . . . peut faire office de girouette ; une fois qu'ils ont décidé d'une stratégie, les responsables la justifient devant le public en invoquant la doctrine, et il suffit alors de se reporter aux modifications de celle-ci pour savoir quels vont être les changements de politique ».[2]

Dans le cadre de la présente étude, nous avons voulu, en analysant la doctrine soviétique en matière de politique étrangère, arriver à mieux comprendre l'attitude des dirigeants soviétiques à l'égard des relations Est-Ouest. L'étude est divisée en cinq chapitres, chacun d'entre eux étant consacré à un grand chef soviétique, à sa conception et à sa vision de la politique étrangère (Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev). Si nous avons privilégié cette approche, c'est pour permettre au lecteur de mieux comprendre en quoi consiste la doctrine soviétique et, surtout, en quoi elle ne consiste pas. Les analystes occidentaux se fondent trop souvent sur des hypothèses sinon erronées, du moins dangereusement simplistes en regard d'une réalité beaucoup plus complexe.

En vue d'analyser l'influence exercée par chacun de ces chefs d'État sur l'évolution de la doctrine soviétique, nous avons postulé les faits suivants. 1) Lénine n'a légué à ses successeurs aucune véritable théorie soigneusement élaborée des relations Est-Ouest. 2) C'est pendant les années 1920 et 1930, sous Staline, qu'a pris forme cette vision dichotomique du monde, fondée sur la lutte des classes ; après, Staline a refusé de la modifier, en dépit des profonds changements

[2] Walter LaFeber, *America, Russia and the Cold War, 1945-1984*, New York, Knopf, 1985, 5e édition, p. 18.

survenus dans la situation internationale de l'Union soviétique par suite de la Seconde Guerre mondiale, de l'apparition de régimes communistes en Europe de l'Est et en Chine, et de la mise au point des armes atomiques. 3) L'Union soviétique a connu sous le règne de Khrouchtchev, soit entre 1956 et 1960, une révolution doctrinale sans précédent. 4) À l'inverse de son prédécesseur, Brejnev n'a que peu contribué à l'évolution de la doctrine officielle ; et pendant vingt ans, soit de 1964 à 1984, les perspectives soviétiques en matière de relations Est-Ouest sont restées largement inchangées. 5) Gorbatchev n'étant Secrétaire général que depuis trois ans, il est encore trop tôt pour se prononcer définitivement sur la véritable signification et les conséquences à long terme de son appel à l'adoption d'un nouveau mode de pensée à l'égard des relations internationales. Toutefois, à bien analyser les déclarations qu'il a faites jusqu'à présent, on est porté à croire qu'il ne s'agit pas simplement d'une cynique mystification destinée à duper et à endormir l'Occident. On ne peut pas encore parler cependant de transformation profonde des perspectives idéologiques, comparable aux importants remaniements amorcés par Khrouchtchev dans les années 1950. Et quand bien même il le voudrait, Gorbatchev ne pourrait pas échapper aussi aisément au carcan de l'idéologie officielle. Pour comprendre et évaluer la véritable portée de la « nouvelle idéologie », il nous faut donc au préalable clairement saisir l'ancienne.

LÉNINE : UN HÉRITAGE AMBIGU

Les questions posées dans le présent chapitre sont les suivantes : quel a été l'héritage idéologique légué par Lénine à ses successeurs ? Dans quelle mesure les positions adoptées par l'URSS en matière de relations Est-Ouest depuis Lénine sont-elles directement issues de concepts et de doctrines avancés par celui-ci ? Peut-on parler d'un programme léniniste de révolution mondiale ? En nous efforçant de répondre à ces questions, nous avons supposé, contrairement au mythe si souvent répandu en Union soviétique et en Occident, que Lénine n'avait jamais eu, au sujet des relations Est-Ouest, de théorie cohérente et soigneusement échafaudée. Il n'a jamais rédigé d'ensemble bien défini de principes et de concepts analysant la nature des relations entre la Russie prolétarienne et le monde capitaliste, et ses opinions à ce sujet ont considérablement évolué avec les années, au gré des circonstances politiques.

En matière de relations Est-Ouest, l'attitude de Lénine s'apparentait davantage à celle d'un fin renard de la politique qu'à celle d'un théoricien rigoureux. Ses volumineux recueils d'écrits et de discours contiennent de fréquentes références aux événements internationaux. Mais ses déclarations tenaient plutôt de la propagande politique que d'une analyse théorique minutieusement préparée. Ainsi s'explique le caractère extrêmement diffus et ambigu de son héritage idéologique. En outre, l'ambivalence des déclarations de Lénine a permis à la postérité d'en faire abusivement usage à des fins politiques. Les porte-parole soviétiques eux-mêmes se réclament de Lénine et prétendent être guidés par la « théorie léniniste », peu

importe la mesure où leurs politiques et perspectives s'éloignent de la pensée de Lénine. Et en Occident, les plus violents détracteurs de l'Union soviétique citent souvent, en les sortant de leur contexte, les déclarations les plus militantes de Lénine, se gardant bien d'évoquer celles qui ne cadrent pas avec leur argumentation. L'image ainsi tracée du « programme léniniste de conquête mondiale » peut servir des fins partisanes politiques, mais elle empêche de réellement comprendre comment Lénine percevait les relations Est-Ouest et de voir quelle influence les premières années de la diplomatie soviétique ont eu sur l'évolution ultérieure de la politique étrangère de l'URSS.

Il n'est pas possible de bien comprendre Lénine tant que l'on verra en lui l'auteur d'une théorie soigneusement échafaudée des relations internationales. En fait, non seulement Lénine n'avait pas de théorie cohérente à ce sujet, mais il n'était même pas un théoricien au vrai sens du terme. C'est pourquoi la démarche que les experts font en Union soviétique ou en Occident, en vue de reconstituer des entités aussi inexistantes que la « théorie léniniste de la coexistence pacifique » ou sa « théorie de l'édification du socialisme dans un seul pays » est à la fois déplacée et trompeuse. Elle donne aux opinions de Lénine une logique et une cohérence qu'elles n'ont jamais eues et elle méconnaît la nature contradictoire et la complexité de sa pensée changeante au fil des ans.

Lénine était d'abord et avant tout un homme d'action pragmatique. Sa principale question était toujours : « *Chto delat ?* » (Que faut-il faire ?) Son souci premier était de décider d'une ligne de conduite dans l'instant présent. Une fois qu'il s'était fixé un plan, il mobilisait ses formidables aptitudes polémiques pour haranguer ses partisans. Il invoquait des citations choisies de Marx et d'Engels à l'appui de ses actions, et ceux qui osaient prôner une stratégie différente étaient accusés de trahir la pensée marxiste. Mais la théorie constituait de toute évidence pour Lénine un instrument tactique et polémique. Il déformait les paroles de Marx et d'Engels pour justifier des politiques « peu orthodoxes » et contraires à la pensée marxiste, et il était passé maître dans l'art de fournir des

arguments théoriques pour défendre les politiques mêmes qu'il avait condamnées la veille avec autant de véhémence.[3]

Lénine n'était pas seulement pragmatique et peu théorique dans sa façon d'aborder la politique ; il était également opposé à la théorie. Non seulement il l'ignorait, mais il s'en méfiait. Pour lui, la substance des choses résidait dans les faits, et il craignait que le souci de cohérence théorique favorisât l'adoption de stratégies peu pratiques et le manque de réalisme plutôt qu'une meilleure compréhension des relations politiques.

Pour le pur théoricien, la théorie sert à expliquer la réalité. Elle permet d'écarter les détails sans importance, d'isoler les variables et rapports essentiels, et de démêler le chaos. Or, Lénine pensait tout le contraire : comme Procuste qui mutilait les voyageurs, la théorie utilisait une série de formules étroites pour tronquer la réalité. Lénine n'y voyait pas autre chose qu'une forme d'abstraction qui simplifiait et déformait les événements :

> Un marxiste doit prendre connaissance du monde réel, des faits qui composent la *réalité*, et non pas s'accrocher à une théorie dépassée qui, comme toute théorie, ne fait, dans le meilleur des cas, qu'esquisser les grandes lignes et les généralités et ne constitue qu'un *pâle reflet* de la vie dans toute sa complexité.[4]

Lénine disait des théoriciens :

> Ce sont de misérables individus toujours restés à l'écart de la réalité, qui ont gardé enfoui sous leurs oreillers un vieux recueil écorné par l'usage auquel ils se réfèrent pour mener à bien l'implantation du socialisme officiel. Mais même le plus grand génie ne pourra jamais rien créer d'aussi noble que des dizaines de millions d'individus mettant leurs intelligences à l'oeuvre.[5]

[3] Les rapports entre la théorie et la pratique dans l'optique de Lénine sont étudiés dans Alfred G. Meyer, *Leninism*, New York, Praeger, 1962 ; Adam B. Ulam, *The Bolsheviks*, New York, Collier Books, 1968.

[4] V.I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, Moscou, Gospolitizdat, 1958-1966, XXXI, p. 134. (Le texte original est souligné.) Ouvrage désigné ci-après par le titre « *Sochineniia* ».

[5] *Ibid.*, XXXV, p. 281.

De l'avis de Lénine, même les principes théoriques dont se réclamait le Parti communiste ne pouvaient être que limités :

> L'histoire dans son ensemble, et l'histoire des révolutions en particulier, est toujours plus riche, plus variée, plus multiforme, plus vivante et plus « ingénieuse » que ne peuvent l'imaginer même les meilleurs éléments, les éléments avant-gardistes les plus conscients des distinctions sociales au sein des classes les plus avancées.[6]

Le mépris de Lénine pour la théorie a deux conséquences directes pour notre étude. Premièrement, il nous est impossible de parler d'une théorie léniniste des relations Est-Ouest. Lénine n'a jamais pris le temps ni la peine de systématiser sa conception des relations internationales, et l'on ne peut pas dire qu'il ait à proprement parler formulé une théorie de la politique étrangère soviétique. Il va falloir nous contenter de généralités et nous déclarer satisfaits dans la mesure où nous parviendrons à discerner des tendances générales en étudiant ses comportements, ses goûts ou ses opinions au sujet de divers problèmes de politique internationale. Nous aurons en effet accompli un grand pas en avant.

Nous devons éviter de voir dans les écrits et les discours de Lénine une cohérence et une clarté qui n'y sont pas. Confronté à un problème particulier, il allait rarement au fond des choses. Ses opinions étaient souvent énoncées de façon vague et imprécise. En outre, étant donné qu'il était avant tout un politicien pratique, Lénine n'exprimait le plus souvent que des avis portant sur des questions ponctuelles, et ses déclarations manquaient de cohérence théorique. Même s'il lui arrivait fréquemment de défendre vigoureusement des opinions diamétralement opposées à d'autres vues qu'il avait épousées antérieurement, il se donnait rarement la peine de résoudre ces contradictions.

Deuxièmement, vu que les oeuvres de Lénine sont constituées de tracts politiques rédigés en réponse à des préoccupations immé-

[6] *Ibid.*, XLI, p. 80.

diates, et non pas de traités théoriques soigneusement élaborés, il faut veiller à ne pas extraire ses déclarations de leur contexte. Qui se risquerait, par exemple, à analyser la théorie des relations internationales de Henry Kissinger ou de Pierre Trudeau en se fiant à des déclarations isolées prononcées en plein coeur d'une controverse politique ? C'est pourtant ce que l'on fait souvent avec Lénine.

Les oeuvres de Lénine que nous disséquons sont des déclarations politiques, et non des traités théoriques. Les méthodes que nous utilisons pour analyser ceux-ci peuvent donc ne pas convenir du tout à celles-là. Persuadé qu'un irréparable désastre allait s'abattre sur le Parti si l'on ne suivait pas la politique qu'il préconisait, Lénine se souciait beaucoup plus de faire triompher son interprétation que d'exposer ses opinions de façon cohérente ou avec grande précision. Le vocable solennel de « théorie léniniste » ne désigne bien souvent qu'un recueil des multiples réfutations et objections qu'il a émises en diverses occasions. Toute comme on pourrait aligner toute une série de citations « prouvant » que Lénine croyait effectivement au caractère inévitable de la guerre entre les deux systèmes ou à l'impossibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, on pourrait tout aussi bien en trouver une autre qui « prouverait » le contraire.

Il faut se rappeler que Lénine n'a rédigé aucun traité d'analyse théorique sur la politique étrangère d'un État socialiste pour énoncer les principes devant régir les relations de ce dernier avec les nations capitalistes. Dans toute sa carrière politique, Lénine n'a écrit en matière de politique internationale qu'un seul ouvrage important, soit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Toutefois, ce livre a été publié au début de 1917, avant la révolution bolchevique, et il se limite aux facteurs économiques qui modèlent les relations entre États capitalistes. Lénine ne dit rien des lignes de conduite qu'un État socialiste peut adopter pour essayer de coexister avec les États capitalistes. Ainsi, nous voyons que, si Lénine a effectivement échafaudé une théorie postulant que le développement inégal du capitalisme et les conflits issus du redécoupage du monde colonial déboucheraient inéluctablement sur une guerre entre États capitalistes, il n'a jamais en revanche élaboré de théorie comparable au

sujet du caractère inévitable du conflit entre États capitalistes et socialistes.[7]

Lénine a toutefois formulé un certain nombre de déclarations ponctuelles sur le thème de la guerre entre le monde capitaliste et la Russie socialiste, déclarations souvent reprises en Occident. La remarque suivante est probablement la plus fréquemment citée :

> Nous ne vivons pas simplement dans un État, mais dans un *système d'États*, et la République soviétique ne saurait envisager une coexistence durable avec les États impérialistes. Elle finira par triompher sur les autres, ou vice-versa. Mais avant d'en arriver là, il se produira inévitablement entre la République soviétique et les États bourgeois une série d'affrontements terribles.[8]

Mais, ne l'oublions pas, cette remarque a été prononcée en 1919, comme de nombreuses autres déclarations de Lénine, suggérant de façon tout aussi apocalyptique l'impossibilité d'une coexistence entre capitalisme et socialisme. La guerre civile russe faisait rage, les interventions étrangères battaient leur plein, et le pouvoir bolchevique ne tenait qu'à un fil. Lénine était tout simplement persuadé que les États capitalistes, qui étaient jugés beaucoup plus puissants et qui avaient déjà envoyé leurs forces armées en Russie, réussiraient finalement à écraser les bolcheviks, à moins d'une révolution socialiste en Europe occidentale capable de sauver la révolution russe. Cette remarque correspondait en fait pour Lénine à un jugement politique porté sur des événements concrets, et non à une analyse théorique abstraite.

À la fin de 1920, les circonstances ont changé et subséquemment, les opinions de Lénine ont changé aussi. Les interventions étrangères étaient pour la plupart terminées, l'Ouest avait levé son blocus économique, et certains signes donnaient à penser que la Russie serait bientôt en mesure d'établir des relations diplomatiques avec

[7] Frederic S. Burin, "The Communist Doctrine of the Inevitability of War", *The American Political Science Review*, LVII, nº 2, 1963, pp. 334-354.

[8] Lenin, *Sochineniia*, XXXVIII, p. 139. (Le texte original est souligné.)

les pays d'Europe occidentale. Lénine a vu dans ces événements l'avènement d'une ère radicalement nouvelle des relations internationales, qui allait permettre à la Russie socialiste de nouer avec les nations capitalistes des relations relativement plus pacifiques et de cohabiter avec elles pendant longtemps. Dans un important discours prononcé le 21 novembre 1920, Lénine a longuement insisté sur ce thème :

> Même si nous n'avons pas remporté la victoire internationale, qui est à notre avis la seule garantie, les conditions actuelles nous permettent de coexister avec les puissances capitalistes, dorénavant contraintes d'entretenir avec nous des relations commerciales. Nous avons gagné le droit à une existence indépendante. . . De toute évidence, il ne s'agit pas simplement d'un moment de répit : nous sommes entrés dans une ère nouvelle, et nous avons désormais droit à notre existence internationale fondamentale dans le réseau des États capitalistes. . . Aujourd'hui, nous pouvons parler non seulement d'un moment de répit, mais d'une véritable occasion pour nous d'aborder une phase nouvelle et durable. En fait, nous n'avions à ce jour aucune véritable reconnaissance internationale.[9]

Lénine a lui-même avoué que la situation, à la fin de l'année 1920, ne correspondait pas du tout à ce qu'il avait prévu en 1918 et 1919 :

> Il est extrêmement déconcertant pour ceux d'entre nous qui ont vécu la révolution depuis ses débuts et vu la difficulté incroyable que nous avons eue à percer les fronts impérialistes, de voir la tournure qu'ont pris les événements. Il est probable qu'à l'époque, aucun d'entre nous ne prévoyait ou n'aurait pu prévoir que la situation évoluerait de la sorte.[10]

De la même façon Lénine faisait remarquer dans un discours prononcé le 23 décembre 1921 :

> Mais peut-on même imaginer qu'une république socialiste puisse survivre à l'encerclement capitaliste ? Cette éventualité semblait

[9] *Ibid.*, XLII, pp. 22, 23.
[10] *Ibid.*, XLIV, pp. 291-292.

jadis inconcevable, tant d'un point de vue politique que militaire. Or, les événements ont prouvé que cela était possible ; c'est aujourd'hui une réalité.[11]

C'était là une situation inopinée qu'il aurait absolument fallu analyser et expliquer de façon plus systématique. Or, Lénine s'est tout simplement contenté dans ses discours d'y faire quelques allusions indirectes, et est rapidement passé à des questions plus pressantes. Contrairement à toute attente, un gouvernement socialiste coexistait pacifiquement avec des gouvernements capitalistes et, pourtant, Lénine n'a jamais ébauché ne serait-ce que les rudiments d'une théorie de la coexistence, même si des porte-parole soviétiques devaient, pour des raisons politiques, le prétendre au cours des années suivantes.

L'oeuvre publiée par Lénine comprend plus de cinquante recueils volumineux regroupant ses discours et ses écrits ; dans tout cela, ses quelques remarques au sujet de la coexistence pacifique, prononcées de façon généralement accessoire, ne représentent au total même pas une page de texte. En fait, il semble que dans toute sa carrière politique, Lénine n'ait employé en public les termes « coexistence » ou « coexistence pacifique » qu'à cinq reprises.[12] N'eût-été la volonté du régime soviétique de trouver une légitimation idéologique, ces brèves allusions seraient depuis longtemps tombées dans l'oubli.

Si Lénine n'a jamais réussi à clarifier et à systématiser ses opinions au sujet de questions telles que le caractère inévitable de la guerre et la coexistence pacifique entre États capitalistes et socialistes, c'est en partie en raison de sa mauvaise santé. Victime en mai 1922 d'une attaque d'hémiplégie qui a écourté sa carrière politique, Lénine a cessé complètement d'écrire après une rechute en mars 1923. C'est ainsi qu'il n'a eu relativement que peu de temps pour réfléchir à la

[11] *Ibid.*, p. 301.

[12] *Ibid.*, XL, p. 145 ; XLI, p. 133 ; XLIII, p. 199 ; XLV, pp. 239, 241 ; *The Christian Science Monitor*, 17 décembre 1919, p. 1.

situation internationale compliquée et déconcertante apparue de façon si inattendue vers la fin des années 1920. Pourtant, si l'on se place d'un autre point de vue, on pourrait dire qu'entre le moment de sa déclaration sur l'avènement d'un ère nouvelle dans les relations internationales et sa première attaque en 1922, Lénine aurait eu amplement le temps d'entreprendre ne serait-ce qu'un essai de réflexion systématique sur le problème. Mais il était alors préoccupé par des considérations pratiques plus immédiates et il a montré, une fois de plus, son manque d'intérêt pour les problèmes théoriques fondamentaux.

Il est difficile de se faire une opinion équilibrée et complète de la perception qu'avait Lénine des relations internationales. Les porte-parole soviétiques commettent l'erreur, surtout en face d'auditoires occidentaux, d'exagérer l'importance que Lénine accordait à l'établissement de relations pacifiques avec le monde capitaliste et, inversement, de minimiser son attachement à la cause de la révolution internationale.[13] Par contre, de nombreux analystes occidentaux exagèrent la primauté que Lénine donnait à la révolution internationale, oublient sa volonté de faire des compromis et de nouer avec les gouvernements capitalistes des liens économiques et politiques et, enfin, omettent de montrer à quel point Lénine avait des relations Est-Ouest une conception assez différente de celle d'éléments plus militants au sein du Parti bolchevique.[14]

Sans aller jusqu'à ces extrêmes, je dirais qu'on peut voir en Lénine non pas un champion enthousiaste de la coopération Est-Ouest ou un fanatique illuminé, mais plutôt un révolutionnaire pragmatique. En dépit des affirmations des porte-parole soviétiques, souvent reprises

[13] A. Chubar'ian, *Mirnoe sosushchestvovanie: teoriia i praktika*, Moscou, Politizdat, 1976 ; A. Narochnitskii, *Leninskie traditsii vneshnei politiki Sovetskogo Soiuza*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniia, 1977 ; D. Tomashevsky, "Lenin's Concept of Peaceful Coexistence and the Imperialist Challenge", *International Affairs*, 1982, n° 5, pp. 3 à 13.

[14] David Shub, *Lenin*, Garden City, Doubleday, 1948 ; Stanley W. Page, *Lenin and World Revolution*, New York, New York University Press, 1959; Stelan T. Possony, *Lenin: The Compulsive Revolutionary*, Chicago, Regnery, 1964 ; Richard Pipes, *U.S.-Soviet Relations in the Era of Detente*, Boulder, Westview Press, 1981, pp. 171-180.

en Occident pas des experts révisionnistes, l'hostilité de Lénine à l'endroit des gouvernements capitalistes du monde n'était pas tout simplement une réaction aux politiques de l'Occident pendant la guerre civile et à ses interventions en 1918 et 1919. Lénine était un fervent révolutionnaire qui, des dizaines d'années auparavant, avait dévoué sa vie à la cause de la révolution. Pour lui, le monde était divisé en classes, et il rêvait d'assister un jour au renversement du capitalisme, pas seulement en Russie mais dans toutes les nations avancées du monde. Il était persuadé que le prolétariat russe, comme celui d'Allemagne ou de France, se devait de lutter pour la révolution, pas uniquement dans son propre pays, mais dans le monde entier. Une résolution officielle adoptée par les bolcheviks en août 1917, quelques mois avant leur accession au pouvoir et donc bien avant que l'Occident ait témoigné de l'hostilité au régime soviétique, énonçait assez clairement :

> Pour renverser la domination impérialiste, il faudra que la classe ouvrière du pays qui parviendra le premier à instituer la dictature du prolétariat et du quasi-prolétariat soutienne par tous les moyens possibles (y compris la force armée) le combat des travailleurs dans les autres pays.[15]

À de nombreuses reprises, Lénine a déclaré sans la moindre équivoque que non seulement la Russie soviétique était autorisée à intervenir politiquement et militairement pour venir en aide au prolétariat combattant dans un autre pays, mais qu'elle se *devait* de le faire si cela devait faciliter le renversement d'un régime capitaliste. Lénine ne voyait qu'une seule raison qui aurait pu dispenser son pays de cette sacro-sainte obligation révolutionnaire : si la révolution russe était elle-même faible et instable, elle ne pouvait pas prétendre aider vraiment d'autres nations sans menacer sa propre survie.

Lénine a clairement exposé sa position en 1918 au cours du débat sur le Traité de Brest-Litovsk :

> Pour faire triompher la révolution mondiale, il est indispensable que le

[15] *KPSS v rezoliutsiiakh*, Moscou, Gospolitizdat, 1954, 7e édition, I, pp. 373-374.

pouvoir soviétique, une fois qu'il aura renversé la bourgeoisie dans notre pays, *vienne en aide* à cette révolution, mais en choisissant une *forme* d'aide qui soit adaptée à ses propres moyens.[16]

Un an plus tard, Lénine déclarait : « Pouvons-nous anéantir l'impérialisme mondial aujourd'hui ? Ce serait notre devoir de le faire si nous le pouvions, mais vous savez que cela ne nous est pas possible pour l'instant, pas plus que nous aurions pu renverser Kerenski en mars 1917. »[17] Comme Lénine le disait en quelques mots : « . . . pour un internationaliste, la question des frontières est un thème secondaire, sinon de dixième ordre. . . »[18]

Même si les bolcheviks devaient apprendre plus tard les mérites de la supercherie diplomatique, leurs premières déclarations étaient d'une réconfortante candeur. Le 26 décembre 1917, la *Pravda* publiait carrément un décret signé par Lénine et Trotski stipulant que le gouvernement soviétique avait l'intention de promouvoir la subversion dans les pays capitalistes en plaçant « à la disposition des représentants à l'étranger du Commissariat des affaires extérieures deux millions de roubles pour les besoins du mouvement révolutionnaire ».[19] Aux délégués du Septième Congrès du Parti, Lénine a clairement indiqué en mars 1918 qu'il était déterminé à continuer à soutenir la révolution en Allemagne en dépit du Traité de Brest-Litovsk récemment conclu avec ce pays. « Oui, bien entendu, nous enfreignons le Traité ; mais ne l'avons-nous pas violé déjà trente ou quarante fois ? »[20]

L'orientation révolutionnaire de Lénine est donc incontestable. Son objectif était de renverser l'ordre capitaliste existant, et non pas de parvenir à un état de coexistence stable et durable. Toutefois, il accordait énormément d'importance à la protection de la révolution

[16] Lénine, *Sochineniia*, XXXV, p. 403. (Le texte original est souligné.)
[17] *Ibid.*, XXXVIII, p. 13.
[18] *Ibid.*, XL, pp. 19-20.
[19] Cité dans Edward Hallett Carr, *The Bolshevik Revolution*, Baltimore, Penguin, 1966, III, p. 29.
[20] Lénine, *Sochineniia*, XXXVI, p. 22.

russe, et il n'était pas prêt à la mettre en péril par une croisade révolutionnaire en Europe occidentale. C'était un homme extrêmement pragmatique, et dans l'intérêt de la sécurité soviétique, il s'est vraiment soucié d'améliorer les relations avec les gouvernements capitalistes. Il était disposé à nouer des liens diplomatiques officiels et à accroître les échanges commerciaux. Il a même accepté l'idée d'une coopération politique et militaire avec les nations bourgeoises.

La position de Lénine était très différente de celle adoptée jusque-là par le pouvoir soviétique, notamment par Nicolas Boukharine et les prétendus « Communistes de gauche » du Parti bolchevique. Au cours du débat interne sur le Traité de Brest-Litovsk en 1918, ces derniers ont fait valoir qu'il était totalement inacceptable pour un gouvernement prolétarien de conclure des accords ou des traités avec des gouvernements capitalistes. Pour justifier la fermeté de leur position, ils avançaient deux principaux arguments, l'un fondé essentiellement sur des considérations morales, et l'autre sur des calculs politiques.

D'un point de vue moral, ils prétendaient que le fait de traiter avec l'ennemi capitaliste constituait une violation directe des principes et des idéaux socialistes. Aussi nobles étaient les fins, certains moyens devaient automatiquement être écartés pour des raisons de principe. Un accord avec les gouvernements impérialistes d'Allemagne et de France leur paraissait aussi aberrant qu'un pacte avec le tsar. Dans les deux cas, cela revenait à jeter sur la cause socialiste l'opprobre et le discrédit. En pactisant avec les puissances impérialistes, un gouvernement socialiste aurait en fait aidé l'ennemi et permis la perpétuation d'un ordre politique immoral. La seule attitude acceptable pour le véritable révolutionnaire consistait à manifester envers le capitalisme international une hostilité totale.

Cette opposition implacable à toute tractaction avec le monde capitaliste était également étayée par un deuxième argument, plus pragmatique celui-là. Les Communistes de gauche estimaient que le gouvernement soviétique ne pourrait plus rester fidèle à ses principes et à ses idéaux révolutionnaires sur la scène internationale s'il

acceptait de nouer des relations avec les gouvernements capitalistes. À la longue, la défense de l'État soviétique allait inévitablement l'emporter sur la cause de la révolution internationale, qui risquerait dès lors d'être négligée. Certains principes seraient bientôt profanés, et l'on ferait des concessions pour essayer « d'acheter » les puissances impérialistes. En avril 1918, les Communistes de gauche devaient prononcer au sujet des conséquences de la stratégie de Lénine un avertissement véritablement prophétique :

> En matière de politique étrangère, à la tactique d'agression caractérisée par la dénonciation des puissances impérialistes va se substituer une politique axée sur les manoeuvres diplomatiques auprès des puissances impérialistes. Non seulement la République soviétique va conclure des accords commerciaux avec ces États, mais elle va aussi nouer avec eux des liens économiques et politiques fondamentaux, [et] recourir à leur appui militaire et politique.[21]

Il y avait donc chez les Communistes de gauche non seulement une forte tendance à l'utopie, mais aussi beaucoup de perspicacité et de réalisme.

Lénine, exemple de volontarisme et d'optimisme, avait rejeté les deux arguments des Communistes de gauche. Il prétendait que tout ce qui pouvait contribuer à protéger et à renforcer la révolution russe devait être considéré comme moralement acceptable. Les conséquences de l'établissement de liens économiques et politiques étroits entre la Russie soviétique et les gouvernements capitalistes ne l'effrayaient aucunement. En fait, il avait même été jusqu'à déclarer que, dans certaines circonstances, on pourrait envisager une alliance militaire avec les gouvernements impérialistes, affirmation qui présageait l'attitude que devait adopter Staline dans les années 1930 et 1940 face à la menace fasciste. Lénine avait en effet déclaré : "Nous avons souvent répété que le fait de conclure avec un État impérialiste une alliance pour lutter contre un autre État impérialiste

[21] Cité dans Leonard Schapiro, *The Origin of the Communist Autocracy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1966, p. 136.

en vue de consolider la république socialiste n'était pas condamnable en soi, du moins en principe. »[22] En attendant le renversement du capitalisme international, qu'il jugeait inéluctable d'ailleurs, Lénine préconisait pour son pays une sorte de politique ambivalente consistant d'une part à essayer d'encourager la révolution à l'étranger et, d'autre part, à améliorer les relations avec l'Occident. Lénine était très sûr de lui, et il ne craignait pas les « effets secondaires » indésirables d'un renforcement des relations avec les nations capitalistes.

Dans un ouvrage qui fait autorité, intitulé *A Study of Bolshevism* et publié en 1953, Nathan Leites a fait valoir que l'une des caractéristiques fondamentales de la personnalité politique du bolchevik est la peur d'être utilisé, exploité ou « dupé », ce qui explique que les bolcheviks aient répugné à faire des compromis et des concessions pour parvenir à un accord politique.[23] Il semble qu'il en ait été ainsi de Staline, mais pas de Lénine. En effet, ce dernier croyait en sa capacité de rester maître de toute situation et, en fait, il était convaincu de pouvoir obtenir des autres *exactement* ce qu'il voulait. Si Lénine s'est plusieurs fois montré disposé à faire des concessions, que ce soit à l'époque du Traité de Brest-Litovsk, dans le cadre des discussions avec l'émissaire américain William Bullitt, au cours des pourparlers soviéto-polonais de 1920, ou encore lors des négociations avec les entrepreneurs capitalistes étrangers, c'est qu'il savait exactement ce qu'il voulait et savait en outre quel prix il était prêt à payer pour l'obtenir.

L'optimisme et l'assurance de Lénine ont énormément contribué à façonné sa perception de la politique internationale. Toutefois, comme sa perspective était davantage liée à sa personnalité politique qu'à une quelconque doctrine officielle, elle pouvait difficilement être transmise à ses successeurs. Lénine n'ayant que peu de respect pour la théorisation abstraite, il n'a jamais essayé de systématiser ses idées pour formuler une théorie explicite de la politique internatio-

[22] Lénine, *Sochineniia*, XLII, p. 125. Voir aussi *Ibid.*, XXXVI. p. 323 et XLII, p. 123.
[23] Nathan Leites, *A Study of Bolshevism*, Glencoe, Free Press, 1953, pp. 27 à 63.

nale. Cette négligence devait avoir plus tard de regrettables conséquences. En effet, on n'a jamais vraiment cherché à approfondir les attitudes et les perspectives de Lénine qui auraient pu contribuer à adoucir et à modérer le manichéisme omniprésent dans la pensée bolchevique. Après la mort de Lénine, les successeurs au tempérament différent pouvaient aisément ne tenir aucun compte de ces attitudes et perspectives, sinon les laisser de côté. Or, c'est précisément ce qui s'est produit lorsque Staline est arrivé au pouvoir.

STALINE : DOGMATISME ET RIGORISME

Aussi ambigu qu'ait été l'héritage idéologique légué par Lénine, on peut voir que, trente ans plus tard, soit à la fin du règne de Staline, il ne subsistait plus aucune équivoque dans la doctrine soviétique de politique étrangère. S'inspirant des thèses plutôt nébuleuses de son prédécesseur, Staline en avait fait ressortir les aspects les plus négatifs, et il ne perdait pas une occasion de souligner l'acuité et le caractère inéluctable de l'antinomie entre capitalisme et socialisme. Aux questions laissées en suspens par Lénine, Staline a donné des réponses catégoriques. Autant la vision léniniste des relations internationales reflétait l'incroyable assurance, l'optimisme, le volontarisme et la souplesse intellectuelle de l'homme, autant Staline a été limité par son insécurité, son pessimisme, son déterminisme et son intransigeance.

Au chapitre des relations internationales, Staline était non seulement persuadé que l'Union soviétique vivait dans un monde hostile et menaçant, mais il pensait également qu'il *n'y avait pas grand-chose que son pays puisse faire pour modifier cette situation.* C'est en effet par ce déterminisme quasi fataliste que Staline se démarque le plus nettement à la fois de son prédécesseur et de Khrouchtchev qui devait plus tard lui succéder et se faire le champion d'une attitude plus optimiste.[24]

[24] La vision staliniste du monde est étudiée dans Robert C. Tucker, *The Soviet Political Mind*, New York, Praeger, 1963, pp. 20-35, 166-179 ; Elliot R. Goodman, *The Soviet Design for a World State*, New York, Columbia University Press, 1960 ; et Frederic S. Burin, "The Communist Doctrine of the Inevitability of War", *The American Political Science Review*, LVII, nº 2, 1963, pp. 334-354. J'ai aussi consulté les articles de Paul Marantz respectivement intitulés "Prelude to Detente: Doctrinal Change Under Khrushchev", *International Studies Quarterly*, XIX, nº 4, 1975, pp. 501-528, et "Changing Soviet Conceptions of East-West Relations", *International Journal*, XXXVII, nº 2, 1982, pp. 220-240.

Au cours des dernières décennies, l'Occident s'est tellement habitué à entendre l'Union soviétique faire religieusement profession de fidélité à la théorie de la coexistence pacifique qu'il est facile d'oublier aujourd'hui à quel point la conception stalinienne des relations Est-Ouest était différente de celle qui a prévalu à partir de 1953, après la mort de Staline. Ce dernier avait du monde une vision fondée sur une série de postulats qui se renforçaient mutuellement et qui tendaient tous à la même triste conclusion : l'Union soviétique avait affaire à d'implacables ennemis avec lesquels aucune véritable coopération n'était possible, puisque ceux-ci étaient fermement déterminés à détruire le premier État socialiste du monde.

Staline n'envisageait la politique internationale qu'à travers une seule interprétation dont il avait fait la pierre angulaire de tout son édifice idéologique : la lutte des classes. La politique extérieure d'un pays n'était, selon lui, déterminée que par son système économique. Il ne voyait dans l'État capitaliste qu'un instrument docile au service de la bourgeoisie. L'élite capitaliste dominante ne pouvait faire autrement, pensait-il, que de se sentir directement menacée par le socialisme, qui remettait en question sa position de classe privilégiée. De plus, cette élite était certainement résolue à se servir de l'appareil étatique mis à sa disposition pour mener contre l'Union soviétique une guerre totale et permanente.

Toute sa vie, Staline a fait de l'analyse exposée par Lénine dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* la doctrine officielle du gouvernement. Non seulement les lois fondamentales du capitalisme dictaient une hostilité à l'égard de l'Union soviétique, mais elles portaient en elles, croyait-on, le germe d'un affrontement inéluctable entre les États capitalistes eux-mêmes. Mais la perspective d'une guerre entre les ennemis de son pays ne représentait pour Staline qu'une maigre consolation. Il voyait mal en effet comment l'Union soviétique aurait pu se retrancher dans sa tour d'ivoire pendant que ses adversaires s'entretueraient.

En revanche, la doctrine d'une guerre inévitable, telle qu'elle a été interprétée pendant le règne de Staline, ne pouvait qu'inciter au

fatalisme et à la passivité. Une fois la guerre déclarée entre les nations capitalistes, il était pour ainsi dire inévitable qu'elle s'étende à d'autres pays, y compris à l'URSS. Voilà pourquoi les Soviétiques pensaient leur sécurité directement menacée. Mais malgré cette véritable épée de Damoclès, l'Union soviétique s'estimait dans une large mesure impuissante face au danger. L'évolution des relations internationales dépendait exclusivement des lois du capitalisme et des contradictions surgissant au sein même des États capitalistes. De l'avis de Staline, l'Union soviétique ne pouvait faire grand-chose dans cette situation, si ce n'est peut-être retarder quelque temps la catastrophe suivante. Les relations internationales dépendaient non pas des initiatives et des réactions de la diplomatie soviétique, mais plutôt d'inexorables forces économiques contre lesquelles les hommes d'État et les nations ne pouvaient rien. Aussi longtemps que durerait l'impérialisme, la guerre resterait inévitable.

De la même façon, les Soviétiques ont manifesté à l'égard des initiatives de limitation des armements, même partielles, un pessimisme soutenu jusqu'à la mort de Staline. Dès le début des années 1920, l'Union soviétique avait commencé à promouvoir de grandioses projets de désarmement international. En apparence, cette attitude semblait marquer une très nette rupture par rapport aux positions adoptées avant la révolution. Avant 1917 en effet, il était considéré comme inutile et dangereux de prôner le désarmement ; inutile aussi longtemps que survivrait le capitalisme, avec sa violence interne et les incessantes guerres internationales qui lui étaient inhérentes ; et dangereux dans la mesure où le désarmement risquait de donner aux masses de fausses espérances et de les détourner de leur mission historique : oeuvrer sans relâche au renversement de l'ordre capitaliste. Mais ce revirement d'attitude du début des années 1920 tenait davantage du mirage que de la réalité. Avec la création de l'État soviétique, les dirigeants bolcheviques ont vu qu'ils avaient désormais tout intérêt à jouer la modération en préconisant le désarmement, même si (ou précisément parce que) cet objectif leur paraissait inaccessible tant et aussi longtemps que survivrait le capitalisme. Fort de la certitude absolue que les puissances capitalistes n'accepteraient jamais ses propositions, le gouvernement

soviétique se disait disposé à promouvoir le désarmement. En faisant aux Occidentaux des offres inacceptables, l'Union soviétique espérait améliorer son image de marque et dévoiler la véritable nature prédatrice de l'impérialisme, et forcer ainsi les masses à renoncer à leurs illusions de réforme.[25]

Les Soviétiques se sont montrés sur ce sujet assez explicites. Il suffit par exemple de se reporter aux thèses adoptées en 1928 lors du Sixième Congrès du Komintern :

> Les propositions soviétiques [en matière de désarmement] n'ont pas pour objectif d'entretenir des rêves de pacifisme, mais au contraire de les démolir. Elles ne visent pas à défendre le capitalisme en éclipsant ou minimisant ses aspects plus ou moins louches, mais plutôt à propager le postulat marxiste fondamental, à savoir que le désarmement et l'élimination de la guerre supposent la disparition préalable du capitalisme. Le gouvernement soviétique a sommé les impérialistes qui parlent avec cynisme de désarmement de passer aux actes ; il a fait tomber leurs masques pacifistes. Il va sans dire que jamais un communiste n'a imaginé un instant que les impérialistes accepteraient les propositions soviétiques de désarmement.[26]

Toujours selon les thèses du Komintern, même s'il était acceptable pour le gouvernement de Moscou de prôner le désarmement, ne serait-ce que pour gagner de nouveaux partisans à la cause soviétique et dénoncer les maux du capitalisme, le prolétariat à l'intérieur même des pays capitalistes ne *devrait pas* le faire. Cette prise de position risquait en effet de semer le trouble dans l'esprit des masses et d'entretenir chez les réformistes l'illusion que le désarmement était un objectif que l'on pouvait atteindre sans organiser au préalable un soulèvement armé contre le système capitaliste.[27] Autre témoignage du peu d'intérêt suscité par les questions de désarme-

[25] Walter C. Clemens, fils, "Lenin on Disarmament", *Slavic Review*, XXIII, n° 3, 1964, pp. 504-525.

[26] *International Press Correspondence*, VIII, n° 83, 1928, p. 1596.

[27] *Ibid.*, p. 1597 ; "The Disarmament Question", (éditorial), *The Communist International*, V, n° 10, 1928, p. 222.

ment tout au long du règne de Staline, aucune mention, si brève soit-elle, n'a été faite du sujet dans les deux volumes du *Dictionnaire diplomatique* officiel publié entre 1948 et 1950. Dans la version révisée du début des années 1960 par contre, plus de vingt pages sont consacrées à ce thème.[28]

La doctrine stalinienne proscrivait non seulement la limitation des armements, mais aussi l'objectif beaucoup plus limité de la simple réduction des tensions internationales. Si pendant son règne, Staline n'a lancé que peu d'appels en faveur de la réduction des tensions internationales, c'est tout simplement parce que cet objectif ne lui paraissait ni réaliste, ni souhaitable. Il ne voyait pas dans la tension internationale un obstacle inutile à l'amélioration des relations Est-Ouest, ni le regrettable produit d'erreurs d'interprétation ou de malentendus que l'on aurait pu tirer au clair en multipliant les contacts et en assainissant les rapports entre États. Il acceptait au contraire la tension internationale comme étant l'une des conséquences inéluctables de la lutte sans merci que se livraient en permanence deux systèmes sociaux radicalement opposés.

Les efforts déployés pour réduire la tension internationale étaient considérés comme étant non seulement irréalistes, mais aussi dangereux. À l'instar des « faucons » les plus radicaux d'Occident, Staline n'était à l'aise que dans un climat de tension extrême, et l'idée qu'on puisse et qu'on doive faire des gestes en vue d'assainir considérablement la situation le rendait nerveux. La tension des relations internationales remplissait pour Staline une fonction essentielle : elle lui permettait de justifier plus facilement ses incessantes purges, ses politiques draconiennes (la collectivisation forcée et l'industrialisation accélérée, par exemple), et la brutalité avec laquelle il régissait tous les aspects de la vie soviétique. Il craignait qu'un apaisement de la tension internationale ne poussât les Soviétiques à relâcher leur « vigilance », à sous-estimer la menace

[28] A. Gromyko, et coll. (sous la dir. de), *Diplomaticheskii slovar'*, Moscou, Gospolitizdat, 1964, III, pp. 6-27 ; A. Vyshinskii et S. Lozovski (sous la dir. de), *Diplomaticheskii slovar'*, Moscou, Gospolitizdat, 1950.

impérialiste et à nourrir de périlleuses illusions quant à la possibilité d'améliorer les relations avec leurs traîtres ennemis. Staline avait donc tout intérêt à ce que les relations internationales restent très tendues, d'une part pour empêcher l'apparition de pareilles illusions et, d'autre part, pour lui permettre de ne pas desserrer son emprise sur le pays.

Il n'est guère étonnant dans ces circonstances que Staline n'ait jamais élaboré de doctrine de la coexistence pacifique. Ces allusions à ce concept étaient aussi rares et insignifiantes que celles de Lénine, et ce en dépit du fait qu'il est resté au pouvoir beaucoup plus longtemps, à une époque où l'Union soviétique a effectivement réussi à coexister avec le monde capitaliste.

À voir la place qu'a tenue la coexistence pacifique dans la doctrine soviétique des dernières décennies, il est frappant de constater à quel point Staline n'a jamais fait grand cas de ce concept. Il a été le maître absolu de la politique soviétique pendant un quart de siècle, soit de 1928 à 1953, mais il n'a pas trouvé le moyen, en quatre Congrès du Parti (1930, 1934, 1939 et 1952) d'évoquer, ne serait-ce qu'une seule fois, la notion de « coexistence pacifique ». Il en a été de même pour tous les discours publics qu'il a prononcés dans les années 1930, 1940 et 1950.

Pendant toutes ces années, Staline n'aurait, semble-t-il, fait allusion à la coexistence pacifique qu'à trois reprises en tout, toujours par des remarques très succinctes, assez inconsistantes et destinées principalement à un auditoire étranger : la première fois, en 1936, lors d'une entrevue avec le correspondant Roy Howard ; la deuxième fois, dans une lettre rédigée en mai 1948 en réponse à une lettre de Henry Wallace, candidat à la présidence des États-Unis ; et enfin, la troisième fois, dans une déclaration prononcée en 1952 en réponse aux questions d'un groupe de rédacteurs en chef américains.[29] L'URSS s'est associée à la formation du front uni contre Hitler,

[29] I. V. Staline, *Sochineniia*, révisé par Robert H. McNeal, Stanford, The Hoover Institution, 1967, I, p. 128 ; *Ibid.*, III, pp. 104, 305-306.

pendant la Seconde Guerre mondiale, et à la campagne de paix du début des années 1950 sans qu'à aucun moment on entende Staline prôner la coexistence pacifique.

La notion de coexistence pacifique suppose un minimum de courtoisie entre les États capitalistes et socialistes. Or, si Staline n'a guère montré d'intérêt pour ce concept, c'est en partie parce que l'image beaucoup plus antagoniste de l'« encerclement capitaliste » lui paraissait bien mieux résumer la dynamique des relations Est-Ouest. Il se représentait l'Union soviétique comme un îlot perdu, assiégé de toutes parts, luttant pour assurer sa survie au milieu d'une mer capitaliste impitoyablement hostile. Jusqu'à sa mort, Staline a évoqué le danger omniprésent de l'offensive capitaliste, soutenant que l'Union soviétique ne devait surtout pas relâcher sa vigilance face à ses ennemis, prêts à attaquer au moindre signe de faiblesse.

Toute sa vie, Staline a insisté également sur la distinction qu'il avait établie dès les années 1920, dans ses polémiques avec Trotski, entre une victoire « complète » et une victoire « finale » du socialisme. Staline prétendait que, par ses efforts, le prolétariat russe était capable d'édifier en Union soviétique une société entièrement socialiste, même sans que la révolution triomphe dans d'autres pays. Il était donc tout à fait possible de remporter dans une Russie isolée une victoire « complète » du socialisme.

Staline soutenait toutefois que le socialisme russe ne serait pas à l'abri du danger de la contre-révolution tant qu'il n'y aurait pas de révolution à l'échelle mondiale. On ne pourrait pas écarter définitivement le risque d'un retour du capitalisme tant et aussi longtemps que la révolution n'aurait pas gagné les plus importants pays capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord. Mais le peuple soviétique n'était pas en mesure d'assurer seul la victoire « finale » et irréversible du socialisme en Russie. Si importants et profonds que fussent les succès remportés par la révolution à l'intérieur même de la Russie, ils pouvaient à tout moment être annihilés par les ennemis de Moscou. Ainsi, les notions d'encerclement capitaliste et d'impossibilité d'une victoire « finale » du socialisme concordaient parfaite-

ment avec l'appel de Staline à la vigilance et à l'opposition militante à l'égard du pernicieux monde capitaliste.

Que l'Union soviétique ait adopté pendant les années 1920 et 1930 une conception aussi intransigeante des relations internationales alors qu'elle était effectivement faible, isolée et menacée par d'hostiles voisins n'a absolument rien de surprenant. Il est plus étonnant, par contre, et extrêmement révélateur de voir à quel point le pays est resté fidèle à cette perspective pendant tout le règne de Staline, et ce en dépit de circonstances devenues radicalement différentes. Staline s'est invariablement refusé à repenser ses conceptions fondamentales des relations Est-Ouest, malgré des événements aussi importants que l'alliance avec les pays occidentaux pendant la Seconde Guerre mondiale, la création après la guerre d'États communistes tampons en Europe de l'Est, le très net affaiblissement des principaux rivaux européens de l'Union soviétique (l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France), l'avènement d'un régime communiste en Chine et enfin, l'acquisition par les Soviétiques d'armes atomiques.

Bon nombre de preuves indirectes permettent aujourd'hui d'affirmer que, vers la fin des années 1940 et au début des années 1950, certains fonctionnaires soviétiques haut placés avaient commencé à contester les principaux postulats dont Staline se servait pour justifier sa vision fataliste du monde. D'après certaines études menées par des kremlinologues, les thèses de l'encerclement capitaliste et du caractère inévitable de la guerre ne faisaient plus l'unanimité, et certains dirigeants allaient même jusqu'à penser que ces notions entravaient les efforts déployés par l'Union soviétique pour assurer sa sécurité et accroître son influence à l'échelle internationale.[30]

Malgré tout, Staline se refusait catégoriquement à repenser son approche. Dans son esprit, le monde des années 1950 n'était en rien différent de celui des années 1920 ou 1930. L'hostilité du capitalisme était restée la même, l'Union soviétique était toujours aussi

[30] Tucker, *The Soviet Political Mind*. pp. 20-35.

vulnérable, et l'incompatibilité entre les deux systèmes n'avait pas diminué. Ceux qui avaient espéré voir l'Union soviétique profiter de ses succès de l'après-guerre pour instaurer avec l'Occident des relations moins tendues ont vite déchanté. Il suffit de lire les quelques lignes parues à ce sujet en 1951 dans le *Bol'shevik*, la revue idéologique la plus reconnue au pays :

> Certains camarades ont commis l'erreur de penser que l'instauration dans toute une série de pays adjacents à l'URSS de démocraties populaires signifierait la rupture de l'encerclement capitaliste. Il faut croire que ces camarades ne voient dans l'encerclement capitaliste qu'un phénomène purement géographique ce qui est, bien entendu, une grave erreur.[31]

Même en 1951, Staline défendait encore la perspective traditionnelle. L'encerclement capitaliste faisait figure de concept politique, et non de théorie géographique. Comme il y voyait une manifestation directe de l'énernelle haine que l'impérialisme vouait au socialisme, l'idée d'un encerclement par les pays capitalistes n'avait absolument rien perdu de son intensité après la guerre et ce en dépit de l'expansion du communisme en Europe de l'Est et en Chine.

Dans son dernier grand discours publié en octobre 1952, cinq mois seulement avant sa mort, Staline s'est longuement attardé sur la question de savoir si une nouvelle guerre mondiale était encore inévitable. Une fois de plus, il défendait obstinément l'orthodoxie traditionnelle. S'en prenant sans les nommer à certains « camarades », qui mettaient en doute cette interprétation, il déclarait :

> Certains camarades affirment que, depuis l'apparition de nouvelles conditions internationales après la Seconde Guerre mondiale, les guerres entre États capitalistes ne sont plus inévitables. Ils estiment que les contradictions sont désormais plus grandes entre le camp socialiste et le camp capitaliste qu'entre les pays capitalistes eux-mêmes ; que les États-Unis ont suffisamment asservi d'autres pays capitalistes pour les empêcher de s'entretuer et de s'affaiblir mutuelle-

[31] V. Mikheev, « O kapitalisticheskom okruzhenii », *Bol'shevik*, 1951, nº 16, p. 61.

> ment ; que deux guerres mondiales et les graves dommages qu'elles ont causés à l'ensemble du monde capitaliste ont suffi aux éléments les plus progressistes du mouvement pour comprendre qu'ils ne pouvaient plus se permettre de susciter une nouvelle guerre entre les pays capitalistes eux-mêmes, que par conséquent les guerres entre pays capitalistes ont cessé d'être inévitables.[32]

Mais Staline de réfuter immédiatement ces arguments :

> Ces camarades se trompent. Ils se laissent aveugler par l'aspect extérieur et superficiel des choses sans voir les forces profondes qui, même si elle s'exercent de façon imperceptible, sont pourtant celles qui vont déterminer le cours des événements.[33]

Aux yeux de Staline, la situation était claire comme de l'eau de roche. Pas plus l'avènement de l'ère nucléaire que l'expansion du socialisme dans d'autres pays n'avaient changé quoi que ce soit aux circonstances. Et même d'autres succès soviétiques n'y feraient rien. Il n'y avait qu'une seule façon de changer les choses. « Si l'on veut que les guerres ne soient plus inévitables, il faut détruire l'impérialisme. »[34] Quels qu'aient été les doutes émis en privé par certains proches de Staline quant à la validité et à l'utilité de cette analyse, ils n'avaient d'autres choix, tant que vivrait le redoutable dictateur, que de se ranger à son opinion et d'accepter sa sombre vision du monde.

Quelles ont été, par conséquent, les lignes de conduite adoptées par ceux qui avaient du monde une vision aussi fataliste, jugeaient la guerre mondiale inévitable, voyaient dans le désarmement un objectif inaccessible, faisaient de l'encerclement capitaliste le seul déterminant de la relation de l'Union soviétique avec le reste du monde, et posaient comme principe qu'il était impossible, dans l'ordre international existant, de se prémunir contre le retour du capitalisme en Union soviétique ? De toute évidence, cette concep-

[32] Staline, *Sochineniia*, III, pp. 226-227 ; Leo Gruliow (sous la dir. de), *Current Soviet Policies*, New York, Praeger, 1953, p. 7.

[33] Staline, *Sochineniia*, III, p. 227.

[34] *Ibid.*, p. 231.

tion du monde, si pessimiste fût-elle, laissait tout de même à la diplomatie soviétique une certaine liberté de manoeuvre et de souplesse tactique. Vers le milieu des années 1930, par exemple, l'Union soviétique adhérait à la Société des Nations, signait des traités de sécurité mutuelle avec les gouvernements capitalistes de France et de Tchécoslovaquie, et défendait la politique du Front populaire auprès des partis communistes étrangers.

Mais une lecture attentive des déclarations de Staline pendant les années 1930 montre qu'il n'a jamais eu beaucoup d'espoir quant à la réussite de ces différentes politiques. On ne les avait adoptées que par désespoir face à la menace mortelle que représentaient l'Allemagne et le Japon ; on n'avait d'ailleurs pas d'autre choix. En outre, même si l'on avait réussi à former un front commun contre Hitler, tout porte à croire aujourd'hui que la perception soviétique du monde capitaliste en aurait considérablement limité l'efficacité, la portée et certainement, la durée. Cette union n'aurait été qu'un mariage de convenance fragile, superficiel et provisoire.

La perspective d'une brève alliance tactique avec des gouvernements capitalistes était une possibilité que Staline avait manifestement envisagée. On aurait tout à fait pu imaginer en 1938 qu'il unisse son pays à la Grande-Bretagne et à la France, de la même façon qu'il s'est entendu l'année suivante avec Hitler, c'est-à-dire dans le cadre d'un pacte temporaire signé entre ennemis jurés qui partagent momentanément un intérêt commun pour atteindre un objectif très précis. Mais il était impossible pour Staline d'envisager une entreprise de longue haleine pour édifier patiemment une relation à partir d'un ensemble d'intérêts mutuels, de promouvoir les échanges économiques et politiques entre l'Est et l'Ouest, et de venir à bout de la suspicion et de la défiance mutuelles. Dans les années 1930, la vision stalinienne du monde a grandement contribué à l'échec des efforts déployés pour organiser un système de sécurité collective contre Hitler et dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, elle a incité certains pays à accepter avec fatalisme l'état permanent de guerre froide. Compte tenu de l'hostilité inflexible et intransigeante que Staline nourrissait à l'égard du monde capitaliste,

il n'y avait pas grand-chose que l'Occident pût faire pendant son règne pour améliorer les relations. On a peut-être laissé passer des occasions au début des années 1920 alors que Lénine était aux commandes ou davantage encore, au milieu des années 1950 sous le règne de Khrouchtchev. Mais Staline était à ce point figé dans son attitude d'insécurité, de suspicion et d'hostilité que l'Occident était dans une large mesure impuissant à modifier sa perception des choses. Il fallait se contenter de garder le cap — c'est-à-dire, d'adopter une politique « d'endiguement » — et d'attendre l'arrivée au Kremlin de nouveaux dirigeants, plus souples. La mort de Staline en mars 1953 a marqué un véritable tournant et ouvert en matière de diplomatie des possibilités qui n'avaient tout simplement jamais existé auparavant.

LA RÉVOLUTION DOCTRINALE DE KHROUCHTCHEV

La rigidité conceptuelle de Staline devient flagrante quand on la compare à l'imagination remarquable — et même à l'iconoclastie — dont Khrouchtchev a fait preuve. En quatre ans à peine, de 1956 à 1960, Khrouchtchev a transformé de manière décisive la conception soviétique des rapports Est-Ouest.[35]

En février 1956, lors du XX^e Congrès du Parti communiste, Khrouchtchev a déclaré sans détour que la théorie consacrée de la guerre inévitable avait fait son temps. Pour défendre sa position, il a sciemment repris bon nombre des arguments que Staline avait rejetés avec véhémence à peine quelques années plus tôt. Selon Khrouchtchev, la puissance croissante du camp socialiste permettait à la diplomatie soviétique de s'engager dans des voies nouvelles et de chercher sincèrement à prévenir la guerre.[36] En 1959, lors du XXI^e Congrès, Khrouchtchev a fait un pas de plus et présenté de nouveaux arguments en faveur d'une vision plus optimiste et plus ouverte de la politique internationale. Il a proclamé qu'il était tout à fait possible,

---

[35] Les changements conceptuels introduits par Khrouchtchev sont étudiés dans Goodman, *The Soviet Design for a World State* ; Franklyn Griffiths, "Images, Politics, and Learning in Soviet Behavior toward the United States", thèse de doctorat non publiée, Université Columbia, 1972 ; Tucker, *The Soviet Political Mind*, pp. 201-222 ; et William Zimmerman, *Soviet Perspectives on International Relations, 1956-1967*, Princeton, Princeton University Press, 1969. J'ai aussi consulté les articles de Paul Marantz respectivement intitulés "Prelude to Detente: Doctrinal Change Under Khrushchev", pp. 501-528, et "Changing Soviet Conceptions of East-West Relations", pp. 220-240.

[36] *The Current Digest of Soviet Press*, VIII, n° 4, 1956, p. 11. (Ouvrage ci-après appelé *C.D.S.P.*)

même si l'Ouest restait capitaliste, de créer un système international où la guerre mondiale cesserait d'être possible.[37]

Pour la doctrine soviétique traditionnelle, l'idée même que la paix fût compatible avec le capitalisme était une chimère. Tant que le capitalisme existerait, la guerre mondiale serait inévitable. La seule manière d'éviter la guerre mondiale était d'abolir le capitalisme, et la lutte pour la révolution devait par conséquent prendre le pas sur la lutte pour la paix. Or, Khrouchtchev disait maintenant que la lutte pour la paix — dont les négociations Est-Ouest constituaient un volet important — prenait une dimension entièrement nouvelle, car elle pouvait éliminer le fléau de la guerre bien avant que le socialisme réussisse à supplanter le capitalisme mondial.

Khrouchtchev a donné un élan supplémentaire au changement d'attitude face à l'Ouest en répudiant l'argument classique selon lequel le désarmement était impossible à réaliser en régime capitaliste. Dans l'orthodoxie léniniste, une fois que les contradictions s'intensifient dans le camp capitaliste et que la guerre devient imminente, la contrainte juridique est totalement incapable d'empêcher les gouvernements impérialistes de se lancer dans une militarisation effrénée. Dans cette optique, les porte-parole soviétiques ne pouvaient considérer le désarmement comme un objectif réaliste tant qu'on ne cessait pas — ce qui fut fait en 1956 — d'envisager la guerre comme une fatalité.

Toutefois, aussi marquant que fût le rejet du caractère inévitable de la guerre, il n'était pas assez décisif pour remettre en question le crédo traditionnel sur l'impossibilité du désarmement. La doctrine officielle soutenait en effet que les politiques des pays capitalistes sont façonnées par une petite classe dirigeante, qui tire un tel profit de la fabrication d'armes et de matériel de guerre qu'elle n'acceptera jamais de limiter réellement les armements. Ce fut seulement après qu'on eut radié ce principe de la doctrine soviétique qu'il devint imaginable que l'URSS et l'Ouest puissent s'entendre sur une véritable limitation des armements.

[37] *Ibid.*, XI, n° 4, 1959, pp. 19-20.

Khrouchtchev a présenté un discours capital sur la politique militaire soviétique en janvier 1960. À cette occasion, il s'est détaché de l'orthodoxie et a prudemment introduit une nouvelle analyse des perspectives de limitation des armements. Il a cité l'opinion — qu'il attribua insidieusement à diverses personnalités « occidentales » — selon laquelle « le désarmement aurait de graves conséquences pour l'économie des pays capitalistes ». Il a ensuite réfuté cette opinion en déclarant : « Le moins que l'on puisse dire au sujet de telles assertions, c'est qu'elles sont dépourvues de tout fondement. »[38]

On a vite rassemblé de nouvelles « preuves » pour étayer cette position peu orthodoxe. On a affirmé que l'évolution des économies capitalistes réduisait de plus en plus les intérêts économiques de l'élite dirigeante dans la course aux armements et que, pour cette raison, le désarmement entrait effectivement dans le domaine du possible :

> Les données dont on dispose sur la production militaire dans les pays capitalistes révèlent que seul un segment relativement restreint de la bourgeoisie monopolistique profite directement ou indirectement de la fabrication d'engins de guerre... À mesure que la technologie militaire progresse et que les leviers de commande se concentrent entre de moins en moins de mains, le nombre de capitalistes qui s'enrichissent par le commerce des armements va diminuer davantage.[39]

En s'engageant dans cette voie, les analystes soviétiques ont choisi de passer sous silence le fait qu'elle traduisait un rejet complet de la doctrine antérieure. Il n'en reste pas moins que le changement de perspective était frappant. Dès le début des années 1960, on faisait une promotion enthousiaste du désarmement, désormais considéré comme étant un but concret et réalisable, non seulement dans la propagande destinée à l'Ouest, mais aussi dans les principales sources internes servant à légitimer la doctrine : le nouveau pro-

[38] *Ibid.*, XII, nº 2, 1960, p. 9.

[39] L. Urban, "Some Economic Aspects of Disarmament", *World Marxist Review*, VI, nº 8, 1963, p. 24.

gramme du Parti, l'*Osnovy Marksizma-Leninizma*, les discours de Khrouchtchev, le *Kommunist*, la *Pravda*, etc.[40] L'optimisme soviétique reposait sur une position nouvellement articulée, selon laquelle les éléments des cercles dirigeants du capitalisme qui n'étaient pas directement liés à l'industrie militaire et qui souffraient en fait de la militarisation des économies occidentales seraient poussés par leur intérêt économique à coopérer pour négocier une limitation des armements mutuellement avantageuse. Cette nouvelle perspective a considérablement élargi les paramètres de la diplomatie soviétique.

L'optimisme soviétique se reflétait aussi dans la déclaration sans équivoque faite par Khrouchtchev au XXI[e] Congrès du Parti, en 1959, au sujet de la menace capitaliste : « L'encerclement capitaliste n'est plus une réalité de notre pays. . . Le danger d'une restauration capitaliste en Union soviétique est inexistant. Cela veut dire que le *triomphe du socialisme est non seulement total, mais définitif.* »[41] Cette répudiation du dogme stalinien était plus que symbolique. Elle signifiait que l'on ne considérait plus la survie du régime soviétique comme précaire. Les dirigeants soviétiques pouvaient donc s'engager dans les négociations Est-Ouest avec une assurance inconnue jusqu'alors, y aborder un plus grand nombre de dossiers et cesser d'être pétrifiés par la peur de se faire manipuler, déjouer ou écraser par un ennemi beaucoup plus puissant. On pouvait dès lors envisager un échange diplomatique normal, basé sur des concessions mutuelles.

Ce sentiment de sécurité tout neuf signifiait également que le maintien d'une très forte tension internationale n'était plus nécessaire à la survie du régime soviétique. Khrouchtchev croyait fermement qu'une hausse continue du niveau de vie, combinée à un contrôle politique moins répressif que celui que l'on avait connu sous Staline, suffirait à assurer la loyauté de la population soviétique. On en vint à considérer que la tension extrême était un élément non

[40] Alexander Dallin, et coll., *The Soviet Union, Arms Control, and Disarmament*, New York, Praeger, 1964, pp. 238-276.

[41] *C.D.S.P.*, XI, n° 5, 1959, p. 17. (Le texte original est souligné.)

seulement inutile, mais nuisible de la politique internationale, et que l'on pouvait et devait la réduire de beaucoup. Les porte-parole soviétiques soutenaient maintenant qu'une forte tension internationale était indésirable parce qu'elle augmentait le risque de conflit nucléaire, parce qu'elle entravait le processus révolutionnaire en intensifiant la répression des éléments pro-communistes au sein des pays capitalistes, parce qu'elle favorisait l'ascension politique des éléments belliqueux de l'élite occidentale et qu'elle alimentait une course aux armements ruineuse.

Le déterminisme pessimiste de Staline avait cédé la place à un nouveau sentiment de volontarisme optimiste. La tension internationale n'était plus la conséquence inévitable de la lutte internationale des classes, mais une séquelle inutile de la Guerre froide. On l'imputait maintenant à des facteurs potentiellement remédiables comme les problèmes de communication, la méfiance et le nombre relativement faible de contacts politiques et économiques entre les deux blocs.[42] Ainsi, la nécessité de réduire la méfiance et de diminuer la tension internationale devenait l'une des raisons pour lesquelles l'Union soviétique devait adopter une politique étrangère dynamique et chercher à développer les échanges Est-Ouest.

Dans ce contexte, l'une des plus grandes innovations idéologiques de Khrouchtchev — dont on n'a pas toujours compris l'importance en Occident — fut de jeter les bases conceptuelles d'une vision radicalement nouvelle des rapports américano-soviétiques. Lénine et Staline considéraient automatiquement l'État capitaliste le plus puissant comme le meneur des forces impérialistes hostiles à l'Union soviétique, et donc comme l'ennemi numéro un du pays. À leurs yeux, la diplomatie soviétique avait pour principale mission d'utiliser les contradictions internes du camp impérialiste de façon à dresser

[42] Les idéologues de Khrouchtchev sont allés jusqu'à substituer une forme de déterminisme optimiste au pessimisme de Staline, en déclarant : « . . . les impérialistes américains ne peuvent rien pour empêcher la réduction des tensions qui résulte d'un développement objectif. » « Les communistes intensifient leur combat pour la paix », (éditorial), *World Marxist Review*, III, nº 7, 1960, pp. 4-5.

les pays capitalistes contre celui d'entre eux qui dirigeait les forces impérialistes du moment. Pendant les années 1920, c'était la Grande-Bretagne que l'on regardait comme la puissance dominante. L'Union soviétique a donc tenté d'accentuer les tensions internes dans l'Empire britannique et d'alimenter l'antagonisme anglo-allemand en excitant en Allemagne le ressentiment suscité par le Traité de Versailles. Après la Seconde Guerre mondiale, quand les États-Unis ont succédé à la Grande-Bretagne au rang de première puissance capitaliste, le même principe a amené les Soviétiques à stimuler le nationalisme ouest-européen et à exploiter la jalousie des anciennes puissances face au nouveau leader mondial. S'il y avait une chose que ne prévoyait pas la diplomatie soviétique orthodoxe, c'était bien la possibilité ou l'utilité d'une coopération durable entre l'URSS et son plus puissant adversaire capitaliste.

Khrouchtchev a comblé cette lacune. Il a avancé que l'Union soviétique et les États-Unis, en tant que seules superpuissances de l'ère atomique, avaient l'obligation conjointe de prévenir la catastrophenucléaire et d'arbitrer les conflits partout sur la planète. Khrouchtchev a clairement énoncé sa position dans un discours prononcé à Dnepropetrosk en juillet 1959 :

> Notre pays et les États-Unis sont les deux États les plus puissants de la terre. Si d'autres pays en viennent aux mains, on peut toujours les séparer. Mais si une guerre se déclenche entre l'Amérique et nous, personne ne pourra l'arrêter. Ce sera une catastrophe d'une envergure colossale.[43]

Le Premier Secrétaire a repris fréquemment et défendu avec enthousiasme cet argument, au grand désarroi des Chinois qui craignaient que leur intérêt national fasse les frais d'un semblable cartel des superpuissances.

Deuxièmement, et surtout, les Soviétiques ont élaboré pendant le mandat de Khrouchtchev une nouvelle analyse des mécanismes

[43] N.S. Khrouchtchev, *World without Arms, World without Wars*, Moscou, Foreign Languages Publishing House, n. d., I, p. 557.

décisionnels qui régissaient la politique étrangère des pays capitalistes. Selon la doctrine stalinienne, cette politique étrangère des états capitalistes ne traduisait rien d'autre que les intérêts de classe de la bourgeoisie dirigeante. Comme tout succès de l'URSS, à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières, menaçait automatiquement les privilèges économiques de cette bourgeoisie, celle-ci ne pouvait être qu'irréconciliablement hostile à l'Union soviétique . L'État capitaliste le plus puissant, étant par conséquent celui qui a le plus à perdre, représentait naturellement le plus implacable et le plus dangereux ennemi de l'Union soviétique.

En 1959, Khrouchtchev était arrivé à la conclusion qu'il était possible d'améliorer sensiblement les rapports américano-soviétiques. Cependant, toute démarche en ce sens heurterait de front la doctrine stalinienne. Par ailleurs, il ne s'agissait pas seulement de subtilités doctrinales. Les dirigeants chinois se faisaient les champions de l'orthodoxie marxiste-léniniste et, pour la première fois depuis l'éviction de Trotski dans les années 1920, le pouvoir soviétique était l'objet d'une attaque idéologique soutenue venant de l'intérieur même du mouvement communiste.

Au retour de sa visite officielle de septembre 1959 aux États-Unis, une première pour un dirigeant soviétique, Khrouchtchev débordait d'optimisme quant à l'avenir des relations américano-soviétiques. Discours après discours, il se répandait en éloges sur le président américain, Dwight Eisenhower. Voici par exemple ce qu'il déclarait dans le rapport qu'il a présenté au peuple soviétique sur sa spectaculaire visite de douze jours aux États-Unis :

> Je peux vous dire en toute franchise, chers camarades, que par suite des échanges et des discussions que j'ai eus avec le président américain sur des questions concrètes, j'ai acquis le sentiment qu'il désire sincèrement mettre fin à la Guerre froide, établir des relations normales avec notre pays et contribuer à améliorer les rapports entre tous les pays.[44]

[44] *Ibid.*, II, p. 332.

Quelques jours plus tard, lors d'une réception officielle à Beijing, Khrouchtchev choquait ses hôtes en réitérant son hérésie :

> À notre époque, les chefs de gouvernement de certains pays capitalistes ont commencé à manifesté une certaine inclination à adopter une vision réaliste de la situation mondiale. Quand j'ai parlé au président Eisenhower (je viens de revenir des États-Unis), j'ai eu le sentiment qu'il est conscient de la nécessité de relâcher la tension internationale, et il a l'appui de beaucoup de gens.[45]

Khrouchtchev semblait suggérer que le président des États-Unis, l'exécuteur trié sur le volet des intérêts de la bourgeoisie américaine, voulait collaborer avec le plus grand État prolétarien. Comment pouvait-on concilier une telle affirmation avec les principes de la doctrine officielle ? Est-ce qu'on ne bafouait pas ainsi l'analyse classique de l'impérialisme en prétendant qu'il était possible de relâcher la tension entre les deux camps et en avançant que les capitalistes américains étaient prêts à collaborer de bonne foi avec l'Union soviétique ?

C'est du moins ce que pensaient les chefs du Parti communiste chinois, qui se sont empressés de soulever ces questions embarrassantes. Les porte-parole chinois ont accusé Khrouchtchev de se laisser aveugler par les « gestes de paix » cyniques des Occidentaux et de négliger l'analyse faite par Lénine sur l'agressivité intrinsèque et immuable de l'impérialisme. Selon les Chinois, l'impérialisme américain était agressif par définition et il ne pouvait pas plus changer sa nature que le tigre ne peut changer ses rayures. Il n'existait qu'une seule solution pour contrer la menace américaine : rallier énergiquement tous les peuples du monde dans un effort concerté pour isoler et affaiblir l'impérialisme américain. La « modération » apparente affichée par les États-Unis était un leurre qui ne traduisait en rien l'existence d'un groupe plus raisonnable au sein du camp occidental. Les Chinois affirmaient qu'aucune des petites divergences que l'on pouvait observer dans les cercles

[45] *Ibid.*, II, p. 349.

dirigeants d'un pays comme les États-Unis n'avait de réelle signification dans une perspective révolutionnaire.[46] Cette réplique cinglante, qui constituait la fidèle réaffirmation des vues staliniennes, illustre fort bien à quel point Khrouchtchev avait remanié l'analyse traditionnelle des rapports Est-Ouest.

Loin de battre en retraite devant l'assaut idéologique des Chinois, les dirigeants soviétiques ont au contraire élargi et étayé davantage leur nouvelle position doctrinale. Ils ont ainsi articulé une vision fondamentalement nouvelle de l'impérialisme, vision qui a servi non seulement à légitimer les politiques adoptées par Khrouchtchev, mais encore à préparer une analyse radicalement différente de la politique internationale. Pendant les premières années du mandat de Khrouchtchev, au milieu des années 1950, les porte-parole soviétiques avaient été plutôt vagues dans leurs allusions occasionnelles aux « voix modérées » et aux personnalités « clairvoyantes » de l'Occident. Dès 1960, par suite des attaques verbales de Beijing, le gouvernement soviétique a entrepris de clarifier sa position, de la rendre plus explicite et de l'asseoir sur une base doctrinale solide. On avançait maintenant qu'un processus bien défini de division ou de différentiation (le *razmezhevanie*) s'opérait à l'intérieur des divers pays capitalistes, en particulier aux États-Unis. Dans le contexte de cette évolution, il n'était plus correct de ne parler que de quelques rares voix modérées. On assistait à une scission de l'élite dirigeante dans tous les pays et à l'apparition de deux groupes distincts et radicalement divergents.

L'un des groupes était considéré comme belliqueux et violemment anti-soviétique, alors que l'autre était décrit comme étant réfléchi, modéré, tout à fait conscient des suites catastrophiques d'une guerre nucléaire et souhaitant sincèrement améliorer les rapports avec l'Union soviétique. Ces deux factions opposées de la bourgeoisie dirigeante étaient engagées dans une âpre lutte pour le pouvoir, dont l'issue demeurait imprévisible. La victoire n'était pas réglée d'avance

[46] La position chinoise est énoncée dans les documents reproduits dans l'ouvrage de G.F. Hudson et coll. intitulé *The Sino-Soviet Dispute*, New York, Praeger, 1963, pp. 72-77, 94-99, 139-140.

et ne dépendait pas seulement des forces économiques immuables, mais aussi du jeu de facteurs politiques complexes et incertains. Selon Khrouchtchev et ses collègues, il était fort possible que les forces modérées triomphent dans bon nombre des principales puissances capitalistes, et même aux États-Unis.[47]

Cette position pour le moins peu orthodoxe allait modifier profondément la théorie soviétique des rapports Est-Ouest. Elle impliquait la possibilité réelle que s'établît une véritable coopération entre l'Union soviétique, première puissance socialiste au monde, et les États-Unis, chef de file du camp impérialiste. Alors que la doctrine léniniste classique justifiait que l'on manipulât sans vergogne les États capitalistes de seconde importance pour les dresser *contre* la grande puissance impérialiste du moment, Khrouchtchev élaborait, pour la première fois dans l'histoire de l'Union soviétique, un raisonnement qui légitimait clairement une collaboration durable *avec* l'État capitaliste le plus puissant. C'était là une profonde transformation de la perception du monde par l'URSS.

Conformément à cette perspective novatrice, l'URSS a envisagé sous un nouveau jour l'ensemble du processus de négociation entre l'Est et l'Ouest. Auparavant, du temps de Staline et de Lénine, les concepts de compromis et de concession avaient une connotation nettement péjorative. Ils traduisaient la faiblesse et l'infériorité. Lénine soutenait qu'un révolutionnaire compétent, comme un général expérimenté, devait savoir quand battre en retraite, quand éviter le combat et quand céder devant un ennemi trop puissant. Dans de telles circonstances, il était parfaitement admissible de faire des concessions à l'ennemi. Lénine et Staline, cependant, considéraient toujours les compromis de cet ordre comme des concessions forcées, dictées par une faiblesse temporaire. Il s'agissait de manoeuvres tactiques qui permettaient de gagner du temps, d'éviter d'être battu par des forces supérieures, ou de tirer parti des contradictions internes de l'ennemi. Pareilles concessions ne possédaient aucune

[47] Voir le discours prononcé par Khrouchtchev le 6 janvier 1961, dans *Kommunist*, 1961, n° 1, pp. 23-24, et le discours d'Otto Kuusinen reproduit dans Hudson, *The Sino-Soviet Dispute*, pp. 119-120.

légitimité propre. Elles ne traduisaient aucun intérêt commun, et l'on devait les répudier dès que l'Union soviétique surmontait son infériorité momentanée.

La vision stalinienne du monde ne laissait pas grand place à une diplomatie digne de ce nom. Elle ne reconnaissait ni la possibilité de régler des malentendus par la discussion, ni l'existence d'intérêts communs notables susceptibles d'être élargis par de patientes négociations. De temps à autre, un rapprochement d'intérêts fortuit pouvait autoriser une coopération restreinte, mais celle-ci ne pouvait durer très longtemps ni aller très loin. Il ne fallait surtout pas se faire d'illusions sur la haine de classe qui habitait l'ennemi. Comme le publiait l'un des principaux idéologues staliniens quelques mois avant la mort du « Petit père » :

> Le léninisme enseigne qu'il est impossible « d'apaiser » les impérialistes par de minimes concessions, contrairement à ce qu'insinuent toutes sortes de libéraux qui ont abandonné la théorie de la lutte des classes et qui ont épousé une sorte d'opportunisme de droite.[48]

Sous Khrouchtchev, les concepts de négociation véritable et de compromis mutuel ont pris un sens tout nouveau et acquis une légitimité inconnue auparavant. On a commencé à considérer le compromis non pas comme le produit d'une infériorité temporaire, mais plutôt comme une dimension inévitable des rapports entre États souverains. Comme les divers États auraient toujours des intérêts divergents, la seule possibilité de coexistence pacifique résidait dans un système de concessions réciproques. À ce sujet, Khrouchtchev déclarait ce qui suit :

> Pour parler carrément, sous un régime de coexistence pacifique, les États doivent trouver un juste milieu au nom de la paix. La coexistence pacifique d'États qui possèdent des systèmes sociaux différents suppose par définition des concessions mutuelles et la

[48] D. Chesnokov, « Rech' I.V. Stalina na XIX s'ezde kommunistichskoi partii Sovetskogo Soiuza », *Kommunist*, 1953, n° 2, p. 22.

considération mutuelle des intérêts, car il est impossible autrement d'établir des rapports normaux entre États.[49]

On a démontré que l'Union soviétique pourrait promouvoir des intérêts partagés dans le cadre du processus de négociation, surtout si elle traitait avec des représentants « clairvoyants » de la bourgeoisie modérée. Dans un tel cadre, il était tout à fait admissible de céder sur des questions important davantage à l'autre qu'à soi-même, en échange de concessions réciproques allant dans le sens de ses propres intérêts primordiaux. On effaçait ainsi une bonne part de la manipulation tactique qui avait caractérisé la vision soviétique des négociations dans le passé.

Ces innovations ont pris d'autant plus de poids qu'on les a rassemblées au sein d'une doctrine révisée et élargie de coexistence pacifique. Khrouchthev est ainsi devenu le père de la définition soviétique contemporaine de la coexistence pacifique, chose que les porte-parole russes ne peuvent reconnaître actuellement (à cause de sa destitution en 1964) et que beaucoup d'observateurs occidentaux ne comprennent pas encore tout à fait. Il est vrai, bien entendu, que des dirigeants soviétiques ont utilisé l'expression « coexistence pacifique » à l'occasion dès les débuts du régime. Avant Khrouchtchev, toutefois, l'expression n'avait jamais exercé d'influence déterminante sur la politique étrangère de l'Union soviétique.

Sous Staline, le terme « coexistence pacifique » avait un sens très limité et nettement circonscrit. La coexistence pacifique n'était rien d'autre qu'une trêve armée, c'est-à-dire l'absence momentanée de conflit entre deux systèmes sociaux profondément antagonistes. Dans cette optique, il n'était pas possible — ni même souhaitable — que l'Est et l'Ouest en arrivent à une coopération valable.

C'est cette vision limitée de la coexistence pacifique que Khrouchtchev a ouvertement critiquée lors du XX^e Congrès du Parti : « Nous croyons que des pays dotés de systèmes sociaux

[49] *C.D.S.P.*, XI, n° 44, 1959, p. 4.

différents peuvent faire plus qu'exister côte à côte. Il est nécessaire d'aller plus loin, d'améliorer les relations, de renforcer la confiance entre les pays et de coopérer. »[50] Par la suite, des observateurs soviétiques devaient pousser le raisonnement plus loin. Voici ce qu'un éditorialiste affirmait avec enthousiasme dans la revue *Kommunist*, en 1957 :

> Pour lui [le peuple soviétique], ce principe léniniste [la coexistence pacifique] est la ligne générale de la politique étrangère. La coexistence ne se limite pas à l'absence de guerre entre les deux systèmes ; elle suppose aussi une saine concurrence économique et une coopération constructive dans les domaines de l'économie, de la politique et de la culture. Les États socialistes estiment que, la situation contemporaine étant ce qu'elle est, il est tout à fait possible de mettre au point un programme concret et réel de coopération économique étendue entre les deux systèmes, qui englobera le développement du commerce, la participation conjointe à l'industrialisation des pays en développement, la réalisation de travaux conjoints visant la transformation de la nature, etc.[51]

Et voici ce qu'on trouve dans un autre article de la même revue :

> La coopération est possible quand il y a des intérêts communs. Existe-t-il de tels intérêts entre les États socialistes et les États capitalistes en matière de relations internationales ? Il y en a certainement, notamment en ce qui concerne la préservation de la paix.[52]

Il est clair que la vision khrouchtchevienne de la coexistence pacifique était moins restrictive que celle de Staline. Elle sous-entendait non seulement l'absence de guerre, mais encore la coopération mutuelle pour l'avancement des intérêts communs.

Khrouchtchev était un défenseur infatigable de la coexistence pacifique. Il en a fait mention plus souvent dans un seul discours que

[50] *Ibid.*, VIII, nº 4, 1956, p. 11.

[51] "Leninskii kurs na mirnoe sosushchestvovanie », (éditorial), *Kommunist*, 1957, nº 11, p. 5.

[52] A. Beliakov, et coll., « God vydaiushchikhsia pobed sil mira i sotsializma », *Kommunist*, 1959, nº 18, p. 139.

Staline en plusieurs décennies. Khrouchtchev a pris ce qui avait été une proposition secondaire de la doctrine soviétique et il en a fait la pierre angulaire de la conception soviétique des rapports Est-Ouest, déclarant qu'elle ne représentait rien de moins que la « ligne générale » de l'URSS en matière de politique étrangère. Plus leur conception de la coexistence pacifique subissait d'attaques (de la part des radicaux soviétiques, comme Molotov, et des partis militants de l'Internationale communiste, comme le P.C. chinois), plus Khrouchtchev et ses porte-parole en élargissaient la portée. Ils soutenaient que le *seul* et *unique* objectif de la politique étrangère soviétique était d'éviter la guerre (et non de promouvoir la révolution). Ils affirmaient que la coexistence pacifique supposait non seulement l'absence de guerre, mais aussi la création de liens économiques, politiques et culturels entre l'Est et l'Ouest, et ils faisaient valoir que la rivalité Est-Ouest se concentrait de plus en plus dans l'arène de la concurrence économique pacifique.

Les commentateurs soviétiques ne décrivaient plus le conflit Est-Ouest comme une partie à finir. Un nouvel élément changeait maintenant les règles du jeu : le danger d'une catastrophe nucléaire causée par un mauvais calcul ou un accident, danger qui menaçait de détruire l'échiquier que se partageaient les protagonistes. Face à cette perspective, l'Est et l'Ouest avaient des intérêts communs. Un troisième intervenant étant désormais dans l'arène, ce que l'un perdait ne profitait plus nécessairement à l'autre ; les deux côtés pouvaient tout gagner ou tout perdre.

Tout comme il est aujourd'hui courant, en Occident, de dire que les rapports avec l'Union soviétique allient à la fois coopération et conflits, de même les porte-parole soviétiques ont soutenu dès 1960 que l'antagonisme de classe n'était pas la seule composante des relations Est-Ouest. Au contraire, on affirmait officiellement que les rapports entre pays socialistes et pays capitalistes supposaient « à la fois la lutte et la coopération » (« *i bor'ba i sotrudnichestvo* »).[53] Il

[53] Tucker, *The Soviet Political Mind*, pp. 205-209, 217-218.

s'agissait d'une formule réaliste qui reconnaissait la dualité inhérente aux relations Est-Ouest. Elle fournissait aux autorités soviétiques un large cadre idéologique qui leur permettait de suivre un éventail de politiques variant de tentatives d'expansion énergiques à des politiques plus conciliantes visant à améliorer radicalement les rapports avec les États capitalistes.

Envisagées dans leur ensemble, les diverses innovations idéologiques introduites par Khrouchtchev représentent une révolution doctrinale dont l'ampleur est sans précédent. L'Union soviétique n'a connu semblable bouleversement idéologique ni avant ni après Khrouchtchev. Pourtant, même s'il avait éliminé certains des obstacles idéologiques à la détente et créé certaines des conditions politiques indispensables à sa réalisation, Khrouchtchev n'a pas réussi à améliorer de façon durable les rapports Est-Ouest. Les résultats qu'il a obtenus dans le domaine de la pratique politique ne sont pas à la hauteur de ses percées dans le domaine de la théorie marxiste-léniniste. Il n'a pu provoquer que de courtes et instables périodes de dégel durant la Guerre froide. Les tensions ont diminué temporairement après le sommet de Genève et la décision soviétique d'accorder la neutralité à l'Autriche en 1955, puis après la rencontre de Khrouchtchev avec le président Eisenhower à Camp David en 1959, et après la Crise de Cuba, en 1963-1964, qui a amené les États-Unis et l'Union soviétique à reculer devant l'imminence d'un conflit nucléaire et à conclure le Traité de limitation partielle des essais nucléaires qui interdisait les essais atomiques dans l'atmosphère, sous l'eau et dans l'espace extra-atmosphérique. Mais de nouvelles crises surgissaient très vite, enrayant rapidement l'amorce de détente qui avait pu s'accomplir pendant ces périodes.

L'écart entre les hautes aspirations de Khrouchtchev et ses réalisations plutôt limitées s'explique par deux grands facteurs. Le premier est la personnalité politique du chef soviétique ; le second est lié au caractère ambitieux de ses objectifs de politique étrangère. Khrouchtchev n'avait pas le tempérament voulu pour mener à bien la patiente recherche de progrès graduels dans les rapports entre les deux superpuissances. Il était impulsif, fantasque et têtu. Il ne tenait

pas compte des conseils des experts, ne comprenait pas l'effet que ses gestes auraient sur les Occidentaux et surestimait le pouvoir de ses colères et de ses menaces. Il ne possédait pas la patience ni la finesse qu'il fallait pour désamorcer graduellement les antagonismes, la méfiance et les conflits qui s'étaient accumulés entre l'Est et l'Ouest pendant des décennies.

Problème encore plus fondamental, Khrouchtchev était obsédé par deux objectifs contradictoires. Il n'a jamais réussi à établir de priorité entre ses buts, ni à reconnaître leur incompatibilité foncière. D'une part, il désirait sincèrement assainir en profondeur les rapports américano-soviétiques. Minimisant l'importance des différences de classe, il considérait que l'Union soviétique et les États-Unis étaient les deux seules puissances mondiales et qu'il leur incombait par conséquent de diriger conjointement les affaires du monde. Beaucoup d'Occidentaux n'ont pas compris l'importance qu'il accordait à cette notion, mais les dirigeants chinois, eux, l'ont très vite saisie. Ils ont craint que l'apparition d'un pacte américano-soviétique pour maintenir l'ordre dans le monde amène Moscou à négliger les intérêts de ses alliés socialistes. C'est le principal motif qui les a poussé à attaquer violemment la nouvelle idéologie en 1960. Le refus de Khrouchtchev de revenir sur ses positions a causé le plus grand schisme de l'histoire du communisme international. Mais c'était un prix que Khrouchtchev était prêt à payer. Il voulait la détente et il voulait de nouveaux rapports américano-soviétiques, basés sur la coopération.

Mais Khrouchtchev voulait encore davantage. Emporté par le lancement triomphal du Spoutnik, premier satellite artificiel de l'histoire, enhardi par une économie en pleine expansion dont le taux de croissance dépassait de loin celui de l'économie américaine à la fin des années 1950, et soutenu par son optimisme débordant, il était convaincu que l'Union soviétique, maintenant qu'elle était libérée du terrible carcan stalinien, ferait un formidable bond en avant et s'imposerait comme la première puissance mondiale. Khrouchtchev voulait mettre fin à la Guerre froide par la négociation, soit, mais il voulait le faire à des conditions qui favorisaient nettement l'Union

soviétique. Il joua gros jeu, croyant qu'il pourrait chasser les États-Unis et leurs alliés de Berlin-Ouest, supplanter les puissances tutélaires occidentales auprès des nations nouvellement décolonisées d'Afrique et d'Asie, et, comble d'audace, installer des missiles nucléaires à Cuba, à la porte même des États-Unis.

Khrouchtchev avait la grandeur d'âme de considérer ses adversaires comme des réalistes, qui accepteraient l'inévitable et négocieraient une entente qui refléterait la suprématie prochaine de l'Union soviétique. C'est exactement ce qu'il a dit à Adlai Stevenson, candidat à la présidence des États-Unis, lors d'un entretien privé en 1958 :

> Vous devez comprendre, M. Stevenson, que nous vivons à une époque où un système cède la place à un autre. Quand vous avez créé votre système républicain au XVIII[e] siècle, les Anglais n'ont pas aimé ça. De même, aujourd'hui, on assiste à un processus qui traduit les aspirations des peuples à vivre dans un nouveau type de société ; et il est nécessaire de reconnaître et d'accepter cet état de choses. Le processus doit se dérouler sans interférence.[54]

Au bout du compte, le grandiose projet de Khrouchtchev fut un échec. Ses menaces et ses pressions ont alarmé ses adversaires et renforcé l'unité et la résolution des pays de l'OTAN. Il a sous-estimé la ténacité des Occidentaux et surestimé le potentiel économique du camp soviétique. D'une part, l'Union soviétique n'avait pas la puissance requise pour imposer ses conditions à l'Ouest et, d'autre part, les tentatives de Khrouchtchev pour forcer la main à ses interlocuteurs ont rendu impossible la négociation d'une entente plus équitable. Il n'a réussi ni à s'entendre avec l'Ouest, ni à le vaincre. Khrouchtchev était un penseur remarquable et un chef visionnaire, mais son approche des choses était imparfaite. Il a posé les fondations de la détente, mais il n'a pas réussi à y asseoir un édifice stable.

[54] *The New York Times*, 28 août 1958, cité dans Zbigniew K. Brzezinski, *The Soviet Bloc*, New York, Praeger, 1963, (révisé sous la dir. de), p. 394.

En dernière analyse, Khrouchtchev est une figure tragique. Lassés de son caractère impulsif et de ses desseins grandioses, ses collègues ont fini par le déposer en octobre 1964. Il a démissionné en pleine disgrâce, et rares sont les gens qui ont pleuré son départ, dans son pays comme à l'étranger. Pourtant, quoique son mandat orageux à la tête de l'Union soviétique évoque surtout de graves crises internationales, il a laissé un héritage durable en démantelant la doctrine stalinienne. Khrouchtchev a ouvert la porte de la détente, même s'il n'a pas réussi à en franchir le seuil.

CONSERVATISME ET CONSOLIDATION SOUS BREJNEV

Brejnev est resté à la tête de l'URSS bien plus longtemps que Lénine ou Khrouchtchev, mais pendant les dix-huit ans où il a été chef du Parti, la vision soviétique des relations Est-Ouest n'a pas évolué. Même M. Gorbatchev, qui est Secrétaire depuis trois ans, a davantage marqué la pensée soviétique en matière de politique internationale. Pourquoi ? Comment expliquer cette inertie et cette stagnation ? Quelles en ont été les répercussions sur la politique étrangère de l'URSS ?

Bien que très différents, Staline et Khrouchtchev avaient un point commun important : tous deux prenaient très au sérieux la doctrine officielle ayant trait à la politique étrangère. Staline a passé ses dernières années à refuser systématiquement de la modifier, tandis que Khrouchtchev s'est efforcé de la réformer. À l'opposé, Brejnev s'en est peu occupé ; il n'a pas donné suite aux innovations doctrinales mises en oeuvre par Khrouchtchev et il n'a pas essayé non plus de les supprimer. Il n'a pas renoncé à la vision khrouchtchevienne plus large de la coexistence pacifique (sans cependant y attacher la même importance) quand les relations soviéto-américaines se sont détériorées dans les années 1960, et il ne l'a pas remise à l'honneur lors du dégel des années 1970. Si l'on compare l'attitude de ces deux hommes face à l'idéologie, on saisit mieux leurs particularités et leurs profondes différences.

Lorsque Khrouchtchev cautionna le principe de la coexistence pacifique, l'Ouest accueillit dans l'ensemble cette initiative avec scepticisme et méfiance. Beaucoup eurent mal à croire que Moscou

cherchait vraiment à améliorer les relations Est-Ouest. Certains dirigeants soviétiques redoutaient, semble-t-il, que leur chef ne fût trop obnubilé par le rapprochement soviéto-américain au point de laisser de côté d'autres questions essentielles. Le recul rapide et marqué du principe de la coexistence pacifique qui a suivi l'éviction de Khrouchtchev en octobre 1964 a confirmé ces appréhensions.

Contrairement à Khrouchtchev, qui avait déclaré plusieurs fois que la coexistence pacifique était la priorité numéro un de la politique étrangère soviétique, Brejnev la plaçait en fin de liste.[55] Dans les semaines qui suivirent son ascension à la tête du Parti, il indiqua sans équivoque qu'elle ne primait plus. Dans un discours prononcé le 6 novembre 1964 à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution bolchevique, il fit ostensiblement passer en dernier la coexistence pacifique, après avoir énoncé des objectifs comme « assurer l'unité de la solidarité des pays socialistes », « aider les mouvements révolutionnaires de libération » et « créer un large mouvement de solidarité et de coopération avec les États indépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ».[56] Brejnev a repris ce thème dans ses discours aux XXIII^{e} et XXIV^{e} Congrès du Parti, en 1966 et en 1971.[57]

Après le limogeage de Khrouchtchev, l'URSS abandonna la définition qu'il avait donné de la coexistence pacifique, à savoir qu'elle constituait « l'orientation générale » de la politique étrangère soviétique ; c'est ce dont témoigne la prise de position suivante, véritable rejet de la déclaration de Khrouchtchev faite au XX^{e} Congrès du Parti et préconisant que le « principe léniniste de la coexistence pacifique avec différents systèmes sociaux a toujours été l'orientation générale de notre politique étrangère et qu'elle le reste : »[58]

[55] Pour savoir dans quel ordre de priorité Khrouchtchev a énoncé les objectifs de la politique étrangère soviétique aux Vingtième et Vingt-deuxième Congrès du Parti, voir *C.D.S.P.*, VIII, n° 4, 1956, p. 12, et XIII, n° 41, 1961, p. 7. Voir aussi *KPSS v rezoliutsiiakh*, Moscou, Politizdat, 1971, 8^{e} édition, VII, pp. 103, 378.

[56] *C.D.S.P.*, XIV, n° 43, 1964, p. 8.

[57] *C.D.S.P.*, XVIII, n° 21, 1966, p. 34, et XXIII, n° 12, 1971 p. 4.

[58] *Ibid.*, VIII, n° 4, 1956, p. 10.

> À une époque, on a soutenu que la coexistence pacifique entre États ayant des systèmes sociaux différents « était l'orientation générale de notre politique étrangère ». Cette façon de penser correspondait à une interprétation volontariste des principes clefs de la politique étrangère soviétique, interprétation qui était contraire au fondement théorique et à la conduite de la politique étrangère d'un État socialiste.[59]

Les commentateurs soviétiques ont rabaissé la coexistence pacifique mettant plutôt l'accent sur l'importance capitale de « l'internationalisme prolétarien ».[60] Au nom de ce principe, l'Union soviétique était tenue de renforcer l'unité du camp socialiste et d'aider concrètement les forces révolutionnaires du tiers-monde.

Sous Khrouchtchev, il n'était pas question de critiquer la coexistence pacifique. Elle avait été mise à l'honneur à plusieurs reprises, et personne ne pouvait la contester, ne fût-ce qu'indirectement. Mais tout changea avec l'arrivée de Brejnev. L'ancienne politique fut critiquée, et les analystes soviétiques reçurent comme consigne explicite de ne pas surestimer l'importance de la coexistence pacifique.

L'un des conseillers de Brejnev, nommément V. Golikov, critiqua, dans un article paru en décembre 1965 dans la revue *Kommunist*, ceux qui avaient prétendu que :

> L'essence et la substance mêmes de la politique internationale reposent entièrement sur le principe de la coexistence pacifique, à tel point que, désormais, un seul combat pour la coexistence permettra de supprimer la guerre et d'instaurer une paix éternelle sur terre.[61]

La déclaration de Golikov fut vite reprise et amplifiée par d'autres commentateurs soviétiques :

---

[59] V. Egorov, *Mirnoe sosushchestvovanie i revoliutsionnyi protsess*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniia, 1971, p. 160.

[60] V. Trukhanovskii, Leninskim vneshnepoliticheskim kursom, Moscou, Mezhdunarodnye Otnosheniia, 1971, p. 29.

[61] V. Golikov, « Vazhnyi printsip leninskoi vneshnei politiki », *Kommunist*, 1965, nº 18, pp. 98-99 ; Franklyn Griffiths, *Genoa plus 51: Changing Soviet Objectives in Europe*, Toronto, Institut canadien des affaires internationales, 1973, pp. 63-64.

> Quand on examinait, il y a peu de temps, le problème de la coexistence pacifique dans divers ouvrages et brochures, il n'était pas rare de constater que certaines inexactitudes avaient été autorisées en rapport avec un traitement pacifiste du principe de la coexistence pacifique et que toute la politique étrangère soviétique se réduisait à ce seul principe.[62]

Un idéologue, V. Ergorev, a vertement critiqué la tendance de certains spécialistes soviétiques du droit international à exagérer le rôle de la coexistence pacifique et à en donner une fausse interprétation.[63] Il a écrit ce passage qui revient à stigmatiser la priorité que Khrouchtchev avait accordé à l'amélioration des relations avec le monde capitaliste :

> Les États socialistes s'efforcent de donner aux pays capitalistes une perception positive de la coexistence pacifique, mais ils ne font jamais de cette politique une fin en soi. Cela irait à l'encontre des principes de l'internationalisme prolétarien et freinerait l'essor de la classe ouvrière internationale et le mouvement de libération nationale, tout en affaiblissant l'unité des pays socialistes.[64]

Khrouchtchev et Brejnev pensaient tous les deux que les États-Unis entraient dans une période de déclin relatif par rapport à l'Union soviétique. Ils étaient persuadés que la puissance et la position internationale de leurs pays progressaient et que Moscou allait faire de grandes percées sur la scène internationale. Ils divergeaient pourtant sur l'élément moteur de ce développement, Khrouchtchev tendant à miser sur l'essor économique, tandis que Brejnev s'appuyait sur la puissance militaire. Un officier soviétique a dit sans ambages, dans un article publié en 1968 : « Il est dangereux de tabler exclusivement sur la coexistence pacifique et sur la recherche de la paix. Le maintien de la paix par des moyens politiques est basé d'abord et avant tout sur la puissance militaire ».[65]

---

[62] V.I. Popov, dans une analyse faite dans *Voprosy istorii*, 1966, n° 10, p. 157. Voir aussi *Voprosy istorii KPSS*, 1967, n° 7, pp. 28-29.

[63] Egorov, *Mirnoe sosushchestvovanie i revoliutsionnyi protsess*, pp. 161-162.

[64] *Ibid.*, p. 165.

[65] N. Lomov, "On Guard Over Peace", *International Affairs*, 1968, n° 2, p. 12.

Il y avait un monde entre les tempéraments et les styles de gouvernement de Brejnev et de Khrouchtchev. Brejnev rejetait l'impétuosité de son prédécesseur, son utopie et ses tentatives risquées. Il préférait agir avec circonspection et progressivement. L'enthousiasme de Khrouchtchev l'a entraîné à privilégier l'idée du moment (les terres vierges, la déstalinisation ou un rapprochement soviéto-américain) au détriment d'autres intérêts soviétiques. Brejnev, en revanche, suivait des politiques soigneusement préparées, pour éviter de privilégier un seul front ; il s'efforçait de régler simultanément un large éventail de questions fondamentales. Ce faisant, il mesurait méticuleusement les conséquences idéologiques et politiques susceptibles de découler d'une adoption trop marquée du principe de la coexistence pacifique avec l'impérialisme.

Le désir d'atténuer certaines de ces conséquences (pour couper court, par exemple, aux accusations de collusion soviéto-américaines brandies par la Chine et le tiers-monde et pour éviter une démobilisation idéologique nationale) explique donc en grande partie, après 1964, la promotion du principe de l'internationalisme prolétarien et, parallèlement, le recul de la coexistence pacifique. Mais si les déclarations soviétiques faisaient moins mention de la coexistence pacifique et utilisaient des termes plus modérés, le principe ne fut jamais abandonné. La coexistence a toujours occupé un rôle de premier plan dans les pourparlers entourant les relations Est-Ouest. Le gouvernement soviétique a beaucoup insisté pour qu'elle figure dans l'accord soviéto-américain de 1972 sur « les principes de base des relations internationales », et la nouvelle constitution soviétique de 1977 cautione explicitement la coexistence pacifique.[66]

Ajoutons que le régime de Brejnev a conservé toutes les autres innovations idéologiques et doctrinales de Khrouchtchev. Les porte-

[66] L'accord sur les « principes de base des relations internationales » est reproduit dans Roger P. Labrie (sous la dir. de), *SALT Hand Book*, Washington, D.C., American Enterprise Institute, 1979, pp. 50-52. Voir l'article 28 de la Constitution soviétique, reproduit dans Donal D. Barry et Carol Barner-Barry, *Contemporary Soviet Politics*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1987, 3e édition, p. 337.

parole soviétiques ont continué à diviser les dirigeants capitalistes en deux groupes, soit les modérés et les inconditionnels, et ils ont réitéré que l'émergence à l'Ouest d'un courant plus modéré a permis d'établir un climat de détente stable et de conclure des accords de désarmement importants. L'arrêt de l'encerclement capitaliste, la victoire « finale » du socialisme et le caractère inéluctable de la guerre mondiale ont tous été acceptés tels quels.

Si, même au plus fort de la détente, soit de 1972 à 1974, Brejnev n'a pas réussi à élargir la perception soviétique de la coexistence pacifique, cela tient certainement à son tempérament conservateur, à son désir de sauvegarder l'image révolutionnaire de l'Union soviétique et à son manque d'intérêt pour l'idéologie, mais ce peut être aussi là l'admission implicite que Khrouchtchev avait réussi à réformer la vision marxiste-léniniste du monde. Ce dernier a légué à ses successeurs un nouvel ensemble de propositions et de principes qui leur ont permis de forger et de faire accepter à leurs partisans un grand nombre de mesures de coopération avec le monde capitaliste, qu'il se fût agi des fréquentes réunions au sommet, de la réglementation des conflits régionaux, de la limitation des armements ou de l'accroissement des échanges commerciaux. La réforme de Khrouchtchev a autorisé Brejnev à poursuivre sa politique de détente élargie. Comme Brejnev se préoccupait beaucoup plus que son prédécesseur des risques politiques inhérents aux innovations idéologiques, il a préféré ne pas réviser davantage l'héritage stalinien et il a privilégié les mesures concrètes de coopération politique et économique avec l'Ouest, en évitant les déclarations idéologiques fracassantes susceptibles d'attirer l'attention sur sa façon de procéder.

Cette stratégie eut cependant une conséquence imprévue, puisque l'immobilisme doctrinal ne permit pas aux dirigeants soviétiques de prendre du recul ni de s'interroger sur la vision traditionnelle des relations Est-Ouest. La politique de l'URSS ne connut que des ajustements tactiques (comme l'accroissement des échanges commerciaux avec l'Ouest et l'octroi de visas d'émigration à 250 000 Juifs). Brejnev fut amené à renouveler à son insu l'erreur fatale de Khrouchtchev. Il finit par croire, lui aussi, qu'il pourrait rapprocher

les deux camps tout en accroissant simultanément la puissance globale de l'Union soviétique. Comme son prédécesseur, il tint pour acquis que les éléments « réalistes » parmi les décideurs américains s'adapteraient au nouveau « rapport de forces » et qu'ils accepteraient placidement le recul américain dans le monde parce que la seule autre option — essayer violemment mais, somme toute, en vain de s'opposer au cours de l'histoire — risquait d'avoir des conséquences encore plus néfastes pour les États-Unis.

Brejnev accordait beaucoup d'importance à l'accord SALT I et à l'accord de 1972 sur les « principes de base des relations internationales » justement parce qu'ils incarnaient, selon lui, sa politique ambivalente. Il y voyait la confirmation d'une amélioration des relations avec les États-Unis, fondée sur l'acceptation par les Américains de l'accroissement de la puissance soviétique dans le monde.[67] Mais les États-Unis ne l'entendaient pas ainsi et, quand le fossé s'est creusé entre les deux points de vue, tant à Moscou qu'à Washington, la détente a reculé inévitablement. Le refus de Brejnev de revoir les attitudes et les doctrines traditionnelles de l'URSS a coûté cher à cette dernière en matière de politique étrangère.

À partir de 1977, les dirigeants soviétiques comprirent que les relations entre les deux blocs se détérioraient et que la détente était menacée. Ils voulaient la préserver, mais ils ne disposaient pas de stratégie pour y arriver. Ils n'étaient pas prêts à limiter leur influence en Asie et en Afrique parce qu'ils estimaient qu'en sa qualité de superpuissance mondiale, l'URSS avait pleinement le droit de jouer un rôle accru dans le tiers-monde. Pour eux, l'accroissement permanent de la puissance militaire constituait la base de la puissance soviétique à l'échelle mondiale, ils n'étaient donc pas prêts à y mettre un frein. Déterminés à ne pas toucher aux politiques fondamentales, ils optèrent plutôt pour une stratégie de garanties verbales.

[67] Harry Gelman, « The Rise and Fall of Detente », dans Arnold L. Horelick (sous la dir. de), *U.S.-Soviet Relations*, Ithaca, Cornell University Press, 1986, pp. 55-85 ; Coit D. Blacker, « The Kremlin and Detente: Soviet Conceptions, Hopes and Expectations », dans Alexander L. George (sous la dir. de), *Managing U.S.-Soviet Rivalry*, Boulder, Westview Press, 1983, pp. 119-137.

L'URSS a constaté, un peu tard, que l'inquiétude croissante des Occidentaux face à sa puissance militaire menaçait sérieusement la détente. Elle a alors essayé de rassurer l'autre camp en niant toute menace et prétendant ne pas viser la suprématie militaire, ce qui ne produisit pas l'effet escompté. Mais ces protestations de bonne foi ne sont pas dénuées d'intérêt, parce qu'elles annonçaient la campagne de relations publiques, autrement plus efficace, de M. Gorbatchev.

Brejnev lança sa politique de garanties verbales lors d'un discours cadre important, prononcé en janvier 1977 dans la ville soviétique de Tula ; dans cette déclaration que des analystes occidentaux sceptiques devaient appeler plus tard la « position de Tula », il a publiquement nié que l'Union soviétique recherchait la suprématie militaire :

> Bien sûr, camarades, nous renforçons nos défenses, c'est bien normal. Nous n'avons jamais négligé la sécurité de notre pays ni celle de nos alliés, et nous ne la négligerons jamais. Mais les allégations que l'Union soviétique fait plus que le nécessaire pour sa défense et qu'elle vise la suprématie au chapitre des armements afin de « frapper la première » sont absurdes et dépourvues de tout fondement.[68]

Voici comment Brejnev a défini la politique soviétique :

> On peut formuler ainsi notre point de vue sur ces questions : le potentiel défensif de l'Union soviétique doit pouvoir dissuader quiconque de déranger notre existence pacifique. Nous ne recherchons pas la suprématie en matière d'armement ; au contraire, nous voulons réduire les arsenaux et diminuer le risque d'un affrontement nucléaire — voilà notre politique.[69]

Dans la même veine, plus tard dans l'année, à l'occasion du soixantième anniversaire de la Révolution bolchevique, Brejnev a précisé :

[68] *C.D.S.P.*, XXIX, n° 3, 1977, p. 3.
[69] *Ibid.*

> Il est exact que l'Union soviétique se préoccupe de sa défense, mais elle ne recherche pas la suprématie militaire sur l'autre camp ; ce n'est pas du tout son intention. Nous ne voulons pas rompre l'équilibre militaire précaire qui existe aujourd'hui, par exemple, entre l'Est et l'Ouest en Europe centrale, ou entre l'URSS et les É.-U.[70]

Il est intéressant de comparer les discours que Brejnev a prononcés au XXVI^e Congrès (1981) et au XXV^e Congrès (février 1976) du Parti, car cela permet de relever certains des changements annoncés dans la « position de Tula ». En 1976, Brejnev se souciait encore des allégations d'éléments très militants du tiers-monde et du mouvement communiste qui accusaient l'Union soviétique de trahir la cause de la révolution internationale lorsqu'elle cherchait à se rapprocher de l'Ouest. Pour se défendre, Brejnev a déclaré :

> La détente ne supprime en aucune façon les lois régissant la lutte des classes ; elle ne peut ni les abolir ni les modifier. . . Ce n'est pas un secret que d'affirmer que nous voyons la détente comme un moyen de créer un climat encore plus favorable à l'édification pacifique du socialisme et du communisme.[71]

Ce faisant, Brejnev ne réussit qu'à accroître les inquiétudes occidentales, si bien que cet extrait, fréquemment cité par les analystes occidentaux peu enclins à croire les Soviétiques, ne fut pas repris dans son discours de 1981.

Brejnev essaya de réfuter, dès février 1976, les allégations occidentales voulant que les politiques soviétiques menaçaient la sécurité des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest. Il a formellement démenti l'existence d'une « menace soviétique » et a qualifié ces allégations de « mensonge monstrueux, inventé de toutes pièces ».[72] Il est pourtant intéressant de noter que, même s'il était conscient de la nécessité d'apaiser et de rassurer l'Ouest, Brejnev s'est gardé, contrairement à ce qu'il avait fait en 1977, de nier explicitement la volonté de l'URSS de parvenir à la suprématie militaire.

[70] *Ibid.*, XXIX, nº 44, 1977, p. 11.
[71] *Ibid.*, XXVIII, nº 8, 1976, p. 14.
[72] *Ibid.*, p. 10.

En revanche, Brejnev a clairement affirmé au Congrès de 1981 que l'Union soviétique tenait à maintenir « l'équilibre militaro-stratégique » actuel, et il a rejeté formellement l'idée que Moscou croyait pouvoir remporter la victoire à l'issue d'une guerre nucléaire.[73] Les analystes soviétiques n'ont jamais été très à l'aise avec les notions d'équilibre. La doctrine officielle repose en effet sur la dialectique. Elle soutient qu'on ne peut arrêter le cours de l'histoire, que le « rapport de forces » joue en faveur du camp socialiste et que le socialisme finira par l'emporter sur le capitalisme à l'échelle mondiale. La nouvelle mention de « l'équilibre » a représenté dès lors, du moins virtuellement, un changement de ton et d'accent important. Le Premier Secrétaire n'a cependant pas évoqué les effets de ce principe et il ne l'a pas situé par rapport à la doctrine établie. Il s'est contenté d'affirmer ce qui suit :

> L'équilibre militaro-stratégique existant entre l'URSS et les É.-U. et entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN sert objectivement à préserver la paix de la planète. Nous n'avons pas cherché à obtenir la suprématie militaire sur l'autre camp, et ce n'est pas l'objectif que nous visons aujourd'hui. Ce n'est pas notre politique.[74]

Pour être encore plus explicite, il a ajouté : « Ce serait folie furieuse que d'essayer de l'emporter dans la course aux armements ou de compter obtenir la victoire en cas de guerre nucléaire.[75]

Ces déclarations constituaient une nette évolution des déclarations de l'Union soviétique et annonçaient certaines de celles de M. Gorbatchev. C'était malheureusement trop peu, et trop tard. Les Occidentaux n'y crurent pas.[76] Les mises au point verbales restaient relativement minimes, et Brejnev avait trop tardé à revoir sérieusement la doctrine soviétique de base concernant les relations entre l'Est et l'Ouest.

---

[73] *Ibid.*, XXXIII, n° 8, 1981, p. 11.

[74] *Ibid.*

[75] *Ibid.*

[76] Voir les arguments énoncés dans l'exposé de Benjamin S. Lambeth intitulé "Has Soviet Nuclear Strategy Changed?", *Rand Paper* P-7181, *The Rand Corporation*, décembre 1985.

Cet immobilisme eut deux grandes conséquences. Il favorisa l'inertie et le manque d'imagination politique chez Brejnev et ses collègues, ce qui amena ces derniers à répéter bon nombre des erreurs commisses à l'époque de Khrouchtchev. Ensuite, cette orthodoxie doctrinale renforça chez les Occidentaux l'idée que rien n'avait vraiment changé au Kremlin. Brejnev fit peu pour modifier l'opinion très répandue que l'Ouest se trouvait toujours en face d'un adversaire déterminé qui, s'il changeait de tactique, suivait toujours la stratégie traditionnelle de la lutte impitoyable contre le capitalisme.

Le nom de Brejnev est infailliblement associé à l'accroissement de la puissance militaire soviétique et à l'emploi de forces militaires soviétiques et cubaines dans le tiers-monde, ce qui a nui en Occident à la crédibilité de l'homme comme promoteur de la détente. Son état de santé précaire pendant ses dernières années au pouvoir et son conservatisme ont empêché toute réelle amélioration de l'image soviétique. Les changements qu'il fit dans ses déclarations sur la guerre nucléaire n'ont guère changé l'image de l'Union soviétique en Occident. En 1981, dans le discours qu'il prononça devant le XXVIe Congrès du Parti, Brejnev parut diminué et chancelant, de sorte que les dirigeants occidentaux commencèrent à envisager l'après-Brejnev.

LE « DISCOURS NOUVEAU » DE MIKHAÏL GORBATCHEV : UN CHANGEMENT DE FORME OU DE FOND ?

Les deux premiers successeurs de Leonid Brejnev dans le poste de Secrétaire général, à savoir Iouri Andropov et Konstantine Tchernenko, sont restés au pouvoir trop peu de temps et ont été trop souffrants pour avoir un effet notable sur les orientations soviétiques en matière de relations Est-Ouest. Mais en mars 1985, quelqu'un de plus jeune et de plus énergique, Mikhaïl Gorbatchev, a été nommé Secrétaire général. Son dynamisme contrastait fortement avec le conservatisme pesant de ses prédécesseurs immédiats, et ses initiatives ont donné lieu à beaucoup de conjectures et de controverses en Occident sur les objectifs qu'il poursuivait et sur les chances qu'il avait de les atteindre. La présente étude n'a pas pour objet d'examiner à fond la tentative qu'a faite Gorbatchev pour réformer l'économie et la société soviétiques. Il est toutefois nécessaire d'analyser le sens et la portée de son appel à un « discours ou à un mode de pensée nouveau » (« *novoe myshlenie* ») dans la mesure où celui-ci se rapporte à la conception soviétique des relations Est-Ouest.

Mikhaïl Gorbatchev est Secrétaire général depuis un peu plus de trois ans maintenant et il n'a modifié, durant cette période, aucun des dogmes traditionnels de la doctrine soviétique en matière de politique internationale. Il a néanmoins lancé un certain nombre de nouveaux thèmes dans le débat soviétique sur les relations Est-Ouest et adopté un ton nouveau empreint de modération et de raison. La question cruciale est de savoir si ces changements marquent le début d'un effort véritable pour repenser les attitudes et politiques tradi-

tionnelles de l'URSS ou s'ils constituent simplement un « traitement de beauté » destiné à améliorer la propagande soviétique.

Sans entrer dans les détails, on peut dire que les analystes occidentaux se répartissent à ce sujet entre deux écoles que l'on pourrait appeler respectivement celle des « sceptiques » et celle des « optimistes », faute de meilleurs qualificatifs.[77] Les sceptiques professent, en gros, que la politique extérieure soviétique n'a subi aucun changement fondamental authentique, ni dans sa conceptualisation, ni dans son exécution.[78] Ils ne voient dans les déclarations de Moscou guère plus qu'une manoeuvre habile pour améliorer les relations publiques. Mikhaïl Gorbatchev et ses proches conseillers (tels qu'Alexandre Iakolev, Anatoli Dobrynine et Evgeni Primakov) seraient en fait plus raffinés et plus mondains que leurs prédécesseurs et, par conséquent, plus conscients du tort que l'Union soviétique s'est fait avec ses discours inutilement acerbes. Ils veulent réparer ce mal et exploiter la profonde nostalgie de l'Ouest pour un monde plus pacifique, en présentant la politique soviétique sous des dehors plus séduisants. Ils savent qu'un produit qui date continue à se vendre pour peu qu'on le relance périodiquement comme produit « nouveau » ou « amélioré ». Pour les sceptiques, les changements n'ont été jusqu'ici que des changements de forme.

Les « optimistes », en revanche, voient dans ces changements les

[77] Les diverses interprétations qui ont transpiré dans le cadre d'une conférence d'experts au Vingt-septième Congrès du Parti sont résumées dans Abraham Becker, et coll., *The 27 Congress of the Communist Party of the Soviet Union: A Report from the Airlie House Conference*, Santa Monica, Rand, 1986. Un examen moins érudit des divisions existant au sein des soviétologues occidentaux se trouve dans "Will the Cold War Fade Away?", *Time*, 27 juillet 1987, pp. 28-34.

[78] Pour lire l'argumentation des sceptiques au sujet de la politique extérieure de Gorbatchev, voir Harry Gelman, "Gorbatchev's Dilemmas and His Conflicting Foreign Policy Goals", *Orbis*, XXX, nº 2, 1986, pp. 231-247 ; Thane Gustafson, "Will Soviet Foreign Policy Change Under Gorbachev?", *The Washington Quarterly*, IX, nº 4, 1986, pp. 153-157 ; Walter Laqueur, "The World as Seen by Gorbachev", *Ibid.*, pp. 147-151 ; Dimitri K. Simes, "Gorbachev: A New Foreign Policy?", *Foreign Affairs*, LXV, nº 3, 1987, pp. 477-500 ; Philip D. Stewart, "Gorbachev and Obstacles Toward Detente", *Political Science Quarterly*, CI, nº 1, 1986, pp. 1-22 ; Viktor Yasmann, "'The New Political Thinking' and the 'Civilized' Class Struggle", *Radio Liberty Research Bulletin*, RL 292/87, 29 juillet 1987, pp. 1-6.

premiers signes d'une nouvelle tendance.[79] Ils pensent que les dirigeants soviétiques sont réellement sérieux quand ils préconisent un « discours nouveau » en politique internationale et ils ont bon espoir qu'un véritable processus de réexamen et de remise en question des anciennes conceptions soviétiques a commencé. En effet, le personnel des Affaires extérieures a été renouvelé, quelques politiques nouvelles ont été lancées, et les chances pour que le dialogue entre l'Est et l'Ouest sur la sécurité aboutisse ont augmenté grâce aux nouvelles orientations dont Gorbatchev s'est fait le champion.

De toute évidence, il est plus difficile d'évaluer la contribution apportée par Gorbatchev à la politique extérieure soviétique que d'analyser celle de Staline, de Khrouchtchev ou de Brejnev. Voilà déjà quelques années que les précédents dirigeants soviétiques ont quitté la scène mondiale, alors que la pièce commencée par l'accession au pouvoir de Gorbatchev en est toujours au premier acte. Gorbatchev est relativement nouveau dans ses fonctions, son programme politique n'a pas encore été dévoilé dans sa totalité, et nous ne savons pas dans quelle mesure il viendra à bout de son ordre du jour politique. Il est néanmoins important, vu les controverses ayant actuellement cours entre les observateurs étrangers et la nécessité de donner une bonne assise à la politique occidentale, que nous fassions une évaluation provisoire de la démarche de Gorbatchev en nous fondant sur les éléments d'appréciation dont nous disposons.

C'est ce que nous proposons de faire dans notre analyse, en

[79] Des évaluations plus positives de la politique extérieure de Gorbatchev figurent dans Matthew Evangelista, "The New Soviet Approach to Security", *World Policy Journal*, III, n° 4, 1986, pp. 561-599 ; Charles Glickham, "New Directions for Soviet Foreign Policy", *Radio Liberty Research Bulletin*, supplément 2/86, 6 septembre 1986 ; Franklyn Griffiths, "'New Thinking' in the Kremlin", *Bulletin of the Atomic Scientists*, XLIII, n° 3, 1987, pp. 20-24 ; F. Stephen Larrabee et Allen Lynch, « Gorbachev: The Road to Reykjavik », *Foreign Policy*, n° 65, hiver 1986-1987, pp. 3-28 ; Joseph S. Nye, fils, et coll., *How Should America Respond to Gorbachev's Challenge?: A Report of the Task Force on Soviet New Thinking*, New York, Institute for East-West Studies, 1987 ; Robert C. Tucker, "Gorbachev and the Fight for Soviet Reform", *World Policy Journal*, IV, n° 2, 1987, pp. 179-206 ; Martin Walker, "Gorbachev Speech a Major Change in Soviet Ideology", *Manchester Guardian Weekly*, 1er mars 1987, p. 8.

examinant soigneusement cet appel à un « discours nouveau » en politique internationale. Tout d'abord, nous nous pencherons sur ce que les porte-parole faisant autorité en Union soviétique ont effectivement dit au sujet des relations Est-Ouest. Nous relèverons toutes les déclarations soviétiques, aussi bien celles faites au XXVII[e] Congrès du Parti que par la suite. Puis, nous tenterons d'aboutir à une appréciation saine et équilibrée de la démarche de Gorbatchev en examinant, d'une part, les arguments de ceux qui restent éminemment sceptiques devant la nouvelle attitude de l'Union soviétique et, d'autre part, les arguments contraires de ceux qui sont plus optimistes.

Le XXVII[e] Congrès du Parti s'est ouvert le 25 février 1986, soit trente ans exactement après l'accusation historique lancée par Khrouchtchev contre Staline au XX[e] Congrès et presque un an après l'accession de Gorbatchev au poste de Secrétaire général. Dans le long rapport qu'il a fait au Congrès, Gorbatchev a abordé quelques thèmes que l'on n'avait jamais présentés auparavant à un Congrès du Parti, ou que l'on avait simplement évoqués mais de manière beaucoup moins frappante et contraignante.

En tout premier lieu, Gorbatchev a exposé ce que l'on pourrait appeler une nouvelle conception des visées soviétiques en matière de sécurité, ce qui équivalait à une critique implicite de la politique extérieure menée par Brejnev. Pendant que ce dernier était au pouvoir, la dimension militaire de la puissance soviétique a eu une importance exagérée. Les dirigeants soviétiques estimaient que l'interminable édification de la puissance militaire durant les années 1960 et 1970 avait été le facteur déterminant auquel l'URSS devait sa place de superpuissance, l'attitude tant souhaitée de « pondération » chez les dirigeants américains, et le glissement continu du rapport international des forces en faveur du bloc soviétique. Quant au matériel militaire, on pensait en haut lieu qu'« abondance de biens ne nuit pas ». L'Union soviétique recherchait la « sécurité totale » en édifiant son potentiel militaire.[80]

[80] La recherche de la sécurité totale par l'Union soviétique fait l'objet d'une étude dans l'article de Seweryn Bialer intitulé "Lessons of History: Soviet-American Relations in the Postwar Era", paru dans Arnold Horelick (sous la dir. de), *U.S.-Soviet Relations*, Ithaca, Cornell University Press, 1986, pp. 94-95.

Certaines des observations formulées par Gorbatchev au XXVII^e Congrès du Parti étaient peut-être dirigées précisément contre cette façon de penser. Il a déclaré :

> Le type d'armement en service dans les pays est tel qu'aucun de ceux-ci ne peut avoir le moindre espoir de se protéger uniquement par des moyens militaires et techniques, par exemple en édifiant un potentiel de défense, aussi puissant soit-il. La sécurité devient de plus en plus une affaire politique, et elle ne peut être réalisée que par des moyens politiques.[81]

Dans cette nouvelle perspective, Gorbatchev a réclamé des efforts internationaux de grande envergure pour créer un « système complet de sécurité internationale » qui engloberait non seulement la dimension militaire, mais aussi les aspects politiques, économiques et humanitaires.[82]

Outre cette dédramatisation de la composante de la sécurité, Gorbatchev a réclamé une approche moins égocentrique des relations Est-Ouest. On pouvait deviner là aussi qu'il condamnait l'effet néfaste d'une bonne partie de la diplomatie brejnevienne ainsi que l'accroissement de la puissance militaire, celle-ci ayant finalement desservi les visées soviétiques en matière de sécurité en intensifiant les craintes occidentales devant la « menace soviétique » et en déclenchant l'immense effort militaire américain du début des années 1980. À ce sujet, Gorbatchev a déclaré :

> Si nous parlons des relations entre l'URSS et les États-Unis, la sécurité ne peut être que mutuelle, et si nous prenons les relations internationales dans leur ensemble, elle ne peut être qu'universelle. La sagesse suprême n'est pas de se préoccuper uniquement de soi, surtout lorsque c'est au détriment de l'autre partie. Il est nécessaire que chacun se sente aussi sûr que l'autre, étant donné que les peurs et les angoisses de l'ère nucléaire engendrent des politiques et des actes totalement imprévisibles.[83]

[81] Mikhaïl Gorbatchev, "Politicheskii doklad tsentral'nogo komiteta KPSS XXVII s'ezdu", *Kommunist*, 1986, n° 4, p. 54.

[82] *Ibid.*, pp. 62-64.

[83] *Ibid.*, p. 54.

À cet égard, Gorbatchev a, semble-t-il, fait l'apologie de la modération et reconnu que la sécurité de l'URSS risquait en fin de compte de diminuer si d'autres nations s'estimaient menacées par certains actes soviétiques et se sentaient dès lors contraintes d'y répondre. Il a déclaré : « Dans le domaine militaire, notre intention est de continuer à agir de telle sorte que personne ne puisse avoir de craintes, même imaginaires, concernant sa sécurité ».[84] En définissant sa politique extérieure, il a fait observer : « Ce qui s'impose, c'est une grande précision dans l'évaluation de ses possibilités, de la modération et un haut sens des responsabilités au moment de prendre les décisions ».[85]

Bien que des porte-parole soviétiques antérieurs aient évoqué à l'occasion l'« interdépendance » mondiale croissante et l'apparition de « problèmes mondiaux » menaçant tous les États, quel que soit leur système social, Gorbatchev a fait ressortir beaucoup plus nettement ces thèmes dans son discours prononcé au Congrès du Parti. Il a fait une mise en garde contre les périls que ces problèmes mondiaux constituaient pour « les fondements même de la civilisation ».[86] Il a réclamé une nouvelle approche et un nouveau mode de pensée :

> Les problèmes mondiaux qui intéressent l'humanité tout entière ne peuvent être résolus par un seul État ou groupe d'États. Ce qu'il faut, c'est une coopération à l'échelle mondiale, c'est-à-dire une intéraction étroite et constructive de la majeure partie des pays. . . Comme vous le voyez, camarades, les problèmes sont nombreux, complexes et d'une grande portée. Mais on ne peut manquer de s'apercevoir que, dans l'ensemble, il y a un décalage entre la manière de comprendre ces problèmes, d'une part, et, d'autre part, l'ampleur et l'importance des tâches actuelles.[87]

Bien que dans certaines parties de son discours, Gorbatchev ait eu recours aux stéréotypes classiques pour dénoncer la nature misan-

[84] *Ibid.*, p. 56.
[85] *Ibid.*
[86] *Ibid.*, p. 17.
[87] *Ibid.*, p. 18.

thrope de l'impérialisme, dans d'autres, il a adopté un ton tout à fait nouveau. Dans l'ensemble, ce discours se caractérisait par le souci conscient de diminuer le rôle joué par le clivage des classes en politique internationale et de dépasser le traditionnel *kto-kogo* (qui l'emportera ?) qui fondait autrefois les commentaires soviétiques concernant les relations Est-Ouest. Au lieu de présenter l'impérialisme comme la seule cause de la guerre et la seule menace pour la sécurité soviétique, Gorbatchev a déclaré à plusieurs reprises que le problème crucial venait de la technologie moderne, à cause de la tendance qu'avait celle-ci à acquérir une vie et une dynamique propres. Il a fait une mise en garde en soutenant qu'à l'ère nucléaire le « facteur temps » prenait une très grande importance.[88] « Lorsque les armes nucléaires sont parées à faire feu, le temps et l'espace perdent leurs contours habituels pour le monde civilisé et, alors, le genre humain devient le jouet du destin ».[89] Pour faire face au danger qui menace la planète, Gorbatchev a insisté sur la nécessité de nouvelles orientations et de nouveaux efforts :

> Le président des États-Unis a dit un jour que si la Terre était menacée par l'atterrissage d'êtres venant d'une autre planète, l'URSS et les États-Unis trouveraient rapidement un langage commun. Mais le danger d'une catastrophe nucléaire n'est-il pas plus réel que celui de l'atterrissage d'êtres inconnus venant d'une autre planète ? N'est-ce pas là une grande menace sur le plan écologique ? Les pays n'ont-ils pas tous intérêt à trouver une manière sensée et équitable d'aborder les problèmes des États et des peuples en développement ?[90]

Tout le discours de Gorbatchev a été également marqué par le sentiment très vif de l'urgence de la situation, face aux conséquences d'une guerre nucléaire. Le dirigeant soviétique a traité ce sujet d'une manière qui contrastait très nettement avec la satisfaction relative que Brejnev avait affichée dans ses discours prononcés aux précédents congrès du Parti. C'est en étudiant les conséquences possibles d'une guerre nucléaire que Gorbatchev a apporté le plus de remaniements concrets à la doctrine traditionnelle.

[88] *Ibid.*, p. 54.
[89] *Ibid.*, p. 19.
[90] *Ibid.*, p. 18.

L'hypothèse selon laquelle le sens de l'histoire est prédéterminé constitue l'une des pierres angulaires du marxisme-léninisme. L'évolution des forces économiques et l'oeuvre de la dialectique sont censées garantir que le socialisme supplantera inévitablement le capitalisme dans le monde. De même que le féodalisme a été inexorablement éliminé par l'expansion du capitalisme, ainsi, selon la doctrine officielle, le capitalisme est quant à lui, destiné à être remplacé par le socialisme.

L'apparition des armes nucléaires, avec leur capacité de détruire toute vie civilisée sur la planète, pose de toute évidence un problème aux tenants du déterminisme historique. Si les États socialistes peuvent être anéantis dans un holocauste nucléaire en même temps que les nations capitalistes, cette hypothèse ne dément-elle pas le principe selon lequel l'histoire serait inexorablement en marche vers un monde socialiste ? C'est pourquoi les porte-parole soviétiques officiels ont toujours hésité à admettre que le système socialiste risquait lui aussi de disparaître avec le capitalisme dans l'éventualité d'une guerre nucléaire.

En mars 1954, Georgi Malenkov, qui était alors chef du gouvernement, avait déclaré, dans un moment d'inattention, qu'une guerre entre l'impérialisme et le capitalisme, « avec les méthodes de guerre modernes, entraînerait la destruction de la civilisation sur terre ».[91] Ses rivaux en haut lieu s'empressèrent d'exploiter cette déclaration contre lui : ils y voyaient en effet une erreur idéologique fondamentale traduisant un manque de confiance dans l'invincibilité de la cause socialiste. Le mois suivant, Malenkov fit marche arrière en concédant que seul le capitalisme périrait dans l'éventualité d'une guerre nucléaire.[92] Le maréchal Kliment Vorochilov exprima le consensus de ses collègues du praesidium (comme s'appelait alors le Politburo) lorsqu'il déclara en mars 1955 : « Nous ne pouvons nous laisser intimider par les fables selon lesquelles la civilisation périrait si une nouvelle guerre mondiale éclatait ».[93]

[91] *Pravda*, 13 mars 1954, cité dans Joseph L. Nogee et Robert H. Donaldson, *Soviet Foreign Policy Since World War II*, New York, Pergamon, 1984, 2e édition, p. 110.
[92] *Ibid.*, p. 111.
[93] *Pravda*, 27 mars 1955, cité dans *Ibid.*, p. 111.

La position officielle concernant la guerre nucléaire était donc fondée sur deux éléments principaux. On reconnaissait d'un côté qu'une guerre nucléaire aurait des conséquences catastrophiques et entraînerait la mort de millions de personnes, mais on affirmait également que, dans cette éventualité, le socialisme survivrait. Le nouveau programme du Parti, qui fut adopté sous Khrouchtchev en 1961, exprimait clairement cette dualité, à savoir qu'une guerre nucléaire pourrait « infliger des destructions sans précédent à des pays entiers et annihiler des nations complètes ».[94] Mais il laissait également entendre que, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre mondiale, le socialisme survivrait et que seul l'impérialisme périrait : « Au cas où les agresseurs impérialistes s'aventureraient malgré tout à déclencher une nouvelle guerre mondiale, les peuples ne pourraient plus tolérer après coup un régime susceptible de les entraîner dans d'autres guerres dévastatrices. L'impérialisme serait alors balayé et enterré ».[95]

Lorsque la nouvelle version du programme de 1961 a été adoptée au XXVII[e] Congrès du Parti, on a omis ce passage et tacitement reconnu que le système socialiste courait autant de risques que le capitalisme. En des termes analogues à la formule de Malenkov rejetée précédemment, le nouveau programme précisait qu'une guerre nucléaire « pouvait détruire toute civilisation sur terre » et que, dans une telle éventualité, « il n'y aurait ni vainqueurs ni vaincus ».[96]

Gorbatchev a eu un langage tout aussi ferme devant le Congrès. Il a fait une mise en garde contre « le saut qualitatif effectué par les moyens de destruction », ce qui, « pour la première fois dans l'histoire, dotait l'homme de la capacité physique de détruire toute vie sur terre ».[97] Il ne voyait aucune différence entre le socialisme et

[94] Jan F. Triska (sous la dir. de), *Soviet Communism : Programs and Rules*, San Francisco, Chandler, 1962, p. 64.

[95] *Ibid.*, p. 65.

[96] "Programma Kommunisticheskoi Partii Sovetskogo Soiuza", *Kommunist*, 1986, n° 4, p. 111.

[97] *Kommunist*, 1986, n° 4, p. 10.

le capitalisme quant au sort qui les frapperait advenant un conflit nucléaire : « La menace que font peser les armes nucléaires est celle d'un ouragan capable de faire disparaître le genre humain de la surface de la terre ».[98] Devant la menace primordiale du danger nucléaire et compte tenu des autres problèmes mondiaux, il a demandé aux pays de conjuguer leurs efforts pour sauver le genre humain : « La nécessité d'accomplir les tâches les plus urgentes intéressant l'humanité tout entière devrait pousser les pays à l'interaction et éveiller chez l'homme un instinct de conservation d'une force inconnue jusqu'à présent ».[99]

Dans le discours qu'il a prononcé au Congrès, Gorbatchev n'a pas critiqué explicitement la politique brejnevienne, mais il a réclamé de nouvelles approches. Il a déclaré :

> Nous sommes arrivés à un tournant dans les affaires aussi bien intérieures qu'*extérieures*. Les changements intervenus dans les affaires mondiales sont si profonds et importants qu'une réévaluation et une analyse complète de tous les facteurs s'imposent. La situation engendrée par l'affrontement nucléaire exige que nous trouvions de nouvelles approches, méthodes et formes pour les relations mutuelles entre les différents systèmes sociaux, États et régions.[100]

Un peu plus loin, il a également fait observer : « En politique extérieure, la continuité ne consiste pas à refaire ce que l'on a fait, surtout lorsque les problèmes s'accumulent ».[101]

Le rapport présenté par le Secrétaire général devant le Congrès du Parti est normalement rédigé de manière à proclamer la ligne officielle de la politique intérieure et extérieure, et c'est exactement ce que Gorbatchev a fait dans son discours. Celui-ci était en fait la feuille de route destinée aux innombrables commentateurs des relations publiques, idéologues du Parti et spécialistes en relations

[98] *Ibid.*, p. 53.
[99] *Ibid.*, p. 19.
[100] *Ibid.*, p. 6.
[101] *Ibid.*, p. 56.

internationales de l'Union soviétique, qui ont consciencieusement cité et paraphrasé ces passages à maintes et maintes reprises depuis le Congrès. Tous ont répété fidèlement et inlassablement les paroles de Gorbatchev : la sécurité à l'ère nucléaire ne peut être réalisée que par des moyens politiques ; la sécurité ne peut être que mutuelle, puisque nulle nation ne sera vraiment en sûreté tant que ses adversaires se sentiront en danger ; les nations deviennent de plus en plus interdépendantes ; les problèmes mondiaux qui les menacent toutes ne peuvent être résolus que grâce à une coopération internationale, et le problème mondial ultime est la menace d'extinction de la civilisation humaine dans une guerre nucléaire. Des articles ont paru dans toutes les publications les plus représentatives ; citons la revue idéologique *Kommunist*, le journal du Parti la *Pravda* et les revues de premier plan *Mirovaia ekonomika i mezhdunarodnye otnosheniia* (Économie mondiale et relations internationales) et *SShA* (États-Unis) qui sont consacrées aux affaires étrangères ; on pouvait y lire des titres tels que « Un nouveau mode de pensée — Une exigence du siècle nucléaire », « Une nouvelle philosophie en matière de politique extérieure », « Une nouvelle pensée politique — Un impératif des temps actuels » et « Nouvelles réalités et nouveau mode de pensée ».[102]

C'est quotidiennement que l'on entend maintenant des porte-parole soviétiques réclamer une « pensée nouvelle » en politique internationale. La question clef n'est toutefois pas de savoir à quelle fréquence ni même avec quelle éloquence sont faites ces déclarations, mais dans quelle mesure elles influent sur la conduite journalière de la politique étrangère soviétique. Voilà qui nous ramène au désaccord évoqué au début de ce chapitre entre les analystes occidentaux qui restent extrêmement sceptiques quant à la portée de ces déclarations et ceux qui sont plus optimistes et confiants.

Malgré le torrent d'articles et de discours proclamant cette « pensée nouvelle », les sceptiques demeurent incrédules. Il y a

[102] *Kommunist*, 1986, n° 10, pp. 113-124 ; *Pravda*, 10 juillet 1987, p. 4 ; *Mirovaia ekonomika i mezhdunarodnye otnosheniia*, 1986, n° 10, pp. 16-25 ; *SShA*, 1987, n° 2, pp. 3-15.

quatre raisons qui expliquent la prudence et la circonspection dont ils font preuve en évaluant la tentative faite par Gorbatchev pour donner une nouvelle apparence à la politique extérieure soviétique.

Premièrement, les sceptiques font valoir qu'il n'y a rien de bien nouveau dans les formules prononcées par Gorbatchev. Celui-ci a simplement ajouté quelques nouvelles expressions au vocabulaire utilisé pour étudier la corrélation existant entre les problèmes de sécurité soviétiques et américains, mais toutes ses autres déclarations ne font rien de plus que répéter des thèmes anciens. Comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, Brejnev avait fait un gros effort pour rassurer l'Ouest au sujet des plans militaires soviétiques à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il avait nié que l'Union soviétique recherchait la suprématie militaire et rejeté l'idée qu'une guerre nucléaire pouvait être gagnée. Brejnev et d'autres commentateurs soviétiques avaient aussi parlé de l'interdépendance mondiale croissante, qui était due à l'incidence de la « révolution scientifico-technologique » mondiale, et ils avaient également réclamé une coopération internationale pour résoudre les nouveaux problèmes mondiaux.[103]

Deuxièmement, les sceptiques font valoir que, s'il n'y a pas grand-chose de nouveau dans les déclarations de Gorbatchev, c'est parce que son but n'est pas de modifier la manière de concevoir les relations Est-Ouest en Union soviétique, mais plutôt de donner l'illusion qu'un changement a eu lieu afin de favoriser la réalisation des objectifs soviétiques à l'étranger. Selon ce point de vue, Gorbatchev miserait sur le fait qu'à l'Ouest on a la mémoire courte en histoire, que l'on surestime le rôle joué par la personnalité du Secrétaire général dans la politique soviétique et que l'on veut croire à tout prix que le « jeune » et « moderne » nouveau dirigeant du Kremlin sera capable de métamorphoser le champ de bataille des relations Est-Ouest. Les sceptiques pensent qu'en essayant de « replâtrer »

[103] Pour lire une analyse des débats soviétiques sur l'interdépendance et les problèmes mondiaux, voir Erik P. Hoffman et Robbin F. Laird, *"The Scientific-Technological Revolution" and Soviet Foreign Policy*, New York, Pergamon, 1982.

l'image délabrée de l'Union soviétique, Gorbatchev a en vue un but tactique immédiat. Il essaie de mettre un terme à l'Initiative de défense stratégique (IDS) et de dissuader l'Ouest de continuer à engager de grosses dépenses pour contrer la puissance militaire soviétique. La prétendue adoption d'un « nouveau mode de pensée » est simplement une ruse pour parvenir à cette fin.

Les sceptiques reconnaissent que les hommes qui entourent Gorbatchev sont plus raffinés que leurs prédécesseurs et plus au courant de ce qui se passe à l'Ouest. Mais cela veut simplement dire que les conseillers de Gorbatchev ont une meilleure connaissance des relations publiques et qu'ils sont plus doués pour exploiter les espoirs et les désirs des populations occidentales. Ils ont tiré des leçons des erreurs commises autrefois par l'Union soviétique, du temps où elle était son pire ennemi, notamment à cause d'une propagande mal conçue et maladroite (telle que l'exacerbation des tensions de 1983 à 1984 dans une vaine tentative pour arrêter l'installation en Europe de missiles américains à portée intermédiaire).

Plutôt que d'attaquer l'IDS de front, les chefs soviétiques ont décidé d'agir de manière plus indirecte. Au lieu de se contenter de dénoncer l'IDS, ce qu'ils font aussi, les porte-parole soviétiques s'efforcent de prendre de la hauteur en proclamant que toutes les nations, y compris l'Union soviétique et les États-Unis, devraient reconnaître que le chemin vers une plus grande sécurité passe nécessairement par les négociations et la modération. Les Soviétiques proclament qu'aucune nation, même la plus puissante, ne peut assurer sa sécurité grâce à la mise sur pied unilatérale de forces défensives et offensives. C'est là, affirme-t-on en URSS, une réalité inéluctable de l'âge nucléaire que les dirigeants soviétiques admettent parfaitement. Les États-Unis sont invités à accepter cette situation, afin qu'une nouvelle ère de coopération et d'harmonie internationales puisse commencer.

Aux yeux des sceptiques, cet appel énergique pourrait bien faire mouche et permettre aux Soviétiques d'entraver les efforts militaires

occidentaux sans qu'ils aient à s'imposer autre chose que des contraintes vraiment minimes. L'URSS continue à avoir un régime politique extrêmement autoritaire, dans lequel il n'est pas question de publier le budget militaire réel et encore moins de le défendre contre les critiques du public ; en revanche les gouvernements occidentaux doivent continuellement préserver leurs dépenses militaires contre les attaques d'électorats puissants et virulents qui s'acharnent à vouloir employer cet argent à d'autres fins. Les avantages tactiques évidents que l'Union soviétique retire de cette apparente modération constituent donc une deuxième raison de taille autorisant les sceptiques occidentaux à mettre en doute ce « nouveau mode de pensée » dont les Soviétiques se sont faits les champions en politique internationale.

Il y a une troisième raison, qui est le caractère artificiel, prémédité et soigneusement orchestré de la campagne soviétique menée au nom de ce « mode de pensée ». Le discours fait par Gorbatchev devant le XXVII[e] Congrès du Parti a déclenché une avalanche de déclarations analogues dans la presse soviétique. Le problème, c'est que malgré le grand nombre d'articles publiés sur ce thème, les commentateurs soviétiques n'ont fait guère plus que citer ou paraphraser les remarques de Gorbatchev, comme autant de disques rayés répétant inlassablement les quelques rares expressions autorisées, sans rien y ajouter de substantiel et sans donner d'exemples concrets sur les applications éventuelles de ce « discours nouveau » à la politique extérieure soviétique passée, présente ou à venir.

Il est particulièrement frappant et décourageant de voir le contraste existant entre, d'une part, cette mise en scène soigneuse adoptée pour analyser les problèmes de politique extérieure et, d'autre part, la manière plus libre dont la presse soviétique traite des questions intérieures. Au cours des deux dernières années, nous avons vu apparaître des controverses et de réels débats dans la presse soviétique sur des questions aussi délicates que le remaniement radical de l'économie, l'assouplissement de la censure dans le domaine artistique et enfin l'héritage de Staline. Les réformateurs et les conservateurs ont défendu des points de vue contradictoires et se

sont heurtés à plusieurs reprises. Mais surtout, la voix du peuple a commencé à se faire entendre. On apprend à parler en public en utilisant ses propres termes d'une manière originale et personnelle qui a disparu en Union soviétique il y a des dizaines d'années. En revanche, lorsqu'on en vient à débattre en public des relations Est-Ouest, rien n'a changé. Il n'y a quasiment aucune controverse, il y a peu d'opinions personnelles, et l'on se contente de répéter mécaniquement l'actuelle série de slogans à tendance partisane, de la même manière dont on rabâchait auparavant d'autres séries de slogans.[104]

À cet égard, il convient de noter tout particulièrement que l'ancienne politique extérieure soviétique n'a quasiment pas été critiquée, ni par Gorbatchev, ni par les nombreux et loyaux publicistes qui réclament une pensée nouvelle en politique internationale. Là aussi, il y a un contraste frappant avec l'attitude adoptée en politique intérieure. On a dénoncé à maintes reprises, en des termes vigoureux et explicites, les erreurs de gestion commises par Brejnev dans le domaine économique, mais on n'a désavoué aucune de ses initiatives en politique extérieure.

Ce n'est pas seulement la conduite proprement dite de la politique extérieure de l'URSS que l'on s'abstient de critiquer. Les porte-parole de Moscou ne citent aucune croyance ni doctrine soviétique particulière en matière de politique internationale, qui aurait, d'après eux, besoin d'être repensée. Ce qui est encore plus significatif, c'est qu'ils n'approuvent même pas l'hypothèse générale selon laquelle il faudrait réexaminer certains points de vue soviétiques. Grâce à des formules d'une ambiguïté étudiée, on affirme platement que toutes

[104] Il existe quelques controverses discrètes, mais les désaccords au sujet de la politique étrangère sont encore loin d'être aussi audibles que les débats concernant les politiques intérieures. Voir les analyses contenues dans Elizabeth Teague, "Polemics Over 'Euromissiles' in the Soviet Press", *Radio Liberty Research Bulletin*, RL 113/87, le 20 mars 1987, pp. 1-3 ; Viktor Yasmann, "Telebridges with the West", *Ibid.*, RL 129/87, 8 avril 1987, pp. 1-5 ; Eugene Rumer, "Soviet Writers Clash Over Morality of Nuclear Deterrence", *Ibid.*, RL 299/87, 13 juillet 1987, pp. 1-4 ; Thomas Nichols, "'Intellectual Pacifists' Criticized by Military Officer", *Ibid.*, RL 308/87, 28 juillet 1987, pp. 1-4 ; Elizabeth Teague, "Stalin Blamed for Hitler's Rise to Power", *Ibid.*, RL 354/87, 1er septembre 1987, pp. 1-2.

les nations ont besoin d'une pensée nouvelle adaptée aux réalités de l'ère nucléaire, mais on ne reconnaît jamais que l'Union soviétique a pu un jour commettre des erreurs ni qu'elle aurait besoin d'actualiser l'une ou l'autre de ses orientations en matière de politique internationale.

Au premier abord, les appels soviétiques en faveur d'un discours nouveau font l'effet d'un changement revigorant par rapport à la rhétorique usée du passé. Mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ces appels veulent simplement dire, à peu de choses près, que la politique extérieure soviétique, éprise de paix, s'est depuis longtemps adaptée aux exigences de l'ère nucléaire et que l'impasse dans laquelle se trouvent les relations Est-Ouest n'est due qu'à la persistance d'un discours démodé à l'Ouest. Ainsi, aux yeux des sceptiques, cet appel en faveur d'un nouveau mode de pensée ne réclame pas de nouvelles approches de la part des Soviétiques ; il est plutôt un moyen d'accroître les pressions sur l'Ouest pour l'amener à modifier sa politique.

Par exemple, en analysant le moratoire soviétique sur les essais nucléaires, Gorbatchev a déclaré :

> Il est maintenant on ne peut plus clair que les anciens concepts selon lesquels la guerre est un moyen d'atteindre des objectifs politiques ne sont plus d'actualité. À l'ère nucléaire, ces dogmes obsolètes engendrent une politique qui risque d'entraîner une conflagration mondiale. . . La nouvelle pensée exigée par le monde actuel est incompatible avec la représentation d'un monde que l'on verrait comme un domaine privé et avec toute tentative visant à imposer aux autres, « comme si on leur faisait une grande faveur », sa tutelle et ses préceptes sur la manière de se conduire et sur la voie à emprunter, que ce soit celle du socialisme, celle du capitalisme, ou une autre.[105]

À une autre occasion, il a dit :

> Un des principaux enseignements de Reykjavik est qu'une nouvelle mentalité politique adaptée aux réalités de l'ère nucléaire est

[105] *Pravda*, 19 août 1986, p. 1.

> essentielle pour sortir le genre humain de la situation critique où il se trouve en cette fin de XX^e siècle. De profonds changements devront avoir lieu dans la mentalité politique de l'humanité.[106]

Les sceptiques font valoir que des déclarations comme celle-ci ne coûtent rien aux Soviétiques. C'est un moyen gratuit pour ces derniers d'entretenir l'impression, bénéfique sur le plan politique, que l'URSS a l'esprit ouvert et le sens de la modération, sans pour autant concéder qu'elle a peut-être commis des erreurs dans le passé et contribué, ne serait-ce que faiblement, à la Guerre froide et à la course aux armements.

Quatrièmement, les sceptiques se fondent sur le fait que, dans la conduite proprement dite de la politique extérieure soviétique sous Gorbatchev, il y a eu relativement peu de changements. En rappelant que, selon l'adage, ce sont les actes et non les mots qui comptent réellement, les analystes occidentaux ont fait observer qu'il n'y avait eu aucune évolution notable dans la politique soviétique à l'égard de l'Afghanistan, de la Chine, du Japon et du Moyen-Orient. Gorbatchev a effectivement adopté un ton nouveau et réclamé une amélioration dans les relations de l'Union soviétique avec un certain nombre de pays (par exemple, lorsqu'il a analysé les relations sino-soviétiques dans un discours prononcé à Vladivostok le 28 juillet 1986), mais sans faire grand-chose de concret à cet égard.

Pour évaluer la politique extérieure de Gorbatchev, on peut se référer utilement aux premières années qui ont suivi la mort de Staline. En mars 1988, il y a eu trois ans que Gorbatchev est Secrétaire général. Or, au cours des trois premières années de la période post-stalinienne, de mars 1953 à mars 1956, le nouveau dirigeant soviétique avait déjà pris les importantes initiatives suivantes : fin de la guerre de Corée, sanction de la neutralité autrichienne et retrait des troupes soviétiques, rétrocession de la base navale de Porkala à la Finlande, ouverture de relations diplomatiques avec la République fédérale d'Allemagne, rétablissement des

[106] "Vremia trebuet novogo myshleniia", *Kommunist*, 1986, n° 16, p. 13.

relations diplomatiques avec Israël et la Grèce et notable amélioration de celles avec la Yougoslavie, renonciation aux revendications territoriales face à la Turquie, négociation d'une trêve à la Conférence de Genève sur l'Indochine, voyage de Khrouchtchev en Chine pour une mission de réconciliation et, enfin, première conférence au sommet de l'après-guerre.[107] En comparaison, le palmarès de Gorbatchev est extrêmement mince. Les relations sino-soviétiques s'améliorent à la vitesse d'un escargot, les effectifs soviétiques en Afghanistan dépassent encore les cent mille, les relations avec le Japon sont toujours glaciales, les relations avec Israël n'ont pas été rétablies et, même si un traité a été conclu sur le retrait des forces à portée intermédiaire présentes en Europe, les États-Unis et l'Union soviétique restent encore très divisés sur les problèmes immensément plus importants que sont les missiles stratégiques et la défense spatiale.

C'est pour toutes ces raisons que les sceptiques ne font pas grand cas de l'appel de Gorbatchev à un nouveau mode de pensée en politique internationale. Par exemple, Helmut Sonnenfeldt déclare sans autre forme de procès qu'il n'y voit que « des vieilleries dans un vocabulaire modernisé. C'est l'ancien poison présenté dans de nouvelles fioles ».[108] Les optimistes, en revanche ont un point de vue très différent et ils avancent un certain nombre d'arguments en faveur d'une évaluation plus encourageante.

Tout en partageant un grand nombre des préoccupations et des réserves exprimées par les sceptiques, ils estiment que l'on a des raisons d'évaluer avec plus d'optimisme les résultats obtenus par Gorbatchev jusqu'à présent et ceux qu'il est susceptible d'atteindre dans un proche avenir.

Les optimistes admettent volontiers que le discours prononcé par Gorbatchev au XXVII[e] Congrès du Parti ne marque aucune révision

[107] Philip E. Mosely, *The Kremlin and World Politics*, New York, Vintage Books, 1960, pp. 363-381, 454.

[108] Cité dans *Time*, 27 juillet 1987, p. 32.

fondamentale de l'idéologie soviétique et qu'il n'est pas aussi radical que les déclarations faites par Khrouchtchev au XX^e Congrès, lesquelles signifièrent la fin du mythe stalinien, la condamnation du principe selon lequel la guerre serait inévitable et l'établissement d'une conception plus élargie de la coexistence pacifique. Mais pour les optimistes, la prudence de Gorbatchev découle tout naturellement du fait qu'au moment du XXVII^e Congrès, celui-ci n'avait pas encore consolidé son pouvoir et qu'il était beaucoup plus vulnérable que ne l'était Khrouchtchev en 1956 à l'époque du XX^e Congrès.

Bien que faisant encore partie du Praesidium en 1956, Malenkov et Molotov avaient déjà essuyé une grosse défaite l'année précédente. Malenkov avait été contraint d'abandonner ses fonctions de chef du gouvernement soviétique en février 1965, et Molotov avait vu sa politique extérieure rejetée par le Comité central en juillet 1955. La position de Gorbatchev au sein du Politburo à la fin de 1985 et au début de 1986, pendant qu'il rédigeait laborieusement son rapport, était beaucoup plus incertaine et une plus grande prudence s'imposait donc. Depuis l'époque du Congrès, Gorbatchev a renforcé son pouvoir personnel, mais il a eu pour principal souci d'établir un programme de restructuration fondamentale de l'économie soviétique et il n'a pas mis en oeuvre les ressources intellectuelles ni le capital politique qui lui auraient été nécessaires pour aller au-delà des formules adoptées au Congrès.[109]

Il est exact que Gorbatchev n'a pas fait figure de pionnier en évoquant devant le Congrès l'interdépendance des nations, les problèmes mondiaux et la nécessité d'accroître la coopération internationale. Brejnev avait déjà fait passer un message analogue au congrès précédent.[110] Toutefois, les plus optimistes font valoir que Gorbatchev a fait par la suite sur ces thèmes des déclarations

[109] Cela a transpiré de façon frappante dans le discours tant attendu que Gorbatchev a prononcé le 2 novembre 1987 pour marquer le soixante-dixième anniversaire de la Révolution. Le discours a longuement porté sur les relations Est-Ouest, mais Gorbatchev s'est contenté d'y réitérer les thèmes qui avaient été formulés au Vingt-septième Congrès du Parti, un an et demi plus tôt, et il n'a pas ajouté grand-chose de nouveau. *Pravda*, le 3 novembre 1987.

[110] *C.D.S.P.*, XXXIII, n° 8, 1981, p. 12.

beaucoup plus fréquentes et vigoureuses que celles de Brejnev. Il parle apparemment avec beaucoup plus de conviction. Par exemple, dans un discours fait à Prague le 10 avril 1987, Gorbatchev a déclaré :

> Dans le monde actuel, l'interdépendance est telle que tous les peuples sont comme des grimpeurs encordés sur le flanc d'une montagne. Ils ont le choix entre monter ensemble jusqu'au sommet ou tomber ensemble dans l'abîme. Pour éviter la chute, il faut que les chefs politiques voient plus loin que leurs intérêts immédiats et se rendent compte de ce que la situation actuelle a d'éminemment dramatique.[111]

En mettant l'aspect sur la sécurité mutuelle et les liens existant entre les problèmes de sécurité soviétiques et américains, Gorbatchev fait réellement oeuvre de pionnier, et ses déclarations pourraient revêtir de ce fait une plus grande importance. Il a insisté sur ce thème en de nombreuses occasions. Par exemple, après le sommet de Genève en 1985, il a exprimé sa « profonde conviction que notre intérêt n'est pas que les États-Unis d'Amérique se sentent moins en sécurité que l'Union soviétique, puisqu'une telle situation pourrait inciter à la méfiance et engendrer l'instabilité ».[112] De même, dans une entrevue accordée au journal communiste français *L'Humanité* et relatée ensuite dans la *Pravda* le 8 février 1986, il a dit que « la sécurité de l'URSS est inséparable de celle des États-Unis ».[113] Devant ce genre de déclarations, Robert Legvold, directeur du *Harriman Institute for Soviet Studies*, à l'Université Colombia, a été amené à observer ce qui suit : « C'est là un événement historique. Gorbatchev est le premier dirigeant soviétique à faire le lien entre sécurité nationale et sécurité mutuelle et à affirmer que l'URSS ne peut assurer sa sécurité aux dépens de son principal rival ».[114]

---

[111] *Pravda*, 11 avril 1987, p. 2. Voir aussi le texte du discours que Gorbatchev a prononcé à la télévision soviétique et que la *Pravda* a repris le 19 août 1986, p. 1.

[112] *Pravda*, le 22 novembre 1985, p. 2.

[113] *Pravda*, le 8 février 1986, p. 2.

[114] Cité dans *Time*, 27 juillet 1987, p. 28.

Les optimistes n'oublient pas que la campagne de Gorbatchev en faveur de la paix relève en partie de la tactique et de la manipulation. Ils admettent également que Gorbatchev s'efforce de redonner du lustre à l'image fortement ternie de l'Union soviétique et de compromettre la Guerre des étoiles. Mais ils considèrent que ce n'est qu'une partie du tableau. S'il est bien vrai que Gorbatchev essaie de construire une plate-forme politique plus performante pour lui-même et l'Union soviétique, on peut faire valoir néanmoins que dans tous les pays, les dirigeants ont de multiples préoccupations électoralistes à prendre en compte lorsqu'ils édifient leurs plates-formes politiques. En mettant l'accent sur les aspects politiques de la sécurité, par opposition aux aspects purement militaires, Gorbatchev fait plus qu'améliorer son image de marque à l'étranger. Il peut également s'opposer ainsi aux points de vue plus militants défendus dans les milieux dirigeants de l'URSS. Il lui faut aussi affronter de violentes réactions d'ordre affectif, telles que l'inquiétude causée par l'adoption du long moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, le malaise créé par la signature du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), qui oblige l'Union soviétique à renoncer à un plus grand nombre d'ogives nucléaires que les États-Unis, et la peur des indiscrètes vérifications sur place imposées par le Traité sur les FNI et par d'autres mesures de limitation des armements. L'importance accordée maintenant aux dimensions politiques de la sécurité est de nature à légitimer une approche plus innovatrice, et c'est la raison pour laquelle l'Ouest se doit de la saluer.[115]

Bien qu'il y ait des précautions à prendre pour évaluer ce qui n'est

[115] Depuis la réunion que le Pacte de Varsovie a tenue en mai 1987, les porte-parole soviétiques ont prudemment fait allusion au concept de la « quantité suffisante » comme étant un des principes fondamentaux de la politique militaire soviétique. Comme cette expression évoque des besoins militaires beaucoup plus modestes que les mots « supériorité » ou « parité », cela pourrait devenir, à un moment donné dans l'avenir, un nouvel élément important de la doctrine fondant la politique étrangère soviétique. Jusqu'ici, cependant, cette notion de « quantité suffisante » est à peine plus qu'un slogan avantageux sur le plan politique slogan qu'il faut encore définir et elle ne correspond pas à un concept opérationnel façonnant la politique de l'URSS. Pour se renseigner sur deux occasions où Gorbatchev a rapidement fait allusion à cette notion, voir son article paru dans la *Pravda* le 17 septembre 1987 et le texte de son discours du 2 novembre 1987, qui marquait le soixante-dixième anniversaire de la Révolution.

encore qu'une situation très fluide, il y a quelques bonnes raisons d'entretenir un optimisme prudent. Durant la période relativement brève qui s'est écoulée depuis son accession au pouvoir, Gorbatchev n'a sans doute pas réussi à transformer l'Union soviétique, mais il a remporté des succès en attaquant l'ancienne routine, en sortant la société soviétique de son inertie, en instillant un ferment dans les esprits et en stimulant la remise en question des vérités établies, ce qui ne s'était pas vu en Union soviétique depuis les années 1920. L'héritage de Staline est pris à partie, certaines des « non-personnes » de l'histoire soviétique (telles que Khrouchtchev, Boukharine et Trotski) commencent à sortir de l'ombre, des films interdits de longue date passent maintenant à l'écran, la presse parle de maux sociaux tels que la drogue et la prostitution, le système sanitaire tant vanté fait l'objet de critiques sévères, et des pratiques économiques sacro-saintes (telles que la garantie de l'emploi, le logement puissamment subventionné et le système centralisé de fixation des prix) sont remises en question. Des mouvements sociaux autonomes commencent à se manifester surtout dans les divers groupes nationaux de l'Union soviétique. Un mouvement d'opposition à la politique de restructuration de Gorbatchev a commencé à apparaître et, ce qui n'est pas moins remarquable, on en parle dans la presse soviétique. Comme l'a écrit Robert C. Tucker, l'un des doyens de la soviétologie américaine : « L'histoire s'est remise en route dans la Russie soviétique ».[116]

Gorbatchev a consacré et stimulé ce processus. Au Congrès du Parti, il n'a cessé de s'attaquer au conservatisme et de réclamer de nouvelles approches. Il a fait une mise en garde contre « toute tentative visant à transformer la théorie qui nous guide en un ensemble d'éléments et de recettes sclérosés. . . »[117] Il a demandé aux hauts fonctionnaires du Parti de développer leur « aptitude à aller au-delà des concepts habituels mais déjà surannés ».[118] Il a déclaré que la période qui venait de s'écouler dans l'histoire soviétique avait été marquée par « des pratiques, de la part du Parti

[116] Tucker, "Gorbachev and the Fight for Soviet Reform", p. 179.
[117] *Kommunist*, 1986, nº 4, p. 7.
[118] *Ibid.*

et des organismes gouvernementaux, qui étaient loin de répondre aux exigences de l'époque actuelle et de la vie elle-même. Les problèmes posés par le développement du pays apparaissaient plus vite qu'on ne pouvait les résoudre ».[119] À son avis, « une mentalité particulière commençait à prendre le dessus : on se demandait comment on allait pouvoir améliorer les choses sans changer quoi que ce soit ».[120]

Dans le discours qu'il a prononcé le 27 janvier 1987 devant le Comité central, Gorbatchev a repris ce thème. Il a critiqué les pratiques du passé qui avaient créé un climat tel que « la théorie et les sciences sociales ne faisaient plus jamais l'objet de débats animés ni de réflexions créatrices, tandis que des évaluations et des jugements imposés de manière autoritaire étaient devenus des vérités indiscutables n'appelant que des commentaires ».[121] Alexandre Iakovlev, son proche collaborateur au Politburo, a fait une mise en garde contre la tendance à « ne voir dans la science qu'un ensemble de *vérités* et de propositions infaillibles » et il a déclaré que « le fondement idéologique et théorique de la restructuration présuppose la mise au rebut du dogmatisme. . . »[122]

L'objectif le plus urgent de Gorbatchev est de développer un nouveau climat en Union soviétique, un climat favorable aux changements économiques de grande envergure. Mais si la politique intérieure est actuellement remise en question et repensée, se peut-il que la politique extérieure échappe longtemps à ce processus ? Les homélies que Brejnev faisait occasionnellement sur les dangers d'une catastrophe nucléaire étaient enfouies dans des discours où dominaient les opinions traditionnelles et les louanges pleines de fatuité. Quant aux déclarations de Gorbatchev concernant les dangers d'un holocauste nucléaire, elles diffèrent de celles de Brejnev non seulement parce qu'elles sont plus vigoureuses et plus pressantes,

[119] *Ibid.*, p. 6.
[120] *Ibid.*
[121] *Kommunist*, 1987, n° 3, p. 7.
[122] *C.D.S.P.*, XXXIX, n° 15, 1987, p. 1.

mais aussi parce qu'elle se détachent sur la toile de fond d'une attaque authentique lancée contre des formes de pensée dénuées d'imagination et surannées. Les remarques de Gorbatchev sur la politique extérieure sont formulées à une époque où la société et la politique soviétiques connaissent un nouveau dynamisme. L'appel à un « nouveau mode de pensée » en politique internationale n'est évidemment pas une révolution doctrinale, mais on ne peut pas non plus déclarer sans autre forme de procès qu'il s'agit d'une supercherie soigneusement montée dans le seul but d'induire l'Ouest en erreur.

Les sceptiques ont certainement raison de faire observer que, malgré tout ce qu'on a pu dire en Union soviétique au sujet de la *glasnost*, l'ouverture reste limitée dès lors qu'on aborde la conduite de la politique extérieure dans la période pré-gorbatchevienne et les réformes que l'on pourrait y apporter. Néanmoins, même si, en public, on passe sous silence la politique extérieure soviétique, il ne faut pas en conclure que celle-ci a échappé à un examen critique dans les coulisses de l'appareil du Parti et du ministère des Affaires étrangères. Au contraire, il y a tout lieu de penser que Gorbatchev et ses collaborateurs sont extrêmement mécontents de l'ancienne politique extérieure soviétique. En effet, Gorbatchev a remplacé, au cours des deux premières années après son accession au pouvoir, tous les cadres dirigeants chargés de la politique extérieure, notamment le ministre des Affaires étrangères, le chef du département international du Comité central, le chef du département qui, au Comité central, est chargé des relations avec les pays communistes, le conseiller en chef pour la politique étrangère qui est attaché au bureau personnel du Secrétaire général, et le ministre du Commerce extérieur. Le ministère des Affaires étrangères a été fortement réorganisé, et l'on y a créé plusieurs nouveaux départements, et beaucoup de nouvelles nominations ont eu lieu aux échelons de sous-ministre et de sous-ministre principal.[123]

[123] Ces changements personnels sont étudiés dans Timothy J. Colton, *The Dilemma of Reform in the Soviet Union*, New York, Council on Foreign Relations, 1986 (révisé sous la dir. de), pp. 178-182, et Archie Brown, "Change in the Soviet Union", *Foreign Affairs*, LXIV, nº 5, 1986, pp. 1049-1053.

Deux brèves mentions faites dans la *Pravda* nous ont appris qu'une conférence tout à fait inhabituelle s'était tenue les 23 et 24 mai 1986 sur « les attributions du ministère des Affaires étrangères de l'URSS ». Gorbatchev et Édouard Chevardnadze, le nouveau ministre des Affaires étrangère, y ont pris la parole, entre autres, et il y avait parmi les participants trois membres du Secrétariat ayant des responsabilités en matière d'affaires extérieures (Alexandre Iakovlev, Anatoli Dobrynine et Vadim Medvedev), des personnalités de haut rang du Comité central, divers ministres et sous-ministres, ainsi que des ambassadeurs soviétiques. Dans un rapport publié par la *Pravda*, on a pu glaner quelques indications sur la teneur générale des discussions qui ont eu lieu à huis clos. D'après ce rapport, la diplomatie soviétique « a été examinée à la manière critique et exigeante du Parti », et « des mesures ont été esquissées pour la rendre plus apte à mettre en oeuvre la politique stratégique définie au XXVII[e] Congrès du PCUS ».[124] De même, dans le bref compte rendu d'une réunion complémentaire qui s'est tenue un an plus tard à propos du ministère des Affaires étrangères, on annonçait que « la situation ayant permis à une certaine stagnation d'influer sur la façon d'aborder (au ministère des Affaires étrangères) les grands problèmes et les tendances importantes a été sérieusement redressée ».[125]

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que la politique extérieure soviétique continue à ne pas être débattue en public, et il ne faut pas en tirer de conclusions hâtives. Étant donné les susceptibilités traditionnelles et les pratiques bolcheviques établies de longue date, les hauts fonctionnaires soviétiques éprouvent beaucoup plus de difficultés à lâcher les rênes dans ce domaine que dans la politique sociale, les arts et l'historiographie. On a toujours soigneusement soustrait à l'examen du public tout ce qui concernait l'établissement et l'évaluation de la politique extérieure soviétique. Même au plus fort de la déstalinisation, de 1956 à 1957 et de 1961 à 1962, alors que l'on dénonçait vigoureusement les répressions intérieures de

[124] *Pravda*, 24 mai 1986, p. 1 ; *Pravda*, 25 mai 1986, p. 2.
[125] *Izvestiia*, 6 mai 1987, p. 4.

Staline, on ne laissait filtrer dans la presse qu'un nombre infime de critiques concernant sa politique extérieure. Les dirigeants agissaient ainsi parce qu'ils étaient fermement convaincus qu'en avouant ouvertement que des erreurs avaient été commises autrefois dans la conduite de la politique extérieure soviétique, ils donneraient des atouts à l'ennemi impérialiste et ne pourraient plus accuser l'Ouest d'être seul responsable de la Guerre froide et de la course aux armements. Gorbatchev n'a pas encore rompu avec ce type de comportement fortement ancré. Il a critiqué sans ménagement les manquements de la politique intérieure et dénoncé la paresse de Brejnev qui n'avait pas cherché à y remédier, mais les porte-parole soviétiques ne sont pas en mesure de faire allusion aux insuffisances de la politique extérieure autrement qu'en des termes vagues et obscurs.[126]

Le seul changement, à peu de choses près, qui se soit produit jusqu'à présent, c'est qu'un porte-parole soviétique bien placé, nommément Alexandre Bovine, a pu, tout au moins dans un cas, critiquer le manque d'ouverture dans les questions de politique extérieure. Bovine a fait ces déclarations lors d'une entrevue à Budapest et, à peu près dans les mêmes termes naturellement, au VI[e] Congrès de l'Union des journalistes de l'URSS, qui a eu lieu à Moscou en mars 1987. Interrogé par son interviewer hongrois au sujet des bruits qui couraient sur ce qu'il avait effectivement dit au Congrès, Bovine a répondu :

> En ce qui concerne la question de l'ouverture, j'ai déclaré, en exprimant par là le point de vue du Parti, qu'il ne pouvait y avoir de domaine échappant à l'analyse et à la critique. J'ai expliqué que c'est

[126] Il convient de signaler que, si l'on s'est abstenu en général de critiquer la politique étrangère soviétique à l'égard de l'Occident, on remet cependant en question les perspectives soviétiques adoptées il y a longtemps au sujet du tiers-monde. Voir le remarquable article de Boris Asoian qui a paru dans la *Literaturnaia gazeta* du 7 octobre 1987, à la page 14. Voir aussi G. Mirskii, "K voprosu o vybore puti i orientatsii razvivaiushchikhsia stran", *Mirovaia ekonomika i mezdunarodnye otnosheniia*, 1987, nº 5, pp. 70-81. Evgeni Primakov, Directeur de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, est allé jusqu'aux limites autorisées en *laissant entendre* un certain mécontentement à l'égard de la politique soviétique d'autrefois face à l'Occident, dans l'article intitulé "Novaia filosofiia vneshnei politiki" paru dans la *Pravda* du 10 juillet 1987, à la page 4.

là un but splendide qui va rallier de plus en plus de suffrages, mais qu'il fallait regarder les choses en face. Il y a encore des domaines où il est difficile d'analyser objectivement certaines décisions. J'estime, en ma qualité de journaliste spécialiste des Affaires extérieures, que les activités des ministères des Affaires étrangères et de la Défense font partie de ces domaines. Ces activités influent directement sur la politique extérieure, mais en tant que journaliste, je ne peux en aucun cas critiquer les décisions prises par ces ministères.[127]

Le fait que la politique extérieure soviétique ne soit pas critiquée publiquement ne doit pas être mal interprété. C'est naturellement le signe que les dirigeants continuent à garder le secret, dès lors qu'ils abordent des questions délicates de politique extérieure. Mais cela ne veut pas dire que les membres du Politburo soient satisfaits des résultats obtenus actuellement ou dans le passé.

Les changements sont lents à venir en politique extérieure soviétique, mais il ne faut pas que nous en soyons surpris ni découragés. Gorbatchev a déclaré à plusieurs reprises : « Aujourd'hui, notre politique extérieure découle directement de notre politique intérieure, beaucoup plus que cela a été le cas jusqu'ici », et il n'y a aucune raison de mettre en doute cette affirmation.[128] Pour le moment, son but principal en politique extérieure est de limiter les dégâts. Il avance avec précaution et prudence de manière à ne pas faire de faux pas qui compromettrait son très ambitieux programme dont l'objet est de transformer l'économie soviétique.

Les mesures prises par Gorbatchev indique à quel point celui-ci est désireux de rendre la politique extérieure soviétique plus efficace. Durant les dernières années brejneviennes, on avait assisté soit à une stagnation, soit à une détérioration des relations avec les États-Unis, l'Europe de l'Ouest, la Chine et le Japon. Actuellement l'Union soviétique joue toujours un rôle relativement modeste sur l'échiquier politique du Moyen-Orient et elle s'est enlisée dans le marécage af-

[127] Foreign Broadcast Information Service, *Daily Report: Soviet Union*, 31 mars 1987, p. R15.
[128] *Ibid.*, 1er avril 1987, p. G4.

ghan. Gorbatchev aimerait changer tout cela, mais il se rend également compte que la politique extérieure est aussi dangereuse qu'un champ de mines. Des initiatives de valeur risquent d'être mises en échec, des avantages acquis peuvent être engloutis rapidement, et des ouvertures faites d'un côté peuvent très bien compromettre les relations avec d'autres nations (par exemple, dans le conflit israloarabe ou la guerre entre l'Iran et l'Irak). C'est pourquoi Gorbatchev avance avec précaution.

Il a choisi de progresser pouce par pouce, par demi-étapes et avec circonspection (par exemple, dans sa politique à l'égard de l'Afghanistan, du Moyen-Orient et de la Chine). Bien que la position soviétique sur le plan mondial soit un peu trop précaire à son goût, il a décidé de s'en accommoder à court et à moyen terme. C'est comme s'il estimait préférable d'avancer lentement plutôt que de risquer des revers graves qui le rendraient lui-même politiquement plus vulnérable et l'empêcheraient de garder le cap sur la transformation radicale de l'économie.

À l'extérieur, il y a, toutefois, une menace sérieuse pour le programme intérieur de Gorbatchev, et il faut en tenir compte. C'est le risque d'une accélération sensible de la course aux armements. Plus les États-Unis axeront leurs efforts sur la Guerre des étoiles, plus l'Union soviétique sera obligée d'investir sur le plan militaire pour ne pas voir sa position se détériorer fortement. Cela explique pourquoi, dans le domaine de la limitation des armements, la politique extérieure soviétique a été plus active, imaginative et souple que d'habitude.

L'annonce, en 1981, de l'option zéro prise par le président Reagan pour les missiles à portée intermédiaire avait été interprétée par les partisans aussi bien que par les détracteurs comme une manoeuvre adroite de relations publiques. Personne ne s'attendait à ce que les Soviétiques souscrivent à cette proposition, puisque l'option zéro allait les obliger à supprimer leur important arsenal d'ogives nucléaires et à accepter pour les missiles à portée intermédiaire un équilibre qui était loin de leur être aussi favorable que celui du milieu

des années 1970, avant le déploiement de leurs SS-20. Gorbatchev a pourtant accepté cette option zéro. Lorsqu'en Occident, on a réagi à ce geste en déclarant que l'on s'inquiétait désormais du déséquilibre des arsenaux de missiles à plus courte portée, Gorbatchev a offert de retirer ceux-ci également.

Sous Gorbatchev, l'URSS a accepté dans des proportions sans précédent les vérifications sur place prévues par le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui a été signé le 8 décembre 1987, et elle s'est pliée, d'août 1985 à février 1987, à un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, malgré l'opposition apparente des militaires soviétiques qui se voyaient obligés d'interrompre leurs essais tandis que les États-Unis poursuivaient leur propre programme à cet égard.[129] Cette manoeuvre habile montre quelles mesures hardies et innovatrices Gorbatchev est prêt à prendre lorsqu'il juge nécessaire d'agir de manière décisive. Nous ne devrions pas exclure la possibilité de gestes similaires à plus ou moins longue échéance dans d'autres domaines de la politique extérieure. Pour le moment, toutefois, toute l'attention de Gorbatchev se concentre sur des questions urgentes dans le domaine intérieur. La politique extérieure soviétique a pour principal but de limiter les dégâts tout en s'efforçant dans la mesure du possible, de gagner prudemment un peu de terrain.

Bien que la réforme de l'économie nationale soit au centre des préoccupations de Gorbatchev, il n'en reste pas moins qu'il existe une relation étroite entre la politique intérieure et la politique extérieure. Ainsi, les optimistes occidentaux espèrent que la libéralisation au sein de l'Union soviétique, même si elle reste partielle et limitée, aura un effet extrêmement bénéfique sur les relations Est-Ouest, ce qui pourrait se manifester principalement de deux manières : par un apaisement du sentiment d'insécurité soviétique, et par un adoucissement de la répression intérieure que l'Ouest trouve si répréhensible.

[129] Le malaise que les militaires soviétiques ont ressenti au sujet du moratoire est étudié dans Griffiths, "New Thinking in the Kremlin", pp. 22-23.

Les difficultés intrinsèques que nous éprouvons à traiter avec l'Union soviétique à cause des profondes différences existant entre sa société et la nôtre, et en raison aussi de ses aspirations à accroître sa puissance mondiale, sont rendues encore plus complexes par sa culture politique. Les experts occidentaux, les colombes comme les faucons, ont maintes fois fait remarquer que ce sont les sentiments d'insécurité, de vulnérabilité et d'infériorité si profondément ancrés chez les Soviétiques qui les ont poussés à tant miser sur la puissance militaire, à assujettir les États voisins, et à adopter une attitude empreinte de méfiance face aux étrangers, une réserve frisant l'obsession et une rigidité glaciale. Ces traits sont enracinés dans l'histoire séculaire de la Russie et ils ont été encore renforcés par plus de deux générations de régime communiste. Le comportement et la mentalité soviétiques ont été profondément marqués par les invasions étrangères répétées, l'autocratie tsariste, les conspirations des débuts du parti bolchevique et les longues années d'oppression stalinienne. La culture politique soviétique ne changera pas en un tournemain. Et pourtant, Gorbatchev a déjà réussi, à un degré vraiment remarquable, à créer un nouveau climat en URSS. La *glasnost* ne consiste pas seulement à donner plus de publicité et de « transparence » à quelques-uns des travers de la société soviétique, mais aussi à atténuer sensiblement l'attitude défensive et le sentiment d'infériorité.

Le cas Sakharov offre un bon exemple de la hardiesse et de la confiance en soi dont fait preuve Gorbatchev. Il montre également comment la réforme intérieure et la détente extérieure peuvent se renforcer l'une l'autre. L'amélioration des relations Est-Ouest peut être aussi bien le levier que la conséquence de la détente intérieure.

Après avoir décidé d'améliorer réellement les relations Est-Ouest, Gorbatchev a vu un sérieux handicap dans le fait qu'Andrei Sakharov était toujours détenu à Gorki. Il ne lui était pourtant pas facile de faire volte-face et de permettre au dissident de revenir à Moscou en homme libre. C'était reconnaître qu'une erreur avait été commise et exposer le régime soviétique aux critiques permanentes de Sakharov. La situation était donc embarrassante. Que fallait-il faire ?

Devant ce casse-tête, Gorbatchev a fait preuve d'un esprit inventif et imaginatif. Il semble avoir carrément affronté le problème et décidé : (1) que la détention de Sakharov lui coûtait trop cher sur le plan de la politique extérieure, (2) que les dirigeants soviétiques devraient avoir assez confiance en eux-mêmes pour supporter les critiques de Sakharov sur leurs politiques, et (3) qu'une ligne de conduite habile pouvait transformer un handicap coûteux en atout de taille. Au lieu d'essayer de museler Sakharov, pourquoi ne pas le laisser critiquer le régime soviétique et en profiter pour présenter à la face du monde ce « nouveau » régime soviétique et son dirigeant à l'esprit innovateur ? Y aurait-il meilleure façon de magnifier l'image soviétique à l'étranger que de permettre à Sakharov de paraître sur les écrans de télévision occidentaux pour critiquer la politique de Moscou ? Ne serait-ce pas un bon moyen de réduire à néant toute tentative faite par les Occidentaux pour qualifier le régime soviétique de répressif et non démocratique ? La libération de Sakharov jouerait également un rôle important dans le domaine intérieur. Elle permettrait à Gorbatchev de mieux s'attirer les faveurs de l'intelligentsia soviétique. L'appui des écrivains, poètes, économistes, scientifiques, etc. est d'une importance vitale pour lui, s'il veut réussir à opérer une révolution psychologique en Union soviétique et surmonter le scepticisme, l'apathie et la désaffection du peuple. Ce serait également un puissant message à l'adresse des bureaucrates récalcitrants. Ces derniers auraient ainsi la preuve que le dirigeant soviétique est vraiment sérieux lorsqu'il leur demande de rompre avec leurs habitudes passées et de travailler d'une façon nouvelle.

Sa décision une fois prise de libérer Sakharov, Gorbatchev s'est mis en devoir d'exploiter la situation. Plutôt que de laisser Sakharov retourner tranquillement et sans escorte à Moscou, il l'a appelé lui-même à Gorki (il a fallu installer un téléphone spécialement à cet effet) pour lui annoncer sa libération, ce qui était une preuve de son excellent sens des relations publiques et lui a permis de récolter énormément de louanges à l'étranger. Loin d'essayer d'isoler Sakharov et de le réduire au silence par des harcèlement du KGB, les autorités soviétiques sont allées jusqu'à mettre à sa disposition un studio de télévision pour qu'il puisse se faire interviewer par les

réseaux de télévision occidentaux. Pour désamorcer toute critique éventuelle de l'étranger et exploiter également l'opposition de Sakharov à l'IDS, on l'a même invité à prendre la parole devant toutes les hautes personnalités réunies à la conférence internationale sur la paix, qui a eu lieu à Moscou en février 1987.

Le règlement ingénieux du cas Sakharov offre un bon exemple de ce « nouveau mode de pensée » prôné par Gorbatchev. Il témoigne d'un empressement à jeter les vieilleries par-dessus bord et d'une aptitude à agir avec hardiesse pour transformer des handicaps en atouts pour la politique extérieure de l'URSS. Il est également l'indice d'un changement important dans les méthodes choisies par les dirigeants soviétiques pour diffuser une image favorable de leur pays à l'étranger. Les précédents chefs vivaient dans la crainte que l'Union soviétique paraisse faible et vulnérable aux yeux de ses adversaires étrangers. Gorbatchev s'est, quant à lui rendu compte que l'un des avantages de la *glasnost* était de ramener à de plus justes proportions l'image que l'on se faisait du potentiel militaire de l'URSS et l'impression exagérée que l'on avait de l'unité et du monolithisme de la société soviétique. Ainsi que l'a déclaré franchement Nikolai Chichline, haut fonctionnaire du département de l'Information au Comité central, à un reporter hongrois qui l'interviewait :

> Il est vrai que nous avons eu une prédisposition à croire qu'il ne fallait jamais rien écrire de mal au sujet de l'Union soviétique. Le monde ne devait en aucun cas entendre parler de nos erreurs, sinon il risquait de se faire une idée défavorable au sujet de notre pays. À présent, en revanche, nous parlons de nos erreurs et de nos problèmes, et beaucoup ont été surpris de constater que l'Union soviétique donnait, grâce à cette attitude, une image bien plus nuancée et favorable d'elle-même. C'est la preuve, pour nous, qu'il vaut bien mieux être franc et ouvert que de donner de soi une image parfaite, mais fausse.[130]

Sous Brejnev, l'Union soviétique a toujours nié qu'elle souffrait des mêmes maux que les sociétés capitalistes, tels que le chômage et

[130] Foreign Broadcast Information Service, *Daily Report: Soviet Union*, 8 mai 1987, p. R19.

la drogue. Sous Gorbatchev, on reconnaît l'existence du chômage et une équipe de cinéastes du réseau CBS a même été autorisée à filmer une descente de police dans les milieux de la drogue pour la télévision américaine ! Dans ses mémoires, Henry Kissinger raconte qu'il avait eu beaucoup de mal à entraîner Gromyko ou ses collaborateurs dans une discussion générale sur la sécurité internationale et la conception que s'en faisaient les Soviétiques et les Américains.[131] Les Soviétiques étaient beaucoup trop inquiets et sur la défensive pour se lancer dans pareille entreprise. Maintenant, depuis que Gorbatchev est à la barre, ils réclament des entretiens pour pouvoir analyser les contrastes existant entre les doctrines militaires de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie.[132] On peut penser qu'il ne s'agit pas là seulement de nouvelles techniques de relations publiques, mais que c'est le signe d'une plus grande confiance en soi, d'une attitude moins défensive, du déclin de cet ancien sentiment d'infériorité, et d'une meilleure prise de conscience des types de comportement soviétiques qui ont fait obstacle dans le passé aux efforts dont l'objet était de relâcher les tensions internationales et de maîtriser la course aux armements.

En 1981, dans le clair-obscur de l'ère brejnevienne, George Kennan a dépeint, d'une plume imagée, l'univers mental des autorités soviétiques et il nous a donné ainsi d'utiles points de référence pour mesurer avec plus de précision l'amplitude des changements qui se produisent actuellement en Union soviétique. Kennan écrivait :

> Ces hommes me paraissent être prisonniers de nombreuses circonstances : prisonniers de leur propre passé et du passé de leur pays, prisonniers de l'idéologie surannée à laquelle leur extrême orthodoxie les lie, prisonniers du régime sévère qui les a investis de leur autorité, mais prisonniers également de certaines particularités de l'art de gouverner propres aux origines de la Russie, à savoir le sentiment

[131] Henry Kissinger, *White House Years*, Boston, Little Brown, 1979, p. 1210.

[132] Voir la proposition relative à l'analyse de la doctrine militaire et énoncée dans le document adopté par l'Organisation du Pacte de Varsovie en mai 1987, "On the Military Doctrine of the Warsaw Treaty Member States", *Pravda*, 30 mai 1987, p. 2.

> congénital d'insécurité, le manque de confiance en soi, la méfiance à l'égard de l'étranger et de son monde, la passion du secret, la peur névrotique de voir pénétrer d'autres puissances dans des régions proches de leurs frontières, et une tendance persistante, qui résulte de tous ces facteurs, à dépasser la mesure dans l'édification du potentiel militaire.[133]

Les peuples occidentaux ont souvent pensé ou espéré que le régime soviétique allait devenir plus libéral. Il en a été ainsi à l'époque de la Nouvelle politique économique des années 1920, pendant la Grande Alliance de la Seconde Guerre mondiale, et dans la période qui a suivi la mort de Staline. La désillusion qui s'en est suivie doit rester vivace, car elle nous empêchera de prendre nos désirs pour des réalités et nous rappellera le bien-fondé d'un scepticisme de bon aloi. J'aimerais néanmoins faire valoir que les récents événements survenus en Union soviétique peuvent servir de fondement à un optimisme prudent quant à la possible émergence, au sein du Kremlin, de nouvelles perspectives face aux relations Est-Ouest. À mon avis, les déclarations faites par Gorbatchev en politique extérieure ont une autre raison que l'amélioration des relations publiques. L'Union soviétique est actuellement le siège d'un processus historique de changement. Certes, la transformation fondamentale et de grande envergure des orientations soviétiques en matière de relations Est-Ouest ne se produira pas inévitablement, mais elle n'est pas non plus impossible.

[133] George F. Kennan, *The Nuclear Delusion*, New York, Pantheon, 1983, p. 153.

CONCLUSION

Plusieurs conclusions importantes se dégagent de la présente étude. Elles montrent qu'un optimisme prudent est justifié quant aux chances de voir évoluer davantage la perception soviétique des relations Est-Ouest. Par ailleurs, elles rappellent aussi à l'Occident qu'il ne doit pas verser dans l'utopie en surestimant ce que Gorbatchev a accompli jusqu'ici ou en escomptant que d'autres changements idéologiques sont garantis.

Notre étude nous a permis de faire diverses constatations. (1) Lénine n'avait pas de théorie bien structurée sur les relations Est-Ouest. Par conséquent, même si les dirigeants soviétiques continuent de professer leur fidélité au léninisme, rien ne les empêche de chercher de nouveaux terrains d'entente avec l'Ouest ni de mettre à l'essai de nouvelles formules pour assurer la sécurité mutuelle à l'ère nucléaire. Le léninisme n'est pas une camisole de force doctrinale dont le Kremlin doit absolument se départir avant que les attitudes et les politiques soviétiques puissent évoluer sensiblement. Les dirigeants de l'URSS peuvent lui donner une interprétation plus large et plus créatrice de façon à légitimer les politiques qu'ils choisissent d'adopter. (2) Une réforme doctrinale profonde est certainement possible. C'est ce que les interventions de Khrouchtchev ont clairement prouvé pendant les années 1956 à 1960. (3) Bien que la propagande soviétique change souvent de ton avec une rapidité fulgurante, les concepts de base de la doctrine soviétique sont restés stables pendant longtemps. Au cours des cinquante dernières années, soit depuis l'avènement de la vision staliniste orthodoxe du monde

dans les années 1930, il n'y a eu aucune période d'innovation idéologique claire et soutenue, si ce n'est dans la deuxième moitié des années 1950. Par conséquent, si Gorbatchev réussit effectivement à amorcer une deuxième période de mutations doctrinales fondamentales, la politique extérieure soviétique subira une transformation importante qui augurera fort bien pour l'avenir des relations Est-Ouest.

Tout cela justifie un certain optimisme, mais il importe d'équilibrer les choses en formulant deux autres observations. Tout d'abord, comme le chapitre précédent le soulignait, les innovations que Gorbatchev a réalisées jusqu'ici sont relativement limitées quant à leur portée et à leur ampleur. Elles donnent à penser que le Kremlin a effectivement entrepris de réorienter sa politique extérieure, mais il n'est pas encore sûr que Gorbatchev saura influer fondamentalement et pour de bon sur les perspectives soviétiques concernant les relations Est-Ouest. Il lui reste encore beaucoup à faire, et il ne réussira peut-être pas à garder le cap. À un moment ou à un autre dans l'avenir, Gorbatchev devra peut-être céder aux pressions des éléments plus conservateurs du Politburo qui réclameront l'abandon de ses politiques réformistes ; en outre, il risque aussi de subir le même sort que Khrouchtchev et d'être limogé.

En second lieu, l'ère khrouchtchévienne (qui s'est caractérisée par de multiples crises internationales et un désir obsessionnel d'améliorer les relations avec l'Occident tout en cherchant à le dominer) a prouvé que même des changements doctrinaux profonds ne garantissent pas nécessairement l'établissement de meilleures relations. Le rejet de principes clefs de la pensée staliniste a fait tomber l'un des plus formidables obstacles à l'atténuation de la tension internationale. En tant que tel, c'était là une condition sine qua non de l'amélioration des relations avec l'Ouest, mais cela n'a pas en soi été suffisant pour garantir cette dernière. De nombreux autres facteurs ont aussi déterminé la conduite de la politique extérieure soviétique après l'époque stalinienne ; citons entre autres la détermination de Khrouchtchev à faire basculer « l'équilibre des forces » en faveur de l'URSS et le fait qu'il avait surestimé la puissance de son pays.

De même, dans les années à venir, beaucoup dépendra non seulement de la manière dont Gorbatchev perçoit et conceptualise les relations Est-Ouest, mais aussi de la question de savoir si les fondements du « nouveau mode de pensée » ou du « nouveau discours » aboutiront à des politiques plus modérées. Il reste à voir si les dirigeants soviétiques sauront passer outre aux occasions de marquer des points à court terme, occasions qui se produiront sûrement dans diverses parties du monde, et s'ils choisiront plutôt de déployer de véritables efforts pour mobiliser les ressources et les énergies du pays afin d'en restructurer la société.

On fait souvent valoir que « le geste est plus éloquent que la parole ». Cet adage recèle beaucoup de vérité. La *perestroïka* suppose une redéfinition non seulement des attitudes soviétiques, mais aussi des priorités et des politiques. Cependant, il faut aussi se rappeler qu'aux yeux d'un observateur étranger, les actions d'un État ne peuvent être moins ambigus que son discours. Par exemple, si l'Union soviétique retirait ses troupes de l'Afghanistan, certains observateurs occidentaux soutiendraient avec enthousiasme que c'est là une preuve irréfutable qu'une réforme fondamentale de la politique extérieure soviétique a commencé, tandis que d'autres affirmeraient sans doute que ce n'est qu'un geste opportuniste motivé par des visées tactiques à court terme.

Même si, en essayant de pénétrer la doctrine soviétique, on se heurte à une multitude de difficultés et d'ambiguïtés, cet effort met à jour des éléments utiles qui peuvent compléter les déductions recueillies auprès d'autres sources. L'étude de la doctrine soviétique peut donc servir à renforcer et à confirmer notre interprétation de la politique extérieure de l'URSS. Il est à espérer que la présente analyse a aidé le lecteur à mieux comprendre l'évolution de la politique étrangère soviétique en le renseignant sur les perspectives et les doctrines dont Gorbatchev a hérité, sur les rajustements limités qu'il a opérés jusqu'ici, et sur les réformes plus considérables qui sont peut-être encore à venir.

Autres publications de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales :

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

1. *La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le Bassin des Caraïbes,*
par Neil MacFarlane, juin 1986.

2. *La défense continentale : analyse des tendances et perspective canadienne,*
par David Cox, décembre 1986.

3. *La limitation des armements dans l'Arctique,*
par Ronald S. Purver, février 1988.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

4. *La France et l'initiative de défense stratégique,*
par Charles-Philippe David, janvier 1987.

5. *Conference on Militarization in the Third World,*
exposés de Paul Rogers, Michael Klare and Dan O'Meara présentés à l'Université Queen's Kingston, janvier 1987.

6. *The Conventional Force Balance in Europe; Understanding the Numbers,*
par Jim Moore, janvier 1988.

7. *Peace and Security in the 1980s: The View of Canadians,*
par Don Munton, janvier 1988.

8. *Managing Regional Conflicts: Regimes and Third-Party Mediators,*
par Robert Miller, Compte rendu d'un atelier, mai 1988.

9. *East-West Relations in the 1980s,*
par Adam Bromke, mai 1988.

10. *The United Nations Special Session on Disarmament 1988 : Peace Proposals Since 1982*
par Hanna Newcombe, mai 1988.

GUIDE ANNUEL

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987.

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour « accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien ». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

Directeur général :
Geoffrey Pearson

Membres du conseil d'administration :
William Barton, *Président*
Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Gisèle Côté-Harper
Ann Gertler
John Halstead
Kal Holsti
Jacques Lévesque
Richard Mercier
Geoffrey Pearson
Harry A. Porter
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

Institut canadien pour la paix et
la sécurité internationales

Place de la Constitution
360, rue Albert, Bureau 900
Ottawa (Ontario) K1R 7X7
(613) 990-1593
télécopieur (613) 563-0894

De Lénine à Gorbatchev

Mikhaïl Gorbatchev a fait de son appel à « un nouveau mode de pensée » et à un « nouveau discours » la pierre angulaire de ses déclarations sur la politique internationale. Mais que faut-il en penser ? Assistons-nous au début d'une réévaluation historique des principes clefs du marxisme-léninisme, ou simplement à une adroite campagne de relations publiques ? Comme il est impossible d'évaluer lé « nouveau mode de pensée » sans bien comprendre d'abord l'ancien, la présente étude essaie de répondre aux questions citées ci-dessus en analysant comment la doctrine marxiste-léniniste a évolué de Lénine à nos jours, relativement aux relations Est-Ouest.

PAUL MARANTZ

Paul Marantz a reçu son baccalauréat de l'Université Cornell, sa maîtrise et son doctorat, à l'Université Harvard. Il est professeur associé de sciences politiques à l'Université de la Colombie-Britannique. Il a écrit de nombreux articles et chapitres de livres portant sur la politique étrangère soviétique et les relations Est-Ouest ; il est co-réviseur des ouvrages intitulés *Super-power Involvement in the Middle East* et *Peace-Making in the Middle East.*

Institut canadien pour la paix et
la sécurité internationales

Place de la Constitution
360, rue Albert, Bureau 900
Ottawa (Ontario) K1R 7X7